UKRAINE 1933 MISE À JOUR DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2008

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

Ukraine 1933 mise à jour de novembre 2008 (succédant à plusieurs autres depuis 2003-2004, année universitaire au cours de laquelle j'ai envoyé, avec une présentation critique un ensemble de textes d'archives aux étudiants préparant le CAPES et l'agrégation, sur le sujet d'histoire contemporaine intitulé « Les sociétés, la guerre et la paix 1911-1946 »).

Même cette partie initiale a été modifiée, en fonction de la découverte, au fil des ans, de nouveaux textes d'archives, et compte tenu de l'obligation d'actualiser les notes bibliographiques de 2003-2004. Des compléments sont encore en cours ou prévus, et le texte sera modifié en conséquence sur le site.

SUR LA « FAMINE GÉNOCIDAIRE STALINIENNE » EN UKRAINE EN 1933 : UNE CAMPAGNE ALLEMANDE, POLONAISE ET VATICANE

Présentation des textes aux étudiants

Je vous livre les documents par volume d'archives et (ou) ordre chronologique. En note infrapaginale figurent des explications. Je suis à votre disposition pour toute demande supplémentaire. Les étudiants qui ont reçu l'an dernier une version initiale de ce texte y trouveront nombre d'éléments nouveaux.

Tout ce qui est entre guillemets est de la citation de document original. J'ai corrigé les fautes de frappe (pas de français) des textes originaux (pour renoncer à des *(sic)* trop nombreux).

La gigantesque campagne de presse (et autre propagande) de 1933 sur « la grande famine » d'Ukraine est, si l'on se fie aux fonds du Quai d'Orsay, un bobard lancé 1° pour préparer l'« alliance » polono-allemande de janvier 1934 : Varsovie et Berlin se font des politesses à propos de l'Ukraine que le Reich promet aux Polonais, « en échange du corridor de Dantzig », supercherie dont Berlin a déjà usé dans les années vingt et 2°, pour empêcher la réalisation d'une alliance défensive franco-soviétique qui se dessine depuis le retour d'Herriot au poste conjoint de Président du Conseil et de Ministre des Affaires étrangères (juin-décembre 1932), autre objectif allemand essentiel.

Les fonds publiés du Foreign Office « sur l'Ukraine et la grande famine de 1932-1933 » (*The Foreign Office and the Famine. British documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-1933*) donnent aussi à l'opération de propagande de 1933 une forte portée de politique extérieure [1] : le « mémorandum de Ponsonby Moore Crosthwaite sur l'histoire de l'Ukraine et ses relations avec la Pologne et la Russie, 11 décembre 1933 » [2] est aussi clair que la correspondance du Quai d'Orsay citée ci-dessous.

Le Vatican, qui hait la Pologne, catholique certes, mais pillarde de territoires allemands, signe en juillet 1933 le Concordat du Reich qui prévoit, entre autres clauses secrètes, l'occupation commune de l'Ukraine. On comprend ainsi mieux l'empressement de la Curie romaine et l'utilisation dans l'opération ukrainienne de son instrument favori de

[1] Marco Carynnyk, Lubomyr Y. Luciuk et Bohdan S. Kordan, éd., *The Foreign Office and the Famine. British documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-1933*, Ontario, The Limeston Press Kingston, 1988 (les « éditeurs » sont des chercheurs canadiens d'origine ukrainienne, dont la recherche est financée par les associations ukrainiennes du Canada, fort actives dans les années 1980 de la crise de l'URSS, *op. cit.*, p. L et LI – associations toujours fort actives et très mobilisées en l'automne 2004 au bénéfice de la partie occidentale, uniate et anti-russe de l'Ukraine, qualifiée de « démocratique » et libre contre sa partie orientale orthodoxe et pro-russe). Agitation en constante augmentation de 2004 à 2008.

[2] Texte 62, *The Foreign Office and the Famine*, p. 358-362.

l'expansion allemande à l'Est (notamment pour l'Anschluss et la liquidation de la Tchécoslovaquie), l'Allemand des Sudètes, par ailleurs cardinal (1933) archevêque de Vienne (1932), Innitzer [3]. La Pologne des colonels, bien que leur pays soit directement menacé par cette expansion, se prête à la supercherie – connue cependant comme telle – d'une offre de collaboration germano-polonaise contre l'URSS en général et l'Ukraine soviétique en particulier. De même accepte-t-elle à la même époque les offres allemandes de combat commun contre la Tchécoslovaquie, au prix de la cession – très provisoire – par le Reich du territoire tchécoslovaque de Teschen [4].

L'URSS a connu en 1932-1933, surtout dans les premiers mois de 1933 et *pas au-delà* de la récolte céréalière de l'été, une sérieuse disette conduisant à un strict renforcement du rationnement, résultant de phénomènes météorologiques et sociopolitiques : une sécheresse et des précipitations catastrophiques (deux à trois fois supérieures à la moyenne en Ukraine en 1932 [5]) se cumulèrent avec les effets de la rétention croissante des livraisons (abattage massif du bétail compris), depuis le tournant des années vingt, par les anciens koulaks (paysans les plus riches) rebelles à la collectivisation.une sécheresse et des précipitations catastrophiques (deux à trois fois supérieures à la moyenne en Ukraine). Si l'Ukraine connut une famine - ce que les sources diplomatiques et militaires françaises de 1932-1933 excluent -, ce ne fut pas une famine spécifiquement ukrainienne et à coup sûr pas à « six millions de morts » : ce chiffre, scandaleux sur le plan méthodologique, lancé en 1994 par le démographe Alain Blum, fait l'objet d'une analyse critique dans la 3e partie du présent dossier).

Les documents d'archives cités ci-dessous relatifs 1° aux ambitions affichées par le Reich en 1933 à propos de l'Ukraine - vieil objectif territorial du Reich antérieur à 1914, un des buts de la Première Guerre mondiale et donc non spécifique du programme impérialiste nazi [6]) et 2° à leur mise en œuvre dans la période considérée (et depuis lors) infirment la thèse des dangers extérieurs instrumentalisés par Staline contre ses ennemis « imaginés » ou purement et simplement inventés.

La présentation critique des documents cités (soit cités *stricto sensu* et placés entre guillemets, soit résumés) comporte deux volets : des *notes infra-paginales* et des remarques Lacroix-Riz insérées *entre crochets* et, quand elles sont insérées dans les textes mêmes, en caractère gras.

PRÉSENTATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE SOVIÉTIQUE PAR LES « OBSERVATEURS », 1932-1933

Britanniques et Français n'auraient pas vu pas la même chose que les Allemands et les Italiens, au motif que, nous exposent les tenants de la thèse de la famine, le groupe franco-anglais aurait « choisi de ne pas voir » [7]. Si c'était le cas, il constituerait une originalité absolue dans la correspondance diplomatique : cet aveuglement volontaire n'aurait aucun équivalent, autant que j'en puisse juger par plus de trente ans de fréquentations régulières de

[3] Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, rééd. 2010, chapitres 1-2, et 6-10, et index.

[4] Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, rééd. 2010.

[5] Mark B. Tauger, "Review of R. W. Davies and Stephen G. Wheatcroft, The Years of Hunger: Soviet Agriculture, 1931-1933." EH.Net Economic History Services, Nov 16 2004. URL: http://eh.net/bookreviews/library/0870, et Davies and Wheatcroft, *op. cit.*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 131 *sq.*

[6] Lacroix-Riz, *Le Vatican.*, et surtout Fritz Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Trévise, 1970. Les archives diplomatiques sont intarissables sur la question.

[7]. « Introduction. Le choix de ne pas voir », *The Foreign Office and the Famine*, p. XVII; thèse d'Alain Blum du « surprenant […] aveuglement de certains Occidentaux » (visant les comptes rendus d'Herriot et Alphand à l'été 1933 sur leur mission en Ukraine), voir « Mise au point bibliographique », *cf. infra.*

ce type de fonds, et des fonds d'origines très diverses (policiers, militaires, financiers, etc.). Il convient en effet de faire concernant le présumé long « tabou » sur « la famine en Ukraine » une double observation :

1° D'une part, la France, bien qu'elle fût jusqu'en octobre 1924 – date de sa reconnaissance officielle sous le ministère Herriot du Cartel des Gauches - dépourvue de représentants officiels en Russie puis Union soviétique, était informée sur l'État paria grâce à une foule d'espions et agents, œuvrant à partir des Pays Baltes, de la Pologne, etc. bref, du « cordon sanitaire ». Elle fut donc, comme toutes les puissances impérialistes qui n'avaient pas reconnu les Soviets (toutes sauf l'Allemagne, qui les avait reconnus par l'accord de Rapallo, le 16 avril 1922), parfaitement informée de la terrible famine de 1921-1922.

Le vol. 2258 du fonds SDN, secours, famine en Russie, août 1921-avril 1923, archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE), ne laisse à cet égard aucun doute. On y trouve notamment les très explicites

note 86 « sur la situation actuelle en Russie », « Famine en Russie » 5 août 1921, bordereau d'envoi à Gout, directeur du service français Société des Nations, 10 p.; le rapport du docteur Fridtjof Nansen [8] « concernant la question du secours à la population affamée de la Russie » joint à la dépêche du ministre des Affaires étrangères de Norvège, Rostad au président du conseil de la Société des Nations, 24 mars 1922;

et dossier du 4 septembre 1922 (note pour le service français de la Société des Nations) « a/s de la famine en Russie

L'ensemble du volume atteste la même remarquable connaissance de la situation soviétique par tous les pays.

Cette seule documentation, abondante et extrêmement précise, sur la gigantesque famine générale de 1921-1922, pour laquelle jamais n'ont été lancés des chiffres de pertes comparables aux estimations « ukrainiennes » qui enflent depuis les années 1980, ridiculise à elle seule le tapage sur « l'Holodomor » de 1932-1933.

2° D'autre part, il faudrait nous expliquer pourquoi, entre autres, a) l'attaché militaire Edmond Mendras (en poste d'avril 1933 à novembre 1934) et l'ambassadeur Charles Alphand (en poste de juin 1933 à novembre 1936), qui parcoururent largement l'Ukraine respectivement en octobre et en septembre 1933 (au cours, pour le second, d'un « trajet de plus de 3 000 km »), auraient été naïfs ou dissimulateurs, à l'instar du présumé aveugle Herriot, si entiché des Soviets, b) b) à quel titre les consuls allemands et italiens, directement impliqués dans la campagne « ukrainienne », auraient émis des avis plus légitimes que ceux des Français, qui n'organisaient pas au même moment des préparatifs de conquête de l'Ukraine, c) pourquoi les groupements d'émigrés ukrainiens, originaires de l'ancien empire russe ou de Galicie orientale alors polonaise, auraient, absents d'Ukraine soviétique et donc, depuis l'étranger, mieux rendu compte des faits intervenus sur place que le personnel militaire et diplomatique français spécialisé dans le renseignement et par ailleurs témoin visuel; d) pourquoi l'argumentation des intéressés et de leurs soutiens allemands, italiens, etc., oscille entre les thèses antagoniques 1) de la « bonne récolte » de 1932 confisquée par le régime soviétique par divers moyens et pour divers objectifs et 2) de la récolte quasi nulle en raison

[8]. Fritdjof Nansen (1861-1930), spécialiste norvégien de zoologie et grand explorateur du Groenland et du pôle Nord, professeur de zoologie, nommé haut-commissaire de la SDN en 1920 et chargé dans ce cadre du rapatriement des prisonniers de guerre, organisa, sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge, l'aide à la Russie confrontée à la famine de 1921, avec une efficacité qui lui valut la reconnaissance des Soviets, *cf.* l'article des *Izvestia*, 15 mai 1930 : « La mort d'un grand savant et d'un ami de l'URSS, Fritdjof Nansen », article cité par Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe 1930-1939*, Paris, Payot, 2001, n. 4, p. 198.

de l'incapacité du système collectivisé : à s'en tenir à la seule critique interne, tout analyste peut conclure que l'un des deux discours au moins est faux.

Europe URSS 1918-40, vol. 1036, situation économique, 3 août 1932-18 janvier 1940, archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE)

339 folios [classement par volume, paginé] et voir *infra* la correspondance de 1933 du colonel Mendras, attaché militaire, Service historique de l'armée de terre (SHAT))

Copie du « correspondant particulier » à Berlin d'articles de *Renaissance* [**journal rédigé par des Russes blancs, financé par Berlin et par le pétrolier Sir Henry Deterding, chef de la Royal Dutch Shell** [9]], dont

article de *Renaissance* 17 août 1932, « Famine et chaos (Rapports de Consuls allemands) », 4-7, 4 p.

[la France a une ambassade à Moscou, comme la Grande-Bretagne, qui a également un consulat à Leningrad [10], mais pas de multiples consulats en URSS, à l'inverse des Italiens et des Allemands : les sources sur la famine sont donc germano-italiennes et, on le verra, proviennent d'associations ukrainiennes émigrées séparatistes financées par la France, de plus en plus par le Reich, d'Ukrainiens émigrés, parfois depuis l'avant-guerre, etc., comme l'attestent les courriers du Quai d'Orsay cités plus loin]

Descriptif apocalyptique de la « situation dans le midi de la Russie

Région de Kharkov

[…] menacée de famine […] la situation du Donetz […] est catastrophique […] pas de savon […] L'instabilité de la main-d'œuvre arrête tout travail productif. » 1. « La situation des ouvriers et ingénieurs allemands est alarmante et ils supplient de les rapatrier. » Même chose à Odessa. « La plupart des habitants n'ont pas de chaussures; […] Les denrées manquent partout. […] la moisson se fait mal »; tout le récit est de la même farine, 3 et *sq*. « Les consuls [allemands] affirment que le Gouvernement soviétique va, dans très peu de temps, être insolvable. » 4

[9] Deterding, déchaîné contre les Soviets qui avaient nationalisé leur pétrole caucasien de propriété naguère britannique, attendait en outre de la victoire des Blancs de nouvelles prébendes pétrolières, promises par les grands capitalistes russes émigrés, regroupés dans le *Torgprom* (« comité commercial, financier et industriel russe) : le magnat du pétrole finança *tous* les complots organisés dans le Caucase contre le gouvernement soviétique jusqu'à sa mort, à Berlin, en 1937; les Polonais se mirent de la partie en 1935 : la série F 7 (police générale), vol. 12951 à 12961, « notes Jean » sur les activités des partis et hommes politiques, et la situation financière et politique extérieure, 1918-36, Archives nationales, est intarissable. Voir Lacroix-Riz, *Le Choix*, index Deterding. Les archives, extrêmement diverses sur Deterding et ses complots pétroliers, avèrent, sur ce point comme sur de nombreux dossiers que j'ai pu contrôler via les archives, l'ouvrage de Sayers Michael et Kahn Albert, *The Great Conspiracy: The Secret War Against Soviet Russia*, Little, Boni & Gaer, New York, 1946, traduction française, *La grande conspiration contre la Russie*, *Paris*, Éditions Hier et Aujourd'hui, 1947. Je me propose de démontrer, sur la base des archives diplomatiques et militaires, l'absence de fondement de l'indignation de Pierre Vidal-Naquet contre ce qu'il qualifia en 1980 de « modèle du genre […] des versions libérales et érudites […] de l'histoire stalinienne » comparable à « L'histoire du parti communiste (bolchevique) du temps de Staline » qui aurait elle-même été « un monument durable du mensonge historique le plus meurtrier », « Un Eichman de papier », section 9 « De Platon, du mensonge et de l'idéologie » (article écrit en 1980, remanié en 1987), reproduit, *Les Assassins de la mémoire*, Paris, Seuil, 1995, p. 34, voir *The Great Conspiracy*, index Deterding. On pourra notamment consulter Europe URSS 1918-1940, vol. 959, politique étrangère, dossier général, janvier 1930-avril 1932, Europe Grande-Bretagne 1918-1940, vol. 293, relations avec URSS, décembre 1929-décembre 1932, et surtout Europe URSS 1918-1940, vol. 1269-1271, procès des industriels de Moscou, accusations portées contre la France, octobre 1930-avril 1931, MAE. Ces fonds, quoique largement épurés, ne laissent aucun doute sur la complicité entre le groupe de cadres soviétiques dirigé par le professeur Léonide Ramzine, directeur de l'Institut technique de la chaleur, et les groupes financiers et États français et anglais (notamment Poincaré, Briand et Churchill).

[10] *The Foreign Office and the Famine, op. cit.*

article de *Renaissance* du 16 août 1932, « Réclamation de M. Gosser à l'Intourist deux semaines dans les prisons du Guépéou) », 4-7, 4 p.

Lettre 171 de Dejean, ambassadeur de France à Moscou [11], au président du Conseil-ministre des Affaires étrangères Édouard Herriot, Moscou, 13 septembre 1932, 10, 2 p.

Sur « la gravité de la crise alimentaire », 1, et statut privilégié des diplomates, travailleurs et journalistes étrangers, 1-2

Télégramme 971-2 de Beaumarchais, ambassadeur à Rome, 11 octobre 1932, ronéoté, 14-15

Cf. ma « conversation » d'aujourd'hui avec « M. Mussolini m'a dit aujourd'hui […] que la situation économique de l'URSS était inquiétante : le plan quinquennal avait notoirement échoué », etc. 1, sq.

copie sans numéro de la lettre de Dejean au président du Conseil-ministre des Affaires étrangères, Édouard Herriot, Moscou, 5 décembre 1932, 18-21, 4 p.

« a.s. de la soif de devises du Gouvernement soviétique »

Lettre 1165 d'André François-Poncet, ambassadeur en Allemagne [porte-parole du Comité des Forges dont il a dirigé la presse et grâce auquel il a été élu député avant d'être envoyé comme ambassadeur à Berlin depuis septembre 1931, homme de la « collaboration économique » (le terme est alors utilisé) par excellence] [12], au ministre des Affaires étrangères Paul-Boncour, Berlin, 22 décembre 1932, 22-28, 7 p.

Dans la presse allemande sur la Russie (en italique, noms de journaux) « Il n'est question que de crises; crise de la production industrielle et surtout agricole, crise du ravitaillement, crise de l'approvisionnement en devises, indispensables au paiement des commandes passées à l'étranger, crise enfin (2) de l'armée rouge elle-même. » cf. *Vossischezeitung*, 3, *Berliner Tageblatt*, 3-4, sur « des révoltes chroniques […] au Kouban », car « la résistance des populations cosaques au système collectif d'exploitation agraire […] c'est cette indolence et non pas les quelques groupes de koulaks du Kouban ou d'ailleurs qui est la véritable ennemie du bolchevisme, comme elle avait été d'ailleurs celle de tout progrès au temps du régime bourgeois. » 4, et litanie continue, 4 sq. cf. la *Vossischezeitung* [13], 5, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 5-6, notamment sur crise armée rouge où « les courants dits "d'opposition de droite" y ont fait des progrès sensibles », mais « à la frontière mandchoue […] cette partie de l'armée soviétique, grâce à son éloignement de Moscou, aura pu échapper à toute contagion." »

Confirmé par l'attaché militaire auprès de l'ambassade Japon à Berlin « qui, ayant eu l'occasion de traverser la Sibérie, il y a quelques mois, a constaté parmi les troupes rouges mobilisées […] un état d'esprit excellent et même, selon son expression, enthousiaste. » 7, et

---

[11]. Le comte Dejean en rajoute alors sur l'antisoviétisme, sans doute pour faire presque aussi bien que Jean Herbette, qu'il fallut évincer en 1931, son niveau d'antisoviétisme rendant désormais impossible toute relation avec les officiels soviétiques, voir *Le choix de la défaite*, index. Sur la famine alléguée, Dejean ne dispose jamais d'informations propres, mais se réfère exclusivement à la prose des « consuls allemands », *cf. infra*; la collectivisation lui inspire des cauchemars qu'il est difficile de ne pas imputer aux hantises antisoviétiques du privilégié français épouvanté par la transformation du régime agraire.

[12]. Lacroix-Riz, *Choix de la défaite, De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, et *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Pantin, Le temps des cerises, 2007, index.

[13] En français *La Gazette de Voss*.

même confirmation sur mauvais état d'esprit armée rouge en Europe (6) par un Français « qui vient de faire un séjour en Allemagne et dans l'Est européen […].

D'après lui, l'armée prendrait en Russie une importance sans cesse croissante » et « manifesterait des tendances de plus en plus marquées à prendre les allures et surtout l'état d'esprit d'une garde prétorienne. L'influence de certains de ses chefs tels que Vorochilov, Blücher, Toukhatchevski y serait considérable et causerait de l'inquiétude au gouvernement de Staline. Le mécontentement des troupes dû à l'insuffisance du ravitaillement augmenterait le fossé qui s'est creusé entre militaires et civils. […]

La même personne m'a assuré d'autre part que les tendances subversives observées dans l'Armée rouge étaient encouragées par la Reichswehr. Celle-ci inquiète de la croissance du mouvement communiste en Allemagne, ne verrait pas d'un mauvais œil que l'État-major fît un coup d'État, qui débarrasserait la Russie du gouvernement actuel et de l'influence toute puissante de l'Internationale communiste. » [14] Il convient de faire « les réserves » nécessaires sur « pareilles informations ». 7

Lettre 2 de Dejean à Paul-Boncour, Moscou, 3 janvier 1933, 5 p.

« La crise du ravitaillement en URSS [est…] de plus en plus aiguë », 1, baisse des livraisons de céréales à l'État au 1er novembre 1932, fixées à 20,5 millions, seulement 11,4, 1; énormes exportations en 1930-31, en valeur 19,9 et 19,4% total des exportations, d'où « de sévères restrictions pour le marché intérieur. » en 1932, à la fois « une aggravation du rationnement de la population soviétique » et « une considérable diminution des exportations », 1,3 million de tonnes pour les 10 premiers mois de 1932, contre 4,2 millions pour les 10 premiers mois de 1931, 2, cf. chiffres détaillés, 2-3, bref il s'agit d'« un véritable effondrement, notamment pour le blé et pour l'avoine » sauf maïs, et en 1932, importation de céréales de 137 145 tonnes accélérée en septembre-octobre où d'ordinaire l'exportation constitue « un appoint considérable pour la balance commerciale soviétique. », 3.

Aggravation du rationnement de la population, dont témoignent les ordonnances des 4 et 16 décembre 1932, et population livrée au marché libre où les prix sont « exorbitants », 4, et ordonnance 27 décembre augmentant « la pression d'un système de contrôle administratif et policier dont le but avoué est d'évacuer des villes une partie de la population » : rétablissement du système des « passeports individuels qui avait été aboli au début de la révolution en tant que "méthode policière destinée à opprimer les masses laborieuses". » Sans doute l'évacuation a-t-elle lieu « dans les camps de concentration du Nord de la Russie ou les vastes étendues de la Sibérie. » 5

[Dejean ne fournit sur ce point aucune information mais, on le relèvera, il n'est pas question de « famine [spécifique] en Ukraine »; son information de janvier 1933 est par ailleurs contradictoire avec celle de l'historienne Sabine Dullin, présentée plus loin, selon laquelle l'URSS aurait, en pleine « famine », continué à exporter massivement son blé, poursuivant donc la pratique des Tsars, maintenue même dans les années de famine. La famine a des allures de litanie dans l'histoire du 19e siècle de l'empire, sans faire obstacle aux exportations rentables pour les classes dirigeantes, même pendant celle de 1891, la plus grave que la Russie eût jamais connue, et qui fit « près de 700 000 victimes, quatre fois plus que la guerre de Crimée » [15].

[14] Le renseignement ne manque pas de pertinence : l'opération aboutit à la haute trahison d'une partie du haut état-major occidental, qui fut avérée en 1936-1937. Sur l'affaire Toukhatchevski, Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite*, p. 395-401 et index nominal.

[15] Sylvain Bensidoun, *L'agitation paysanne en Russie de 1881 à 1902*, Paris, presses de la FSNP, 1975, *passim*, notamment p. 306 sq. (312 et 314 sur l'exportation et citation).

Lettre 17 de Dejean à Paul-Boncour, Moscou, 17 janvier 1933, 47-51, 9 p.

Dejean dénonce (selon son habitude) « les conséquences funestes d'une politique effrénée de collectivisation agricole », mais ne va pas au-delà des fulminations générales.

Lettre 17 du ministre de France en Finlande, Helsingfors, 11 février 1933, 60-61, 4 p.

Témoignage de l'ingénieur américain Henning Rowsing, « d'origine suédoise », de retour aux États-Unis via Scandinavie « après deux années de séjour en Russie », au journal *Hufvudstadsbladet*, 1, sur « le manque de vivres et, en général, des objets nécessaires à l'existence. […] il n'y a vraiment bon marché que le pain qui, avec des concombres, et arrosé de kvass, forme presque l'unique nourriture du peuple. » Manque de tissus et chaussures; « mauvais état des lignes, manque de locomotives et de wagons » et problème du logement « dans les (2) grandes villes dont la population a beaucoup augmenté » 3,5 millions habitants à Leningrad, plus à Moscou.

« […] on ne peut nier que le régime n'ait fait faire au pays d'appréciables progrès, notamment au point de vue de l'instruction publique. Les écoles se sont multipliées, il y a peu d'illettrés complets dans la jeune génération : les théâtres et autres locaux de plaisir ou d'art sont toujours remplis, et surprennent par leur éclat. De nombreux bains publics ont été ouverts. La propreté des villes s'est aussi fort améliorée, mais les transports publics urbains, tout comme les chemins de fer, laissent encore beaucoup à désirer.

[…] l'ingénieur américain a paru vouloir se garder de toute appréciation sortant de la pure objectivité, et de nature à lui interdire un retour éventuel au paradis soviétique. Il n'a pas un mot de commisération pour les innombrables habitants des villes dont le refus de passeport fait, ipso facto, des hors la loi. Il ne dit (3) rien des transports vers les régions nordiques de populations entières du Sud de la Russie, de ce brassage systématique de races auquel paraît procéder en ce moment le Gouvernement soviétique, ni de cette reprise de déportations des paysans d'Ingrie qui inquiète et indigne depuis quelque temps leurs frères de Finlande. » et le journal qui publie ses propos ne fait « aucune réflexion […] non plus » en ce sens. 4

[Dejean mentionne ici les migrations massives (par millions) des populations au cours du premier plan quinquennal, dont on n'a pu établir que des estimations (voir plus loin mes remarques sur les recensements de 1926 et 1939), estimations que les tenants de la thèse de la longue famine ont confondues avec les morts de faim]

Lettre 75 de Dejean à Paul-Boncour, Moscou, 15 mars 1933, 46, 2 p.

Multiplication des queues dans les grandes villes depuis l'ouverture début mars 1933 de « boutiques » pour la vente de pain et viande sans carte alimentation, à des prix « voisins de ceux du marché libre », 1. Il se forme « des cortèges longs de 150 à 200 mètres […] dès 5 heures du matin. »

Mais la situation est bien pire encore en Ukraine où « sévit actuellement la plus effroyable disette. On peut parler de véritable famine pour les districts ruraux. » et de « pénurie des denrées les plus essentielles » dans grandes villes comme Kharkov et Kiev. « Depuis l'automne dernier, les prix du marché libre ont monté de 100 à 150%. […] Des cas de cannibalisme ont même été signalés par les Consulats d'Allemagne et d'Italie. » 2

Les rapports de la fin de 1932 et des premiers mois de 1933 mettent l'accent sur une crise du ravitaillement qui frappe essentiellement les villes, propagande de l'émigration ukrainienne comprise, dans le volume URSS 1918-40, vol. 1036, comme dans le volume

URSS 1918-40, vol. 679, Ukraine, 1933-1935, MAE

Bulletin 125 du bureau de presse ukrainien, 28 février 1933, ronéoté, 3 p.

« L'"épuration" des villes en URSS.

Paris (BPU) La crise de ravitaillement dans les grandes villes à laquelle le gouvernement soviétique ne peut remédier, l'a forcé de prendre des mesures extraordinaires en vue de diminuer la population de ces villes ». Le bulletin proteste contre ces transferts massifs à cause de « la réforme frappe Leningrad, Moscou et Kharkiv *(sic)* » et s'étend sur les problèmes créés par l'institution « d'un passeport obligatoire […]. N'ayant point d'espoir d'obtenir le nouveau passeport, des milliers de personnes quittent "volontairement" d'ores et déjà leurs foyers. Misérablement vêtus, sans argent et sans but, ils s'en vont par les grands chemins où ils trouvent souvent la mort, congestionnés par le froid, l'hiver étant particulièrement rigoureux cette année en URSS »

[il n'est pas ici question d'abominable famine agricole : ce sont les citadins qui meurent de froid sur « les grands chemins », non par millions mais par « milliers »]

Retour au volume précédemment cité :

URSS 1918-40, vol. 1036, situation économique, 3 août 1932-18 janvier 1940, archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE)

Lettre 93 de Dejean à Paul-Boncour, Moscou, 12 avril 1933, 62-3, 3 p.

« Des rapports alarmants » sont envoyés par les consulats allemands « sur la crise alimentaire qui sévit particulièrement en Ukraine, dans le bassin de la Volga et dans le Nord-Caucase. De nombreux districts seraient réduits à une véritable famine. » « le ravitaillement [est…] de plus en plus difficile » à Kiev, Kharkov, Odessa. Il y aurait pénurie « même les magasins du Torgsin » [d'État] où achats contre or, argent et devises. « Harassée par les privations et décimée par la maladie, la population ne donnerait aucun signe de réaction. » On constate une situation d'« abondance » dans les villes d'Ukraine par comparaison à « Moscou et Leningrad » où pour « les ouvriers et employés », 1, sont maintenus « des prix abordables dans les coopératives ». Mais les prix sont exorbitants pour « toute quantité supplémentaire » par rapport au rationnement. Et on relève « la réapparition du chômage […] depuis quelques mois » avec perte consécutive de la « carte d'alimentation ».

La presse soviétique est optimiste, « Mais, d'après les rapports circonstanciés reçus par l'Ambassade d'Allemagne, l'état des travaux agricoles serait déplorable, non seulement à cause de la (2) désorganisation des exploitations agricoles, mais encore du fait qu'il n'y a pas de semences, que le nombre des chevaux de labour a diminué d'une façon considérable et qu'enfin environ 75% des tracteurs sont hors d'usage » d'où une prévision d'une récolte « pire encore que celle de 1932. »

[la récolte de 1933 sera au contraire excellente, *cf. infra*]

Krestinski, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, m'a dit qu'on allait « envoyer dans les stations de tracteurs, 60% des jeunes gens qui suivaient des cours préparatoires aux examens diplomatiques et consulaires. "C'est que nous vivons en temps de guerre", a ajouté ce haut fonctionnaire. Il y a cependant lieu de douter que la science marxiste puisse remplacer le labeur des paysans arrachés à leurs exploitations par l'offensive effrénée de la collectivisation. » [16] (3)

Lettre 117 de Dejean à Paul-Boncour, Moscou, 3 mai 1933, 64-5, 3 p.

Extension du système des passeports en URSS, cf. détails sur la nouvelle ordonnance du 28 avril l'étendant à une série de villes (après Moscou, Leningrad et Kharkov), « ainsi qu'à une zone de 100 km, considérée comme zone de sécurité, le long de la frontière occidentale de l'URSS. » 2

[16]. Cf. *supra* ma remarque sur le *leitmotiv* de Dejean sur les erreurs et horreurs de la collectivisation.

Lettre 459 d'André Corbin, ambassadeur à Londres, à Paul-Boncour, Londres, 25 juin 1933, 66, 2 p.

Publication par le *Times* du 12 juin de la lettre de Sabline, président du comité d'assistance aux réfugiés russes, ancien chargé d'affaires de la Russie (tsariste) à Londres, sur « la famine […] en Ukraine, en Arménie et dans d'autres provinces [qui…] menace d'être plus grave encore qu'en 1921 »; d'après Sabline il n'y a pas d'appel du gouvernement soviétique « à l'aide des Puissances étrangères » car ce serait un aveu public de « l'échec de sa politique agraire. » et confirmé par lettre de Kerensky de ce matin, 1, « en ajoutant certains détails », joint, lettre de Kerensky, « The State of Russia ».

Dépêche 267 de Charles Alphand, ambassadeur à Moscou, à Paul-Boncour, Moscou, 13 septembre 1933, 152-5, 7 p.

« Voyage en Ukraine. La famine »

« J'ai été invité officiellement par le Gouvernement soviétique à participer au voyage » d'Herriot au Sud de l'URSS, « six jours en Ukraine et dans le Caucase du Nord […].

Ce voyage fut, il faut le noter tout d'abord, l'occasion de manifestations les plus flatteuses à l'égard de la France. Dans toutes les villes que nous avons traversées nous avons partout été entourés par une foule sympathique et des applaudissements unanimes nous ont partout accueillis sans que nous pensions (sic) jamais remarquer une note discordante. Les personnes qui nous accompagnaient ont remarqué que jamais des personnalités étrangères n'avaient été accueillies de cette façon dans ce pays où la dictature nuit d'ordinaire aux manifestations populaires. (1) Le fait seul qu'on les ait permises ou même provoquées montre le souci des Gouvernants de marquer leur désir de rapprochement avec la France.

Nous avons visité, outre les musées et les anciens monuments, le plus grand nombre possible d'usines et d'exploitations agricoles. Le Dnieprostroï produit à coup sûr l'impression la plus vive. Auprès du barrage, l'usine hydroélectrique la plus importante d'Europe. Sur une steppe russe il y a quatre ans, s'élève aujourd'hui une ville de 150 000 habitants, dont 40 000 ouvriers. Les usines comprenant les diverses tranches de métallurgie doivent être capables de fournir en fonte, en aluminium et en aciers spéciaux les diverses industries de la Russie d'Europe. Mais, sauf en ce qui concerne l'aluminium, qui fonctionne pour le 1/6 du plan prévu, les usines sont encore dans la période d'équipement et n'atteindront leur plein rendement que dans trois ou quatre ans, d'après les techniciens que j'ai pu approcher.

Par contre, nous avons pu visiter les usines en exploitation, sinon complète, du moins assez importante, qu'il s'agisse de la panification à Kiev, des usines de turbines et de tracteurs à Kharkov, de machines agricoles, spécialement de faucheuses-batteuses (combines) à Rostov-sur-le-Don, ou de roulements à billes et moteurs à Moscou. En rapprochant ces constatations des renseignements déjà fournis au Département sur les industries formidables de l'Oural (Magnitogorsk et Kouznietsk), sur les projets hydroélectriques de la Volga et de la Sibérie, sur les usines de Gorki et de Leningrad, on voit l'effort industriel énorme du Gouvernement des Soviets. Étant donnée la situation particulière de l'URSS, seul pays du monde qui soit en progression, ce développement ne peut nuire aux industries (2) européennes qu'en leur fermant le marché russe, car les facultés d'absorption de ce marché sont si grandes qu'il se passera 50 ou même 100 ans avant que les Soviets atteignent le point de prospérité les obligeant à déverser à l'étranger un surplus de production qu'ils n'absorberaient pas eux-mêmes.

Un grave problème reste à résoudre pour les Soviets, celui des transports, tant pour le ravitaillement de la population que pour celui des usines en matières premières ou produits semi-ouvrés. Le réseau ferroviaire et routier s'avérera bientôt insuffisant, toutes les routes

sont à faire. C'est dans cette voie », cf. ma lettre d'aujourd'hui pour sous-direction relations commerciales, « que nous pourrions envisager une collaboration franco-soviétique.

En dehors de la question industrielle, une impression se dégage d'un voyage en URSS, celle d'un effort dans la construction de logements pour une population qui en dix ans s'augmente de la population de la France. À Moscou comme à Leningrad de grandes maisons ouvrières s'élèvent à vue d'œil presque dans chaque rue, mais la réussite la plus grande au point de vue de l'urbanisme se fait jour à Kharkov où en quatre ans une ville entière d'aspect nettement américain s'est édifiée à côté de la ville ancienne.

Enfin une des parties les plus importantes de notre tournée a été la visite des organisations soviétiques en Ukraine et dans le Caucase du Nord, le centre même des territoires où, d'après les récentes campagnes de presse, régnait une famine comparable à celle de 1922.

"Vous verrez, m'avait-on dit, qu'au dernier (3) moment cette partie du voyage sera supprimée; on ne vous conduira pas dans cet enfer de la misère". Pour nous faire rencontrer à Moscou M. Molotov, qui partait en congé, on a supprimé du programme l'excursion de Crimée qui présentait un caractère plus particulièrement touristique; le voyage en Ukraine s'est déroulé normalement. Nous avons traversé de part en part, dans les deux sens, en chemin de fer, cet immense champ de céréales aux cultures ininterrompues à perte de vue, à l'humus noir épais où l'engrais est inutile. Nous avons, à 60 et 70 km des villes, visité des kolkhoz et un sovkhoz, et nous en revenons avec l'impression très nette de la fausseté des nouvelles répandues dans la presse et la conviction que j'esquissais dans ma correspondance d'une campagne inspirée par l'Allemagne et les Russes blancs désireux de s'opposer au rapprochement franco-soviétique.

Avant de parcourir ce pays, j'ai pu moi-même me faire l'écho de ces racontars colportés par les ennemis du régime, j'ai aujourd'hui la certitude de leur exagération.

Sans doute, nous dira-t-on, les Slaves, depuis Potemkine [17], ont un sens merveilleux de la mise en scènes (sic), on ne vous a montré que ce qu'on voulait que vous vissiez, comment voulez-vous, dans une excursion d'une semaine, ne parlant pas le russe, vous rendre compte de l'état d'une contrée d'une aussi vaste étendue? Nous avons néanmoins regardé par les fenêtres durant ce trajet de plus de 3 000 km, on n'a pas pu entièrement truquer la population qui nous a paru en meilleur état physique et d'habillement que celle des villes du Nord d'où nous venions. Notre auto a manqué d'écraser des poules de plus de quatre mois; nous avons aperçu l'étendue de ces champs qui viennent de donner une récolte que tous s'accordent à trouver exceptionnelle. Si vraiment des millions d'hommes étaient (4) morts de faim dans ces contrées, les malheureux eussent mangé leurs poules avant de songer à se nourrir de cadavres. Il eût fallu des millions de soldats pour les empêcher de manger les semences.

Que disent à ce sujet les autorités que nous avons interrogées? L'an dernier a eu lieu en effet un épisode des plus graves de la Révolution pour l'application du régime collectiviste à l'agriculture. Dans ces régions particulièrement riches, nous avons eu à lutter contre les paysans riches qui ne cultivent pas eux-mêmes leurs terres mais utilisent des salariés, contre ces koulaks plus ou moins ouvertement soutenus par l'Allemagne qui mène en Ukraine sa campagne séparatiste. Dans l'espoir de troubles graves, ces éléments contre-révolutionnaires sont tentés de susciter la grève des bras croisés.

Il en est résulté une diminution de la production des céréales qui à un moment a menacé sérieusement Moscou et a entraîné non seulement de graves difficultés dans les

[17] Favori de Catherine II, Grigori Potemkine (1739-1791) organisa en 1784 un voyage de l'impératrice dans les provinces ukrainiennes récemment annexées dont il était le gouverneur général, et aurait fait construire à cet effet « le long de la route des villages factices pour faire valoir les résultats de son administration », invention d'un témoin « infirmée par tous les participants du voyage, le prince de Ligne en tête. » index de l'Encyclopedia Universalis, 1996, Thesaurus KR, p. 2925.

régions où le sabotage de la récolte avait été organisé, mais encore l'obligation de restrictions importantes dans les distributions de vivres. On a eu faim, c'est hors de doute. Mais par une action énergique du pouvoir central, action combinée de la police et des éléments politiques communistes, grâce à certaines concessions données à l'intérêt personnel (propriété d'une vache et des produits des jardins), la situation a pu être rétablie durant ces derniers mois et Staline, selon un mot de Radek [18] que j'ai déjà eu l'occasion de répéter, a gagné sa bataille de la Marne agraire.

Deux exemples typiques de cette campagne (5) et des difficultés qui ont été traversées par l'URSS nous ont été donnés par M. Kalinine [19] que nous interrogions sur cette grave question de la famine.

"Dans la commune de Tver, nous dit le Président, qui porte aujourd'hui mon nom, il y a trois kolkhozes. Le premier a fort bien travaillé, a fait une bonne récolte et ses membres ont touché de bons bénéfices; le second a joint les deux bouts; mais le troisième, sous l'impulsion de nos adversaires, a saboté la récolte et ses adhérents ont risqué de mourir de faim. Sur ma demande, le Gouvernement leur a fait parvenir du secours. Je me suis, de ce fait, attiré l'animosité des deux autres kolkhozes qui pensaient que ce n'était guère la peine de se donner du mal si, en ne faisant rien, on obtenait néanmoins sa subsistance."

Aujourd'hui le communisme soviétique reconnaît la nécessité de récompenser chacun selon son travail.

Le second exemple de M. Kalinine est le suivant : l'an dernier on a manqué de lait à Moscou en en restreignant néanmoins la distribution aux enfants et aux ouvriers employés à des travaux nocifs. Or la personne chargée de la distribution du lait était précisément le gros négociant d'avant-guerre qui assurait le même service sous le régime tsariste.

Le Président Kalinine fit appeler ce fonctionnaire pour lui demander comment avec une quantité double de lait il n'arrivait pas à fournir les catégories restreintes ci-dessus indiquées. L'intéressé n'eut pas de peine à lui montrer que la quantité était aujourd'hui insuffisante parce qu'auparavant le lait était le privilège de la classe noble et riche de Moscou.

Augmentation considérable des besoins, résistance politique d'éléments réactionnaires, telles sont les causes du (6) déséquilibre qui révolte nos esprits occidentaux mais qui paraissent naturels à l'esprit slave fataliste qui, peu soucieux des intérêts immédiats individualistes, reste tendu sur l'accomplissement du large programme qu'il s'est assigné. » 7

Télégramme 814-6 de Massigli, représentant de la France à la SDN, Genève, 29 septembre 1933, ronéoté, 167-169, 3 p.

Le délégué norvégien à la SDN Mowinckel (président du Conseil de la SDN) évoque les pétitions reçues « d'organisations ukrainiennes de Pologne, des États-Unis et du Canada » et « d'organisations charitables […] sur la famine en Ukraine »; mais il ne veut pas « inscrire la question à l'ordre du jour sans y être préalablement autorisé par une décision du Conseil ». Le conseil a été réuni « en séance secrète »; il « n'a pas dissimulé les difficultés (1) de l'entreprise […] et il a confessé que Mme Kollontay [20] qu'il avait rencontrée à Oslo niait formellement l'existence de la famine »; donc il « suggérait que le Secrétaire général s'enquière discrètement et amicalement auprès du Gouvernement soviétique de l'existence de cette famine. »

[18]. Dirigeant de premier plan du PCUS, condamné à dix ans de prison, au terme du deuxième procès du « centre antisoviétique trotskiste » tenu les 23-30 janvier 1937 à Moscou (où il mit en cause Toukhatchevski), Rapport de l'attaché militaire au Ministre de la Guerre n° 326/S, compte rendu mensuel n° 37, Moscou, 3 mars 1937, 7 N 3123, URSS, rapports des attachés militaires, 1937-1940, archives du SHAT (et *Le choix de la défaite*).

[19]. Chef de l'État, « président du Conseil exécutif central des Soviets et de l'URSS » (de 1919 à sa mort, 1946).

[20]. Grande dirigeante soviétique, alors ambassadrice de l'URSS à Stockholm.

Les délégués et le secrétaire général « lui-même » arguent « qu'une démarche » même « officieuse […] aurait un caractère politique du fait qu'elle émanerait de la SDN, risquerait de se heurter à une dénégation formelle (2) des Soviets et d'irriter ceux-ci sans résultat contre l'institution de Genève. » Paul-Boncour a proposé d'« orienter la question sur une organisation purement philanthropique telle que la Croix-Rouge […] » formule d'une lettre du président Conseil SDN « à la Croix-Rouge internationale » acceptée par le Conseil, etc. 3

Télégramme confidentiel 822 de Massigli, Genève, 30 septembre 1933, ronéoté, 170, 1 p.

En fait, l'intérêt de la Norvège pour les « questions ukrainiennes » s'explique « par le fait que des ressortissants norvégiens se seraient fait accorder en Ukraine soviétique du vivant du Docteur Nansen des concessions notamment de terrains miniers au sujet desquels ils seraient en ce moment en difficultés avec le Gouvernement de l'URSS. »

Massigli demande « faire vérifier discrètement cette information par notre Ambassadeur à Moscou. » en marge, au crayon rouge, « fait »

Cf. lettre 467 du ministre des Affaires étrangères à Alphand, 12 octobre 1933, 174, 1 p.

Demande de renseignement sur ce dossier

Lettre 161 du Chayla, chargé d'affaires en Norvège, à Paul-Boncour, Oslo, 5 octobre 1933, 171, 1 p.

Transmet interview Mme Kollontay, « actuellement Ministre de l'URSS en Suède, […] au journal travailliste norvégien l'Arbeiderblad » après son « séjour à Oslo où elle a conservé beaucoup d'amis »

Traduction texte interview *Arbeiderblad* du 30 septembre 1933, 172-3, 4 p.

Mme Kollontay nie la famine mais évoque « le problème des transports », par route et chemins de fer, 1, et invoque « la valeur » nulle d'informations venues « soit de Riga, soit de Berlin. », sur le sabotage de certains paysans en 1932, 2. Mais, affirme-t-elle, le loyalisme l'emporte cette année, où « il n'est plus question de famine. » Elle insiste sur les énormes besoins de consommation soviétique (les paysans vivaient naguère les pieds dans des chiffons, ce qui n'est plus le cas, et pose aujourd'hui le problème de l'approvisionnement en chaussures), d'où le besoin soviétique d'importations massives, et non « pas » aspiration « à nous isoler de l'étranger. » Elle mentionne les « relations […] excellentes avec les pays scandinaves, avec la France et avec tous les pays avec lesquels nous avons conclu des pactes de non-agression » et « des conventions spéciales avec l'Italie et avec la France. » 3; les rapports avec Allemagne sont « tendus en ce moment, mais nous faisons tout notre possible pour éviter tout ce qui pourrait les envenimer. » 4

Lettre 299 Charles Alphand à Paul-Boncour, Moscou, 24 octobre 1933, 176, 2 p.

J'ai interrogé Molotov sur le problème des « concessions norvégiennes » éventuelles « en Ukraine » et il a nié tout rapport avec relations générales URSS-Norvège. « Il estime que l'intervention de M. Mowinkel – dont d'ailleurs il se montre peu satisfait – est uniquement motivée par les fonctions du Président M. Mowinkel au Conseil de la Société des Nations » et « pense […] que les récentes élections en Norvège peuvent l'écarter prochainement de Genève. »

« J'ai posé les mêmes questions au ministre de Norvège qui m'a répondu que le Docteur Nansen avait utilisé une partie provenant des fonds du Prix Nobel qui lui avait été attribué (1-2) à la création de fermes modèles en Ukraine »; mais ces « concessions […] sont

arrivées à expiration et conformément au contrat ces fermes ont fait retour à l'État. Il n'y a donc eu aucune difficulté à ce sujet. » La seule autre concession, « normalement » appliquée, est celle « de pêcherie de phoques dans la Mer Blanche. » 2

Réunion du 21 novembre 1933 de la Commission des affaires étrangères du Sénat, ronéoté, 184, 1 p.

« La France et la Russie »

rapport du sénateur de l'Isère Serlin « très circonstancié et très vivant des impressions […] de ce voyage en Russie […] en compagnie de M. Édouard Herriot et de divers autres membres du Parlement français ».

Il « a montré les transformations sociales accomplies par le régime actuel dans le sens de la double formation d'une élite fondée sur le mérite personnel et d'une classe moyenne recrutée dans les masses ouvrières;

Les usines, nombreuses et géantes, fonctionnent à plein rendement : il n'y a pas de chômage en Russie.

L'électrification, l'aviation et les voies fluviales sont poussées avec une activité fiévreuse.

Moscou et Kharkov sont d'immenses chantiers de constructions.

L'enseignement et le service sont obligatoires. Le service militaire actuel est de deux ans pour les armes ordinaires, de trois ans pour l'aviation et de quatre ans pour la marine.

L'enseignement supérieur scientifique et artistique est très développé.

Les moyens de transports laissent à désirer. Il en est de même de la voirie. […] "la Russie est une ferme et une usine travaillant à feu continu. La collectivité, dirigée dictatorialement, n'épargne aucun effort, aucun sacrifice, pour réaliser à la fois une industrie et une agriculture adaptées à une nation de 165 millions d'habitants".

Le dynamisme de la jeunesse est dominé par une mystique de la science et de l'industrialisation appliquée à la masse. »

Remerciements du président de la Commission des affaires étrangères Henry Bérenger, et « nombreuses questions […] posées par le Général Bréguet, Yves Le Trocquer, Eccard, Dalbiez, Fernand Merlin, François Labrousse et Albert Fouilloux. »

Décision d'impression de la communication Serlin à « porter à la connaissance du Gouvernement. »

Lettre 221 de Jean Payart, chargé d'affaires [21], à Louis Barthou, 3 juin 1934, 243-251, 9 p. (non paginé)

« les perspectives de la prochaine récolte de céréales sont médiocres », mais sans doute « les Soviets » pourront-ils « prévenir » la « famine », et « la situation économique générale » s'améliore : la balance commerciale est excédentaire, « la production de l'or serait en accroissement constant » et l'URSS en importera si nécessaire, comme déjà fait « d'après la presse anglaise, […] en Australie et en Nouvelle-Zélande. » 3, Forte hausse des prix du pain, de « près de 100% […] à Moscou », donc hausse des salaires, 4, cf. tableau 4-5, et détails, 5-7, risque d'« inflation dangereuse », mais l'État est maître de tout, prix, commerce extérieur, etc., 8

[21] En poste à Moscou durablement, il a notamment remplacé Jean Herbette quand il a fallu renvoyer à Paris ce dernier, dont l'antisoviétisme menaçait les relations bilatérales. Un des meilleurs analystes et prévisionnistes d'un compromis germano-soviétique inévitable si Paris et Londres refusent à Moscou une alliance en bonne et due forme comparable à celle de 1914, voir fonds Relations avec l'Allemagne, notamment vol. 983-988, relations Allemagne-URSS, 1930-1940, très riche par ailleurs sur la question des ambitions allemandes en Ukraine, affichées avec éclat en 1933. Le volume qui suit en est tiré. Lacroix-Riz, *Choix de la défaite* et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, index.

Lettre 9236 du Ministère de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, confidentiel, Paris, 16 août 1934, 1 p., 252

Transmet « une note n° 9263 […] de mes services »

Jointe, P. 9263, Paris, 11 août 1934, 2 p., 253-4

D'après « un correspondant qui occupe une haute situation à Shangaï » allé en URSS, des « progrès de tous ordres » ont été accomplis en « trois ans ». D'après lui, « on a maintenant […] une impression d'ordre que l'on était loin d'éprouver il y a quelques années. La prospérité visible a aussi augmenté considérablement. Les gens sont mieux vêtus et l'on n'aperçoit plus les queues interminables » de « jadis. Dans la banlieue des grandes agglomérations se construisent des villas qui contrastent heureusement avec les grandes maisons communes que le nouveau régime édifiait naguère exclusivement […] on a tout lieu de croire […] que les progrès industriels sont en rapport avec les progrès sociaux remarqués. Ils auraient permis de donner une assise sérieuse à la puissance militaire de l'URSS maintenant redoutable. » 1

Situation dont les Japonais sont conscients et qui « est de nature à les faire hésiter à entamer une lutte dont l'issue serait certaine. C'est pourquoi leur expansion paraît s'orienter de plus en plus vers la Chine. » 2

7 N 3121, URSS, rapports des attachés militaires, 1933-1934

Rapport Otto Schiller, « attaché agricole à l'ambassade d'Allemagne à Moscou », sur la situation de l'agriculture soviétique, février 1933, 124 p., traduction française. Joint à la dépêche, citée *infra*, de l'attaché militaire, colonel Mendras 23, au Ministre de la Guerre, Moscou, 13 juillet 1933, 2 p. (parties en italique soulignées dans le texte) [**Annie Lacroix-Riz** : j'ai renoncé à l'annoter, mais vous disposez de la « source » - que vous pourrez consulter à la réouverture des archives du Quai d'Orsay, à l'été 2009 (?), à La Courneuve]

Il s'agit d'une étude économique et géographique générale, tirée des statistiques et de la presse soviétiques, qui ne contient *rien* [**je suis formelle**] sur ce qui nous intéresse : Schiller se borne au déchaînement contre la collectivisation et au leitmotiv sur la « situation critique » de l'agriculture soviétique.

Étude à comparer avec le « rapport d'Otto Schiller » du 23 mai 1933 sur « le Caucase du Nord au printemps de 1933 » [22] transmis fin juillet à Eden par la duchesse d'Atholl [23], en réalité « rédigé par un compagnon du Dr Schiller » [24], : pas question non plus d'ailleurs dans ces rapports alarmistes de spécificité ukrainienne

Dépêche de l'attaché militaire, colonel Mendras 23, au Ministre de la Guerre, Moscou, 13 juillet 1933, 2 p. (parties en italique soulignées dans le texte)

« Compte rendu d'entretien avec le Docteur [Otto] Schiller »

[remarque, Lacroix-Riz, glose allemande, sur le ton habituel de la campagne de Berlin et rien de plus… source, également, de *The Foreign Office and the Famine. British documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-1933*), des Anglais, qui se trouvent dans la même situation que les Français; on observera que, même dans la prose, orale ou écrite, de Schiller, il n'est **pas question de « famine provoquée » ou génocidaire, mais d'« exploitation » d'une « famine deven[ue] inévitable », par ailleurs non spécifiquement ukrainienne**].

[22] Rapport cité, *The Foreign Office and the Famine. British documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-1933*, document 36, p. 258-267.

[23] Remerciements d'Eden via son secrétaire privé, 28 juillet 1933, *The Foreign Office*, p. 267.

[24] Minute L.C. (Lawrence Collier), 4 août 1932, *The Foreign Office*, p. 267.

Mendras loue les qualités remarquables de l'« attaché agricole à l'ambassade d'Allemagne à Moscou, le Docteur Schiller », etc., etc., qui a rédigé « un copieux rapport » sur son « voyage de trois semaines en Ukraine », communiqué au colonel Mendras. Selon Schiller on recensera « *plusieurs millions* d'hommes qui seront morts de faim cette année. » Cette « nouvelle famine » revêtira « un caractère tout particulier, du fait de l'habileté férocement asiatique, avec laquelle les Bolcheviks l'ont exploitée. Lorsqu'en décembre dernier, ils ont pu se convaincre que la famine devenait inévitable, ils ont décidé de la "diriger" (1) grâce aux prélèvements massifs opérés par l'État sur les récoltes et de l'utiliser », pour

« 1° se débarrasser de tous les éléments de la population hostiles au régime ou simplement gênants, en répartissant la famine dans les régions où dominaient ces éléments : Ukraine, Caucase du Nord, Sibérie occidentale […] parmi les plus fertiles de l'Union […] J'ai pu me rendre compte *de visu* que l'irréductible sentiment d'indépendance des Cosaques du Nord-Caucase était aujourd'hui définitivement aboli – *par voie d'anéantissement*, des villages entiers étant maintenant déserts. Les velléités de séparatisme manifestées par l'Ukraine ont subi le même sort.

2° obliger le paysan à travailler […]. Cette méthode radicale a d'ailleurs produit des résultats indéniables. Mon dernier voyage m'a permis de consacrer que la récolte en Ukraine s'annonçait nettement meilleure que celle de l'an dernier. » 2

Lettre du Colonel Mendras au ministre de la Guerre (Daladier), Moscou, 20 octobre 1933, 14 p. « Compte rendu de voyage en Ukraine »

[**dont il est aisé de relever les antagonismes, internes et compte tenu de ce qui précède : j'ai mis en italique les brefs passages concernés, que j'ai tous relevés**]

« Sur la famine, que l'exagération et la source même de certains renseignements m'avaient induit pendant longtemps à mettre en doute, j'ai recueilli sur place des précisions indiscutables. À Bogatchka (Ouest de Poltava), l'un des coins des *(sic)* plus riches – comme son nom même l'indique – d'une des régions les plus fertiles du monde, *on m'a affirmé* qu'au printemps nombre d'habitants avaient été réduits à manger de l'herbe et des feuilles d'arbres. *On m'a cité* tel village, où une centaine de personnes étaient mortes de faim et *un paysan m'a dit* estimer (6) à deux mille le nombre des décès causés par la famine dans son rayon » équivalent « d'un arrondissement français », mais il a refusé honnêtement de me donner des indications « sur les rayons voisins, qu'il connaissait mal » et « a ajouté que son artel (communauté agricole) avait dû assurer la récolte dans un village voisin, Kravtchenko, presque entièrement dépeuplé. » et « sur la route de Moscou à Kiev, j'ai rencontré plusieurs familles qui émigraient en Ukraine où elles avaient entendu dire qu'il y avait une belle récolte et personne pour la rentrer. »

Les paysans ne donnent « que des réponses évasives […] sur le principe même de la collectivisation », mais ils sont intarissables « pour vitupérer l'État, auquel il faut tout donner et qui ne vous laisse rien, ni pour manger, ni pour nourrir le bétail. » 7

à Kiev et Kharkov, j'ai constaté « un effort d'urbanisme évident » dont « des résultats grandioses » sont perceptibles « déjà […] à Kharkov […], mais une population d'aspect extérieur uniformément misérable et dans les coins écartés, pas mal de loqueteux […] Il faut mettre à part Berditchev, métropole juive, prodige de misère et de saleté, qui offre un spectacle véritablement hallucinant. (8)

La campagne ne m'a pas fait mauvaise impression. » Les paysans ont toujours l'air misérables, ils « portent la plupart de lamentables défroques » et les chaumières semblent « sur le point de tomber en ruines. » Mais cette situation n'a rien de neuf. « Par contre, en Ukraine, surtout dans la région de Poltava, on rencontre beaucoup de villages riants, donnant au moins l'illusion de l'aisance avec leurs maisonnettes blanchies à la chaux et leur église

fraîchement peinte de couleurs claires. *Partout des enfants, beaucoup d'enfants*, allant sagement en classe avec leurs livres sous le bras. *La famine semble déjà loin*, ou du moins pour le passant, il n'en reste plus de signe extérieur apparent dans ces hameaux où vaguent en liberté poules, porcs, oies et canards. » [**les mêmes nombreuses volailles « vaguant » qui ont frappé Charles Alphand, qui y a vu la preuve que l'Ukraine n'était pas soumise à une situation de famine, voir ci-dessus sa lettre 267 du 13 septembre 1933**]. Mais le plus frappant est « l'extraordinaire richesse du sol » des « régions des Terres noires […] cette Beauce qui se développe à perte de vue, sur des centaines de km. Et quand on songé que des *milliers* [souligné par moi] d'hommes ont pu mourir de faim sur cette terre bénie, on comprend à la fois l'aveugle puissance de l'esprit de système déchaîné chez un Staline et l'effarante inertie du paysan russe. »

Sur le séparatisme, l'information directe n'est pas possible « Je dois cependant noter l'accueil véritablement triomphal fait par Kiev, le 1er octobre, à Vorochilov venu en inspection avec Boudenny, (9) Egorov et Iakir. » Mendras décrit ensuite en détail « une de ces journées populaires que les Bolcheviks organisent périodiquement avec un sens étonnant de la mise en scène.

[…] Entre la Russie, la Pologne et l'Allemagne, l'indépendance d'un pays aussi riche que l'Ukraine ne peut être qu'une fiction, et les séparatistes sont éternellement voués à cristalliser leurs rêves autour d'une intervention étrangère, polonaise ou germanique. Là gît la condamnation d'un mouvement qui sera toujours réduit à s'appuyer sur les utopies des intellectuels ou les appétits des aventuriers. » 10

La France est ici quasi inconnue, 10; l'Allemagne n'est pas aimée mais elle demeure un objet d'admiration; demeurent en place de nombreux consulats allemands, « un cadre tout prêt à reprendre les traditions interrompues », qui « a d'ailleurs *des auxiliaires et des informateurs bénévoles disséminés un peu partout et jusque dans les colonies allemandes*, pourtant intégrées depuis plus d'un siècle dans l'Empire russe. J'ai pu moi-même constater que le Consul allemand de Kiev entretenait des relations suivies et intimes avec nombre de colons, particulièrement ceux de Korostychev, gros village sis à 30 km à l'Est de Jitomir et où la méthode et l'application germaniques tranchent sur tout le pays environnant. » 11

Bilan « Les Bolcheviks ont fait un effort colossal (11) dans le domaine de industrie, où ils ont obtenu des résultats substantiels et même, dans certaines branches, étonnants. Tout n'est certes pas parfait. » On constate le maintien du retard des transports par rapport au « rythme accéléré de l'industrie lourde […] Un gros effort d'équipement et d'organisation s'impose, les dirigeants s'y résoudront forcément un jour peut-être prochain – nous devons en être avertis pour ne pas laisser passer l'occasion d'y coopérer.

Malgré tout, l'œuvre accomplie force l'admiration, d'autant plus qu'elle l'a été au prix des lourdes privations, que les chefs, imbus d'une mentalité de guerre, ont imposées au pays sans sourciller. » A été rompu « brutalement l'équilibre de la production nationale » par l'ébranlement des « fondements de l'agriculture […] déclenchant ainsi la crise la plus grave que la Russie ait subie depuis la Révolution. » 12 Suit une glose très idéologique sur le sens du combat contre les koulaks, 12-13, et sur la crise de la paysannerie, 13. « Face à la crise, les Bolcheviks (13) ont réagi avec une énergie farouche […] tous les moyens ont été bons pour forcer le paysan à travailler, *la famine même a été dirigée pour punir les paysans*. » Mais il ne fait aucun doute que le niveau de « la récolte cette année sera suffisant sinon pour supprimer les difficultés alimentaires, du moins pour écarter le danger d'une famine générale. »

Mendras conclut son rapport sur « le sphinx » paysan. « Cette énigme, nul ne peut dire si les Bolcheviks la résoudront ou s'ils seront dévorés petit à petit par le Sphinx. » 14

L'hitlérien Otto Schiller a acquis aussi le statut de conseiller personnel du Canadien Andrew Cairns, délégué en Union Soviétique par l'Empire Marketing Building, qui ne parlait

ni russe ni allemand, qu'il chaperonna le plus souvent dans ses voyages à travers l'URSS [25]. Cairns, comme la duchesse d'Atholl, qui inonda le Foreign Office des rapports de Schiller, du avait surtout pour objectif, parfois clairement avoué, de dresser un barrage infranchissable devant les exportations de blé soviétique (concurrent de celles du Canada). Les « faminologues » canadiens d'origine ukrainienne encensent les rapports de Cairns (ou de Cairns-Schiller) pour les opposer à leurs deux bêtes noires, Herriot qualifié de naïf ou d'imbécile (jugement repris en 1994 par le démographe Alain Blum), et le journaliste américain prosoviétique Walter Duranty, taxé de toutes les tares possibles, corruption incluse [26].

Les rapports que Schiller multiplie en 1932-1933 sont parfaitement antagoniques. Certains annoncent pour la suite une famine toujours à l'état de « menace »; les autres dressent un descriptif de cauchemar de l'URSS (et pas seulement l'Ukraine) où s'entasseraient les morts : il a en particulier dans ces derniers rapports pris l'habitude de confondre les migrants (de la campagne vers la ville) et les morts. On en trouve maint exemple dans les textes cités par *The Foreign Office and the Famine*, qu'une mise au point prochaine analysera minutieusement.

CAMPAGNE SUR « LA FAMINE EN UKRAINE » ET QUESTION UKRAINIENNE DANS LA STRATÉGIE ET LA TACTIQUE ALLEMANDES EN 1933 : USAGE DU VATICAN ET FLAGORNERIE DES COMPLICES POLONAIS

Les « sources » ukrainiennes séparatistes sur la « famine » citées ont constitué l'essentiel de la matière des courriers publiés du *Foreign Office* [27]. Or, la « forte disette [de…] soudure » [28] ou « la famine », qui n'a pas concerné la seule Ukraine, prend fin en juillet 1933, avec la nouvelle récolte : la campagne, qui a commencé chez les « colons allemands » d'Ukraine avec lesquels Otto Schiller est en contact permanent direct [29], prend un extraordinaire développement à partir de l'été 1933, au moment même où la famine est surmontée. Elle a pour complices essentiels le Saint-Siège et la Pologne. La Vatican, féal habituel, voit sa vieille mission « ukrainienne » ravivée par le Concordat du Reich de juillet 1933, qui prévoit une action commune en vue de l'occupation allemande prochaine de l'Ukraine soviétique [30]. Varsovie est particulièrement cajolée dans la période où se dessine une nette amélioration des relations entre URSS et Pologne, d'une part, France, d'autre part.

Le « rapprochement » avec Varsovie, entre l'automne 1933 et l'accord germano-polonais du 26 janvier 1934, unit alors provisoirement l'action contre l'Ukraine soviétique conduite jusqu'alors avec fébrilité mais séparément par le Reich et par la Pologne, via des groupements séparatistes appelés à s'unifier autour de Berlin seul.

Europe URSS 1918-1940, vol. 678, Ukraine, 16 janvier 1930-18 décembre 1932, MAE

Dépêche 80 Jean Payart à André Tardieu, Moscou, 25 avril 1932, 1 p.

---

[25] *The Foreign Office and the Famine*, rapports des 7 juin et 3 août 1932, p. 28-76 et 104-165, index (sur son ignorance linguistique, p. 47).

[26] *Ibid.*, p. XXIX-XXXIV, 297-302, et index des deux noms/

[27] *The Foreign Office and the Famine, passim.*

[28] Note dactylographiée, sans référence, de la direction d'Europe, 7 novembre 1933, citée *infra*, URSS 1918-40, vol. 1036, situation économique, 3 août 1932-18 janvier 1940, MAE.

[29] Mendras (voir *supra* sa lettre à Daladier, Moscou, 20 octobre 1933) est sur ce point aussi précis que Cairns, *The Foreign Office*, passim, index Schiller et Cairns.

[30] Sur cette œuvre, commencée par le Vatican sous l'égide de l'Autriche, poursuivie sous la tutelle du Reich, Hansjakob Stehle, *Eastern Politics of the Vatican 1917-1979*, Athens, Ohio, 1981, et Lacroix-Riz, *Le Vatican.*

Transmet « deux appels non signés que l'ambassade vient de recevoir de l'Ukraine et de la région de Basse-Volga.

Ces documents, […] qui […] – le second surtout – ne manquent pas de vigueur, sont symptômatiques (sic) de l'état d'esprit de certains milieux paysans à l'égard du régime. »

[Annie Lacroix-Riz : je laisse le lecteur envisager l'hypothèse que des « paysans ukrainiens » aient eu la capacité de rédiger une telle littérature en français – documents reçus tels quels par Jean Payart, et dont j'ai corrigé les fautes d'orthographe (assez peu nombreuses)]

13 avril 1932, lettre anonyme, signée « Les Ukrainiens », 2 p.

« Voilà 14 ans que nous, Ukrainiens, vivons sous le joug du bolchevisme de Moscou. Les fusillades, le pillage, l'exil au-delà des frontières d'Ukraine, tout cela nous l'avons supporté, mais la faim – nous ne le pouvons pas.

En ce moment, en Ukraine, c'est la famine complète. Toute la population, à la ville comme à la campagne, est entièrement affamée. Beaucoup de gens mourant de faim, tombent dans les rues. La situation des enfants surtout est pénible. Seuls les soutiens dévoués des autorités, la G.P.OU, la Milice et l'Armée sont ravitaillés. Le blé est exporté, les autres produits manquent. […] Toute la population indignée attend l'événement qui la libérera. » Terreur de « ce pouvoir […] odieux à tout le monde, mais on le craint, il effraye les gens par les fusillades, par des méthodes brutales de Gouvernement. Les ouvriers et même 50% des communistes sont mécontents, mais seulement ils se taisent de peur. » supplie l'ambassadeur « de les vérifier [« ces faits »] et de délivrer le (1) peuple de la mort par la faim, des horreurs du bolchevisme et l'Ukraine sera éternellement avec vous et vous sera éternellement reconnaissante. »

« Lettre anonyme très caractéristique (reçue le 9 avril 1932) sans changer ni franciser le texte » (formule de Jean Payart lui-même), 3 p.

« Messieurs les ambassadeurs de France, de Pologne, de Tchécoslovaquie, du Japon, etc., nous vous prions de sauver la Russie des barbares communistes, et bien entendu surtout du sanguinaire Staline et de toute la canaille du Kremlin. Nous, paysans ruinés, nous mourons de faim. […] les kolhoz : c'est un esclavage. Il n'y a plus ni chevaux, ni bœufs, ni porcs, la volaille a crevé de faim. Envoyez quelqu'un dans notre région de la Basse Volga, à Saratov. Le peuple "enfle" de faim, il mange les chevaux morts et les vaches crevées. Vous verrez que tout le monde déserte les villages et que les communistes en mission s'enivrent et ont jusqu'à 20 femmes. Le communiste a une situation : vers lui et sa serviette de cuir, la nécessité amène toute fille qui se vend pour un morceau de pain. L'argent fait défaut. Voilà ce qu'a fait ce damné Lénine. La Russie florissante a péri. Il faudrait ne donner à Staline et à tous les commissaires du Peuple que 250 grammes de pain avec un peu d'eau tiède du samovar, sans sucre, et mettre au même régime leurs femmes et leurs enfants. Ils vivent eux, tandis qu'ils ont ruiné 22 millions de paysans. Voilà notre réponse aux six conditions de Staline :

1° donner à manger à la Russie affamée;

2° la chausser;

3° l'habiller;

4° fermer les restaurants ouverts par Staline;

5° supprimer l'alcool;

6° dissoudre les kolhoz et former des artels de laboureurs par 10 maisons. (1)

Les paysans demandent que tous les communistes soient pendus et que le peuple reçoive le droit de vote libre et non le vote contraint. Messieurs les ambassadeurs, nous n'avons pas donné une seule voix aux communistes. Jamais nous n'avons subi un joug pareil, on ne peut plus prononcer une parole. Que le G.P.Ou et le Dzerjinski crevé n'aient "ni trêve ni

repos". Chaque paysan prendra en mains un fusil et battra tous les Soviets communistes. Les paysans attendent cette possibilité jour et nuit de même que tous les ouvriers, travailleurs et privés de droits, qui reçoivent 250 grammes de pain. Vous pouvez venir bravement nous sauver des barbares que sont les communistes que nous ont donnés Staline et Lénine. Les coopératives de l'État vendent du matériel de rebut et gagnent 200%; un petit pain de 150 grammes vaut 1 rouble 50, le saucisson de cheval coûte 12 roubles et il n'y en a pas, le poisson 18 roubles, le caviar 30 roubles. Les bonbons en 1913 coûtaient 20 kop. [kopecks] la livre et Staline et Kalinine les vendent à raison de 5 roubles 20 kop. le kilo. Dans chaque magasin pendent leurs portrais, museaux bien nourris qui devraient voir où ils ont amené les paysans. Le blé a été pris chez les paysans à raison de 90 kop. le poud, et Staline le vend 200 roubles puisqu'avec un poud de farine on obtient 125 petits pains. Si le paysan se procure 10-15 litres de lait, on les lui enlève. Il aurait été préférable de lui laisser les vaches, ou de lui vendre le litre de lait à 15 kop. au lieu de le lui faire payer 4 roubles, de lui vendre des bottes à 3 roubles et non à 15 roubles comme le fait Staline. Le paysan a une famille de 8 personnes. Autrefois le tissu de coton valait 12 kop. Au secours! Staline nous vole! Les usines s'arrêtent et des millions de sovkhoz périssent. Donnez la liberté aux paysans, donnez lui non pas des tracteurs mais des charrues. On a labouré avec elles et elles marchent pendant 20 ans; on obtenait 150 pouds, et avec les tracteurs qui ne marchent (2) pas, on n'a que des soucis. Voilà comment le socialisme tient toute la Russie sous le joug. On donne 250 grammes de pain, quant à l'alcool on en a pour s'y noyer. Le journal Iskra écrivait en 1901 et en 1902 : "Nikolka a enivré le peuple" et son Staline a noyé la Russie dans l'alcool. Où sont les étoffes, les chaussures? Il n'y en a plus. Tout le monde prétendait que c'était la bourgeoisie qui buvait le sang et alors la viande coûtait 6 kop. la livre et chacun pouvait s'en procurer; maintenant il n'y a que des restaurants fermés réservés aux nouveaux bourgeois-communistes, nouveaux féodaux, quelle honte! Et c'est Staline qui dirige les communistes! Voyez Messieurs les ambassadeurs, vérifiez dans les villes, dans les kolhoz, ce que mange le peuple russe; il est à un rang plus bas que le cochon, et les femmes sont à bout de force à force de faire la queue. Si Lénine était vivant, il se serait enfui pour ne pas voir cette honte. On a voulu donner au peuple une assemblée constituante, la farine à 1 rouble le poud, le sucre à 10 kop. la livre – où est tout cela? Ce chien de Lénine avec Staline nous ont placés sous le joug. Maintenant une fillette de la ville apprend au paysan comment il faut labourer, le paysan est agronome par lui-même, le communiste vient lui apprendre sans rien savoir lui-même. Honte. Dirigez votre attention, Messieurs les ambassadeurs, sur l'instruction : les étudiants à 30 ans savaient ce que c'était que la vie, l'amour-propre et la honte; maintenant ce sont de vrais sauvages qui ne connaissent ni honte ni amour-propre et qui ne veulent pas travailler. Ils ne sont bons qu'à boire de l'alcool, à mener une vie dévergondée et vicieuse. Les enfants n'écoutent plus leurs parents, les ouvriers sont dans les mains des communistes, les prisons sont remplies. Les paysans travaillent gratuitement, Messieurs les ambassadeurs, envoyez vérifier dans les kolhoz et donnez la possibilité à tous de vous dire la vérité. Sauvez le peuple innocent. Les communistes ont enlevé des églises tout l'or, où l'ont-ils mis? Ils ont dû le partager entre eux." »

Même genre de littérature « apportée par un "colon" allemand » [31], lettre à « Brueder in Not »« de « Frau Friedricke Krüger », Freudental, 21 septembre 1933 [32]

[31] Note du consul Gradenigo, voir n. suiv.

[32] Jointe à n. du consul italien à Kharkov, Sergio Gradenigo, 1er octobre 1933, cité par Andrea Graziosi, « Lettres de Kharkov. La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord à travers les rapports des diplomates italiens, 1932-1934 », *Cahiers du monde russe*, janvier-juin 1989, p. 89-93.

Europe URSS 1918-1940, vol. 985, relations Allemagne-URSS, juin 1932-mai 1933, MAE

Télégramme 440 confidentiel de François-Poncet, Berlin, 16 mars 1933, ronéoté, 148-50, 3 p. [éclairé par la correspondance du SHAT citée *infra*]

Vinogradov [**conseiller de l'ambassade soviétique à Berlin**] a tenu « certains propos intéressants » à « l'un de mes collaborateurs »; il lui a dit que Chintchuk [**ambassadeur d'URSS à Berlin**] s'attend à une convocation « en audience particulière par M. Hitler », jusqu'ici accordée seulement, et deux fois, pour l'ambassadeur italien, Cerruti. « C'est sous la pression des milieux économiques et industriels intéressés aux échanges commerciaux avec la Russie, et surtout sous la pression des chefs de la Reichswehr, que M. Hitler songerait à ce geste public en faveur de l'Ambassadeur de l'URSS, afin de montrer que les persécutions infligées au parti communiste allemand ne sauraient porter ombrage à l'amitié germano-russe. »

cf. intérêt particulier de « la mission soviétique à Berlin » pour le compte rendu du journal *Paris* « appartenant aux émigrés russes et repris ensuite par la presse polonaise » d'« un entretien que M. Rosenberg, député national-socialiste et (1) rédacteur diplomatique du *Völkische Beobachter* [**quotidien du NSDAP**], aurait eu récemment à Locarno avec des délégués fascistes italiens ». Rosenberg était « accompagné […] d'une personnalité ukrainienne en résidence en France, et de M. Wladimir de Korostowetz, qui est à Berlin l'un des principaux collaborateurs de l'Hetman Skoropadsky. »

On ne saurait nier les « projets qui hantent les cerveaux nationaux-socialistes dans ce domaine » et leur consensus, malgré leurs divergences « en matière de politique étrangère », sur le fait « que le destin assigne à l'Allemagne, en Europe orientale, une mission de civilisation et de colonisation. Une personnalité nationale-socialiste affirmait, hier encore, à l'un de mes collaborateurs, que l'Allemagne et l'Italie avaient eu à ce sujet des conversations précises, où l'on avait envisagé le retour au Reich du Corridor, en échange d'une portion du territoire ukrainien, accordée à la Pologne. Privé de toute issues sur la Mer Baltique, le Gouvernement de Varsovie se verrait ainsi dédommagé par un débouché sur la Mer Noire [33], conformément aux intérêts économiques de l'Italie, qui considérerait désormais l'Europe (2) centrale et les Balkans comme son hinterland commercial. Le fonctionnaire hitlérien […] a été jusqu'à affirmer que l'Italie et la Turquie avaient déjà négocié un accord en vue d'assurer une libre communication de la Pologne, installée sur la Mer Noire, avec la Méditerranée.

Toutes ces informations ont un côté fantastique. » Mais l'URSS se trouve ainsi placée « dans un état d'inquiétude permanente à l'égard des projets de la nouvelle diplomatie allemande. » 3

Europe URSS 1918-1940, vol. 986, relations Allemagne-URSS, juin 1933-mai 1934, MAE

« Note de l'ambassade des Soviets en Allemagne au ministre allemand des Affaires étrangères », manuscrit, 24 juin 1933, 12-13, 2 p.

reproduction dans la presse soviétique de la note remise le 22 juin par Chintchuk [ambassadeur d'URSS à Berlin] au secrétaire d'État von Bülow, ministre des Affaires étrangères par intérim, 1, cf. *Vie économique*, journal de l'industrialisation, 24 juin 1933, 2

[**contre la revendication claire de l'Ukraine par Hugenberg, ministre du commerce et de l'agriculture, le 14 juin, à la conférence économique mondiale de Londres (mai-juillet), priant le monde civilisé, 1° « de rendre à l'Allemagne ses**

[33]. Voir *infra* la remarque « Odessa vaut bien Gdynia ».

anciennes colonies africaines et [2°] de donner à son “peuple sans espace” […] des territoires pour y établir le peuple et y édifier de grands travaux de paix » [34].]

Chintchuk proteste au nom de son gouvernement contre le passage suivant du texte de la délégation allemande à la conférence économique mondiale de Londres : “Le second moyen consiste à mettre à la disposition “d’un peuple sans espace” de nouveaux territoires où cette race énergique puisse fonder des colonies et se livrer à de grands travaux pacifiques. Nous ne souffrons pas de surproduction, mais de sous-consommation forcée. La guerre, la révolution et la ruine intérieures ont trouvé leur point de départ en Russie et dans les vastes régions de l’Orient. Ce processus de désagrégation se poursuit. Le moment est arrivé d’y mettre un terme” ». Bref il s'agit d’« un appel à la guerre contre l’URSS » et de « l’exigence que soient fournis des territoires de l’Union Soviétique à la colonisation allemande. » 1.

Ce texte est « en contradiction flagrante avec les obligations » qu’a contractées l’Allemagne (1) en vertu du traité germano-soviétique signée à Berlin le 24 avril 1928 [(sic) **au lieu de 1926**], d’où « une protestation décisive » de « mon gouvernement » auprès du « Gouvernement allemand […] contre la violation des relations contractuelles entre nos deux pays qui a été admise par l’Allemagne ».

Lettre 247 très confidentielle de Gentil, chargé d'affaires près le Saint-Siège, Rome, 29 juin 1933, 15-16, 4 p.

Je transmets « les informations qui m’ont été rapportées à titre strictement confidentiel », issues de celles données par Cerruti, ambassadeur d’Italie à Berlin, « à un haut prélat du Vatican. » Ces propos sont d'autant plus importants qu’il « venait d’être reçu par Mussolini », et exprimait donc « certaines opinions du Duce »; il a regretté son manque de temps « pour obtenir une audience du Pape, » façon d’exprimer sa volonté « que sa conversation fût communiquée à Pie XI. » 1, et ce d'autant plus qu’il « a parlé presque uniquement de la situation du communisme en Allemagne et en Russie, question à laquelle le Pape s’intéresse tout particulièrement. »

Il « aurait d'abord cité l’opinion de M. Göbbels sur la facilité avec laquelle le parti communiste avait été écrasé en Allemagne », d'après lui « parce que le parti communiste allemand n’était fort qu’au point de vue électoral ; il manquait de chefs : il avait eu de nombreuses occasions d’étouffer le mouvement hitlérien à ses débuts ; mais il resta passif et ne prit aucune initiative.

M. Göbbels affirme que ce parti ne se relèvera pas : lui-même recevait chaque jour des milliers de lettres d’anciens militants communistes qui protestent de leur loyalisme envers le régime hitlérien : 23 000 communistes seraient dans des camps de concentration, mais la plupart ne seraient plus dangereux et on n’en garderait guère que 5 000. »

Cerruti lui-même « aurait déclaré que le Gouvernement allemand ne pouvait pas ne pas envisager l’éventualité de la disparition du régime soviétique dans un avenir plus ou moins proche. L’action des Japonais en Mandchourie et Transbaïkalie pourrait hâter cette fin. » Ancien ambassadeur à Moscou, il « serait persuadé que si les Japonais poussaient une pointe vers Vladivostok et la province maritime, le Gouvernement des Soviets se verrait dans l’obligation (2) d’intervenir. » Les forces armées soviétiques « seraient aisément balayées par les forces japonaises », et « la lutte du Gouvernement soviétique » serait telle que « amènerait inévitablement l’effondrement du régime. »

D'après Cerruti, « Göbbels » aurait dit « que le Gouvernement allemand n’avait plus aucune vue sur l’Alsace, pays trop difficile à gouverner et qui n’avait donné à l’Allemagne que des déboires [35]. Par contre, la frontière orientale devrait être révisée tôt ou tard. A ce

[34] Voir *Le choix de la défaite*, p. 188.

[35] Mensonge caractérisé, fait pour séduire Paris en lui opposant la revendication des « mains libres à l’Est » à l’adhésion au *statu quo* territorial à l’ouest. Sur l’action germano-vaticane en Alsace-Lorraine, *Le*

moment, se poserait la question de l'Ukraine qui se détacherait un jour ou l'autre de la Russie : cet immense territoire pourrait servir de débouchés aux produits allemands ; de plus ne pourrait-on étudier une combinaison pour remplacer le couloir polonais du nord par dédommagement en Ukraine, une espèce de couloir polonais vers la Mer Noire.

Le prélat » informateur « m'a dit » avoir « posé une question sur l'avenir catholique de l'Allemagne. M. Cerruti, qui d'ailleurs a tout le temps manifesté un vif enthousiasme envers M. Hitler, avec la seule réserve que le "Führer" allait trop vite et brûlait les étapes, a affirmé que celui-ci (3) était de formation trop catholique pour jamais devenir un ennemi de l'Église. Il ne pouvait en dire autant de M. Göbbels qui serait devenu anticatholique le jour où l'Église a refusé de bénir son mariage avec une divorcée. » 4

Télégramme François-Poncet 1245-6, 5 juillet 1933, ronéoté, 17-8, 2 p.

Sur l'inquiétude allemande vis à vis des pactes orientaux signés à Londres malgré l'indifférence affectée « tout d'abord » par la presse, 1. Cette fausse indifférence « n'empêche pas d'ailleurs qu'une vaste collecte et diverses manifestations publiques ne soient organisées en ce moment à travers tout le Reich pour venir en aide aux 100 000 Allemands environ qui meurent de faim en Russie. Il ne vient pas à l'idée des autorités allemandes que cette propagande bruyante puisse être désagréable au Gouvernement russe. » 2

Lettre 727 de François-Poncet à Paul-Boncour, Berlin, 5 juillet 1933, 20-2, 3 p.

François-Poncet ironise sur la campagne de presse délirante sur la « situation tragique […] des colonies allemandes de Russie […] devant la famine de plus en plus menaçante. » mobilisation de l'église évangélique, Croix-Rouge, Ligue pour Protection du germanisme à l'étranger, et grande campagne de la section de Berlin défense du *Deutschtum* [36], cf. discours, 1 et *sq*.

Une manifestation publique est prévue vendredi 7 juillet au Lustgarten de Berlin et pour sa préparation, sont apposées partout « des affiches représentant le portrait tragique d'un enfant allemand de Russie souffrant de la famine ». Or « les pires misères » ne sont pas une nouveauté pour « les peuples de l'Union Soviétique […] Jusqu'ici, l'Allemagne avait toujours jugé opportun d'observer à ce sujet un silence prudent. Mais cette fois, M. Göbbels n'a pas voulu laisser passer une si belle occasion de manifester avec ostentation la sollicitude du Gouvernement national-socialiste allemand à l'égard des branches du peuple allemand les plus lointaines et les plus anciennement détachées du tronc commun. Il a mis également à profit cette occasion pour flétrir les résultats du régime marxiste. » 2. Cette exploitation va choquer Moscou, à l'époque où l'industrie allemande a sérieusement besoin de la reprise des « relations économiques avec Moscou » et où Berlin redoute les pactes orientaux de Litvinov. « Tant d'insouciance étonne et montre le désarroi qui s'est emparé de la politique extérieure du IIIè Reich. » 3

Télégramme François-Poncet 1263-65, 7 juillet 1933, ronéoté, 23-5, 3 p.

Vatican, chapitres 5 et 8-10 ; la maîtrise de Tobias Baumann sur l'action allemande en Alsace-Lorraine dans l'entre-deux-guerres a apporté de nombreux éléments nouveaux, « De la propagande de guerre à la propagande de paix : la campagne allemande en Alsace et en Moselle (1914-1927) », mémoire de maîtrise, université Paris 7, septembre 2005 ; voir aussi Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite*, p. 152-153.

[36]. La germanité, intraduisible, un des instruments et prétextes de l'expansion allemande, sous couvert de protection nécessaire des « minorités allemandes » (*Volksdeutsche* ou « Allemands de souche ») partout persécutées en dehors des frontières du Reich, des Allemands des Sudètes à l'Alsace-Lorraine, de la Yougoslavie à la Sarre, etc.; sur la contribution de l'Église romaine à cette « protection »-conquête ou reconquête, *Le Vatican* et *Le choix*, *passim.*

Sur l'inquiétude allemande des pactes orientaux [37] signés à Londres

Télégramme François-Poncet 1268, 7 juillet 1933, ronéoté, 26, 1 p.

La manifestation à Berlin prévue aujourd'hui au Lustgarten est annulée, car l'ambassade russe a menacé Berlin d'organiser des contre-manifestations à Moscou.

Lettre 969 de François-Poncet à Paul-Boncour, Berlin, 31 août 1933, 10 p., 32-41

Campagne allemande de plus en plus déchaînée contre URSS « Les récits les plus alarmants qui circulent en Allemagne sur le développement de la famine en Russie ont notamment servi d'aliment à une campagne contre le régime soviétique, plus énergique et surtout plus généralisée que celles que l'on avait pu enregistrer antérieurement. »

Le signal a été donné par « un article d'une violence extrême » du *Völkische Beobachter* du 18 août « sur la situation intérieure de la Russie, mentionné par mon télégramme 1472 [38], 1, « accompagné de toute une série de photographies de victimes de la famine les plus propres à frapper les imaginations. » Il a suscité la protestation de l'ambassade soviétique, « qui a pris pour parti de nier systématiquement qu'il y ait la moindre famine en Russie » et a parlé de faux; « quoiqu'il en soit, "la famine en Russie", "la détresse des Allemands de la Volga", sont devenues les rubriques habituelles de la presse allemande. Des journaux relativement modérés comme la *Vossischezeitung* ont publié, d'autre part, une série d'articles plus alarmants les uns que les autres sur l'avenir immédiat de la Russie en se complaisant à insister sur les vices du régime et sur l'échec inévitable des grandes tentatives de M. Staline. » À la réunion de la presse évangélique à Berlin, « il a été décidé que les protestants d'Allemagne se joindraient aux efforts du Cardinal Archevêque de Vienne [**Innitzer**] pour organiser une action internationale et interconfessionnelle en faveur des victimes de la faim. » [39]

Certes la hargne de la presse contre URSS n'est pas nouvelle, mais jusqu'ici elle faisait « preuve (2) […] de mesure et de prudence. » La « haine » du « Gouvernement national-socialiste » contre « le régime soviétique » l'avait conduit à organiser une manifestation au Lustgarten de Berlin, mais il « l'avait décommandée au dernier moment ». Pourquoi cette aggravation de la campagne désormais? « Il semble que la réponse doive être surtout cherchée dans des motifs de politique intérieure [40], dans la lutte à outrance que le Gouvernement de M Hitler mène contre le communisme et en faveur de laquelle aucune arme, aucun moyen de pression ne saurait être épargné. » 3, or, les diplomates soviétiques « sont, au moins autant que des diplomates, des communistes ou des envoyés d'un État communiste.

[…] Quand M. Göbbels dans son discours de Königsberg estime nécessaire d'assurer à ses auditeurs allemands "qu'ils ne mourront ni de faim ni de froid au cours de l'hiver qui vient", il ne doit pas paraître tellement superflu aux services du Ministère de la Propagande, d'assurer ces mêmes Allemands que des sujets d'un État communiste sont, eux, la proie de la famine. Cette propagande semble, d'ailleurs, être couronnée de succès, et, autant qu'on en peut juger, le petit bourgeois allemand est en effet parfaitement convaincu que la Russie actuelle est le pire des enfers. »

Mais aussi « il semble bien […] que la crainte d'offenser Moscou, naguère encore toute puissante, ait beaucoup perdu de sa force convaincante. » 4. Berlin est en effet convaincu qu'on arrive à la fin de l'ère de collaboration en raison du « changement survenu

[37]. Signés par Moscou avec ses voisins, notamment les « créatures » de la France (expression de Pie XI à propos de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie) championnes, sous l'égide de leur tuteur français, du « cordon sanitaire » depuis 1918-19. Voir *Le choix de la défaite*, chap. 2, 5, 8-9.

[38] Cité ci-dessous, Europe URSS 1918-1940 situation économique, vol. 1036, MAE.

[39]. Collaboration systématique contre Moscou et, plus généralement, sur le programme de la Revanche. Sur le rôle d'Innitzer, *cf. infra.*

[40]. Les motifs extérieurs sont au moins aussi puissants.

dans l'orientation de la politique soviétique » [**désormais résolument orientée vers l'ancienne Entente**]. « Mais ce que Berlin ressent surtout, c'est une inquiétude profonde, et sans cesse croissante. Cette inquiétude se manifeste en ce moment d'une façon particulièrement frappante, tandis que l'Allemagne assiste au voyage de M. Herriot [du début septembre 1933], apprend que la signature d'un accord économique entre la France et l'URSS est imminente, et lit les abondants extraits qui paraissent dans sa presse de l'article » de Karl Radek dans *Les Izvestia*, 5, et dans *Gazeta Polska*, « et qui ne lui permettent plus de douter de la réalité du rapprochement polono-soviétique.

Cet article a fait sensation. Les journaux allemands lui ont donné une grande publicité, et si l'on songe qu'il y a quelques semaines, ces journaux n'osaient pas révéler au public le voyage du même Radek en Pologne et dans le corridor, on peut mesurer l'étendue du chemin parcouru dans la connaissance et l'acceptation de la situation nouvelle ». On doit relever la particulière émotion du *Courrier de la Bourse* (*Berliner Börsenzeitung*), qui conteste péril allemand contre URSS, et invoque fait que « les Polonais sont précisément en train de persécuter leur (6) parti communiste pour son activité illégale. […] La catholique *Germania* [41] exprime des craintes analogues », 7, que cite François-Poncet, 7-8.

« Les bureaux de la Wilhelmstrasse [42] auront sans doute jugé opportun de rassurer l'opinion, et ils ont chargé de ce soin l'officieuse Correspondance diplomatique et politique. » Dans son article d'hier sur la France et la Russie, la Correspondance diplomatique et politique « est allée chercher des consolations dans ce même éditorial du Temps » du 29 août cité aussi par la *Berliner Börsenzeitung*. « Passant sous silence la plus grande partie de cet éditorial où le journal parisien rappelle toute la part que le Gouvernement national-socialiste a prise dans le rapprochement franco-soviétique, la "Correspondance" n'en retient que la dernière partie, où le "Temps" [43] met ses lecteurs en garde contre des illusions. » cf. citation Correspondance diplomatique et politique : "En France même, […] on commence à se mettre en garde contre d'excessives illusions à l'égard de la politique soviétique… L'attitude des milieux compétents français montre à quel point ils se trouvent embarrassés et divisés sur cette question… L'importance des voyages de Ministres ne doit pas être exagérée. La visite de M. Herriot, qui s'intéresse personnellement au développement de l'Union Soviétique a un caractère privé. Le but du voyage de M. Pierre Cot est surtout de décider des Autorités soviétiques à acheter des avions en France […] Ce qui intéresse surtout l'Allemagne en cette occasion, c'est de contrecarrer les efforts que fait la France pour nuire aux rapports germano-(8)soviétiques en jetant le soupçon sur les buts de la politique extérieure de l'Allemagne. Celle-ci doit saisir cette occasion pour rappeler qu'elle entretient toujours avec l'Union des Soviets des rapports d'amitié". »

Bref, « Pour apaiser ses inquiétudes, celle-ci [l'Allemagne] proclame que la Russie est dans une situation des plus alarmantes, qu'elle se trouve, en fait, réduite à l'impuissance et que tous les accords qu'elle peut conclure ne sauraient avoir qu'une valeur très relative. Sans arriver à se convaincre elle-même, elle blesse le Gouvernement des Soviets aux points les plus sensibles, ce qui ne l'empêche pas de lui offrir ensuite son amitié. La crainte du communisme, d'une part, et la crainte de la Pologne, de l'autre, les divergences qui existent entre certains grands intérêts allemands et les passions du parti au pouvoir expliquent sans aucun doute

---

[41]. Ancien journal du *Zentrum* (Centre catholique, suicidé en 1933), un des chefs de file de la lutte antibolchevique, avant et sous Hitler, cf. Guenther Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany*, London, Weidenfeld et Nicolson, 1965, traduit, *L'Église catholique et l'Allemagne nazie*, Paris, Stock, 1965, et Lacroix-Riz, *Le Vatican*.

[42] Ministère des Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*), désigné, comme ailleurs, par son adresse.

[43]. Journal contrôlé par le Comité des Forges, dont l'opposition à tout rapprochement franco-soviétique est catégorique et partagée par son délégué François-Poncet, qui se censure cependant jusqu'à l'arrivée de Laval aux Affaires étrangères, après l'assassinat de Marseille du 9 octobre 1934 (de Barthou et du Roi Alexandre de Yougoslavie), voir *Le choix de la défaite*.

beaucoup des contradictions et du trouble de l'Allemagne. Celle-ci, en outre, subit à son tour les effets du mirage russe qu'elle a elle-même si puissamment travaillé à créer [44]. Pendant dix ans, elle a tenu l'Europe dans l'inquiétude par le prestige de ses mystérieux accords avec la Russie. Tenue à l'écart, impuissante, elle voit (9) se développer à Paris, à Varsovie, à Rome, à Moscou des négociations entre les Soviets et d'autres Puissances, et elle éprouve à son tour les tourments de l'incertitude et du soupçon. » 10

Télégramme Alphand 339, Moscou, 9 septembre 1933, 42-44, 3 p. (souligné dans le texte)

Commentaire polémique des *Izvestia* d'un communiqué de l'agence Wolff [45] du 5 septembre postulant l'existence de « *relations normales* entre l'Allemagne et l'URSS et démentant les insinuations de la presse française, notamment du *Matin,* concernant les visées de l'Allemagne sur l'Ukraine ». Le journal soviétique observe que « de telles déclarations ont été faites à plusieurs reprises par le Gouvernement allemand. Cela n'empêche pas le parti national-socialiste d'Allemagne et ses troupes de choc d'organiser des sections de gardes-blancs qui proclament ouvertement leur (mot passé) [volonté? intention? ou tout synonyme] de participer à une guerre antisoviétique » ni « jusqu'ici des organes édités auprès du Gouvernement allemand de publier des travaux (2) consacrés à la question du partage de l'URSS. » Et *Les Izvestia* citent le n° 8 de *Reich und Volk*, journal « édité avec les subsides de l'État. » 3

URSS 1918-40, vol. 1036, situation économique, 3 août 1932-18 janvier 1940, archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE)

« Bureau de presse ukrainien à Bruxelles », août 1933, ronéoté, 68 (parties en italique soulignées dans le texte)

« *L'Ukraine sous le joug de Moscou* »

« *Les horreurs de la famine de Ukraine* »

« La misère est si grande que les hommes mangent les hommes. C'est ainsi que nous a arrangés le plan quinquennal.

La famine est due aux agissements des Moscovites », etc. « Toutes les mesures sont prises par les Soviets pour enlever, manu militari, aux paysans de l'Ukraine, les céréales, et les expédier en Moscovie ou à l'étranger. » d'où énorme solidarité des « Ukrainiens se trouvant hors de l'URSS […] Des comités de secours se sont constitués à Lwow [46], à Prague et dans d'autres endroits de l'Europe. L'épiscopat gréco-catholique ukrainien [47] adresse une lettre "à tous les gens de bonne volonté" pour protester contre l'extermination par les bolchevistes "des petits et des miséreux, des faibles et des innocents", et pour implorer l'aide pour l'Ukraine. Une Croix-Rouge ukrainienne est en voie d'organisation, une aide internationale à l'Ukraine est envisagée. »

[44]. La France n'a cessé de pester contre les relations créées au lendemain de l'accord de Rapallo d'avril 1922 et renforcées par l'accord de Berlin de septembre 1926 (voir les fonds du Quai d'Orsay et la série F 7 Allemagne ou Russie dans l'entre-deux-guerres, AN).

[45]. Respectivement quotidien officiel de l'URSS et agence d'information du Reich (équivalent de l'Agence Havas).

[46]. Lvov, en Galicie (anciennement autrichienne), est alors polonaise, d'où cette orthographe, et le grand centre de subversion germanique anti-polonais sous la houlette de son évêque uniate André Szepticky : préposé à la conquête de l'Ukraine depuis 1907 et Pie X, donc avant l'ère allemande dans cette zone, autrichienne avant 1914, et avant la révolution soviétique, voir index du *Vatican* et Hansjakob Stehle, *Eastern Politics of the Vatican 1917-1979*, Athens, Ohio, 1981.

[47] Uniate (références de la n. préc.).

Brochure de l'Association financière industrielle et commerciale russe [48], 3 rue Nicolo, Paris, « Collectivisation du village en URSS », 69-83, 29 p.

Vision d'horreur, ainsi conclue : « Si le plan des communistes est réalisable, Staline obtiendra sous forme de blé l'arme la plus puissante pour l'attaque contre le monde capitaliste. » 29

Télégramme 1472 de François-Poncet, ambassadeur à Berlin, à Paul-Boncour, Berlin, 18 août 1933, 2 p., 84-85

Le *Völkische Beobachter* du 18 août publie « sur la première page […] des photographies représentant des sujets russes réduits à l'état de squelettes » dans un article intitulé « Véritable visage de la Russie des Soviets – de quoi Hitler a sauvé l'Allemagne. »

[**sur ces photographies, exclusivement puisées dans le fonds constitué pendant la famine de 1921-1922, voir plus loin le commentaire de l'ouvrage de Douglas Tottle**]

« un article » de première page est « consacré à l'enfer de la famine dans la Russie des Soviets », il s'épanche sur une famine proclamée pire que celle de 1921-22, et sur l'insupportable plan quinquennal et son échec dans cet ancien « grenier de l'Europe », 1, etc.

Télégramme de Charles-Roux, ambassadeur auprès du Saint-Siège, très confidentiel, copie ronéotée sans numéro, Rome, 25 août 1933, 86, 1 p.

Charles-Roux a demandé des explications à Mgr d'Herbigny [49] sur « l'appel » du cardinal archevêque de Vienne Innitzer « à la charité publique pour secourir les victimes de la famine en Ukraine et au Caucase […]. [**nouvelle allusion contemporaine des animateurs de la campagne antisoviétique à une famine non spécifiquement ukrainienne**] Les Allemands auraient suggéré au Pape de lancer lui-même cet appel en l'adressant à toute la catholicité. Le Souverain Pontife aurait refusé, pour ne pas s'exposer au reproche de faire cause commune avec les Hitlériens contre le communisme. Mais il aurait laissé les évêques libres, en chaque pays, d'agir à leur guise [50]. En Allemagne se serait alors organisée une entreprise de secours matériels pour les Allemands de Russie; en Galicie orientale, les Polonais en auraient fait autant pour les Ukrainiens d'Ukraine. Enfin le Cardinal Innitzer aurait pris, à Vienne, l'initiative moins limitée qui vient d'être annoncée.

J'ai demandé à Mgr d'Herbigny si le Cardinal Innitzer s'y était décidé d'accord avec le Saint-Siège. Il m'a répondu que non. Cela me paraît difficilement admissible. Il me semble peu probable qu'un membre du Sacré Collège ait pris sur lui de lancer un appel à la charité en suggérant une organisation internationale de secours par les soins de la Croix-Rouge et faisant allusion à des conditions à poser au Gouvernement russe. »

Lettre 335 de Charles-Roux au ministre des Affaires étrangères, Rome, 28 août 1933, 87-8, 3 p.

L'article d'Innitzer a été publié dans l'*Osservatore Romano* [51] du 24 août, et l'*Osservatore Romano* du 23 août « avait donné déjà des informations alarmantes sur la famine en Russie » en fournissant maints détails sur la cannibalisme, etc. « Toujours d'après ces mêmes renseignements » d'abord publiés par *l'Écho de la Bourse* de Bruxelles, « empreints d'une certaine exagération, à en juger par les intéressants rapports de notre Ambassadeur à Moscou, plus du tiers de la population de l'Ukraine aurait succombé à la faim,

---

[48]. Une des innombrables associations de Russes blancs sises à Paris.

[49]. Sur ce jésuite français utilisé à satiété contre la Russie par le Vatican avant l'ère proprement nazie, et rejeté après 1933, le Reich reprenant les dossiers russes directement en main, *Vatican*, index.

[50]. Ce qui, en langue vaticane, s'appelle ordre de faire quelque chose dont le Vatican ne saurait prendre la responsabilité politique, *Vatican*, *passim.*

[51] Quotidien officiel du Vatican.

et, pour que les survivants puissent subsister, 15 à 20 pour cent de la population devait encore disparaître. » [**Bref, la « faminologie » contemporaine a purement et simplement repris les « chiffrages » de la propagande germano-vaticane déployée depuis l'été 1933**]

Le discours d'Innitzer dans son appel sur le cannibalisme, assorti de son appel à la Croix-Rouge internationale, est « aussi adressé à tous ceux qui négocient aujourd'hui en vue de nouer des relations économiques avec l'Union Soviétique […] afin que soit maintenu le principe de faire dépendre ces négociations d'un éclaircissement (chiarificazione) général sur la nécessité de venir en aide aux diverses régions de la Russie et de l'acceptation par l'Union Soviétique de ladite clause humanitaire." »

Le Vatican soutient la thèse de sa non-initiative auprès d'Innitzer, mais Charles-Roux juge cette explication « peu plausible » : Innitzer s'est « au moins concerté avec le Saint-Siège avant d'émettre des propositions telles que la demande d'un "éclaircissement général" sur les causes et l'étendue de la famine. Cela signifie sans doute une "enquête générale" sur la situation économique de la Russie. » 2

[**autrement dit, on assiste à une répétition de l'opération Le «secours aux affamés» 1921-1924 du début des années vingt, qui permit au Vatican d'installer ou réinstaller un solide appareil clérical d'espionnage militaire, à forte composante germanique, particulièrement en Ukraine** [52]]

Bref, « il est vraisemblable que les nouvelles précisions qu'il a données sur la famine en Russie, comme celles d'ailleurs figurant dans l'Écho de la Bourse, dans *l'Osservatore* ou dans *La Croix* [53], ont été puisées au service des Affaires russes du Vatican. »

PS. « *La Croix* du 22 août en publiant un court résumé » de l'appel d'Innitzer, « avait donné cette information supplémentaire, qui ne figure pas dans le journal pontifical : " le Cardinal Innitzer annonce la création à Vienne d'un comité de secours interprofessionnel sous son patronage". » 3

Août 1933, « Note sur les caractères généraux et la situation présente de l'économie soviétique », ronéoté, 89-150, 52 p. + tableaux

Télégramme de Rome Vatican, 1er septembre 1933, 1 p. 151

Sur d'Herbigny, etc. « M. Charles-Roux pense que le Cardinal de Vienne a agi d'accord avec le Saint-Siège. »

Documents de propagande de la Fédération européenne des Ukrainiens de l'étranger, transmis par lettre du secrétaire général et du secrétaire au ministre des Affaires étrangères français, Bruxelles, 27 septembre 1933, 1 p., 156

« Mémorandum sur la famine en Ukraine », 157-9, 3 p.

sur l'extermination de la population ukrainienne, et les conditions à imposer à URSS pour l'octroi de tout secours, la liberté totale d'intervention pour les missions de secours [54], 3

Bulletin du Bureau de presse ukrainien (BPU), 131, 42 rue Denfert-Rochereau, 28 septembre 33, 160-6, 7 p., ronéoté (le document concerné figure aussi dans Europe URSS 1918-40, SDN, 1917-1940, Sous-série IX, dossiers géographiques, vol. 2266, Ukraine, janvier 1920-septembre 1937) fautes de frappe (mais pas fautes de français) corrigées (le texte original en est truffé)

[52] *Vatican*, « Le "secours aux affamés"1921-1924 », p. 210-216.

[53] Journal des Assomptionnistes, strictement dépendant par conséquent du Vatican (c'est toujours le cas pour le clergé régulier), grand champion de l'antisémitisme, voir toute la documentation sur l'Affaire Dreyfus.

[54]. Sur cette « liberté » et son usage, voir le précédent, américain et allemand, des années 1920, *Le Vatican*, chapitre 6, I, « Le Vatican et l'URSS: entre idéologie et plans territoriaux **».**

[Ce texte comporte des éléments éclairants sur les enjeux de politique extérieure et la campagne de presse allemande analysés plus loin]

« La situation en Ukraine.

Paris. BPU. Toutes les sources ukrainiennes et étrangères confirment qu'une famine plus atroce que celle de 1921 sévit en Ukraine, au Caucase du Nord et au Kouban. En 1921 la famine a été au moins officiellement reconnue par les autorités soviétiques qui autorisèrent alors l'aide internationale. Aujourd'hui les Soviets ne veulent pas pour des raisons politiques avouer l'échec de tous leurs plans et nient obstinément la famine en Ukraine. Il est évident que cette famine est due non à une mauvaise récolte mais à tout un système qui, ayant ruiné l'agriculture en Ukraine en y introduisant la collectivisation, lui enlever par l'impitoyable stockage des céréales tout ce qui pourrait servir aux besoins de la population. Le blé ainsi arraché aux mains des malheureux affamés est expédié pour ravitailler l'armée et le centre de l'URSS, la Moscovie, qui sert de base au pouvant soviétique. D'autre part pour tenir tête *(sic)* à leurs paiements à l'étranger les Soviets (sic) exportent le blé de l'Union.

Tous les Ukrainiens se trouvant en Pologne, en Roumanie, en Amérique ainsi que l'émigration sont douloureusement affectés : des comités de secours ont été créés partout, mais on n'a ni moyens, ni possibilité pour venir en aide au malheureux pays.

L'effroyable détresse des populations de l'Ukraine

(un article du *Matin*) [55]

Paris. BPU. Des témoignages particulièrement graves ont été recueillis sur la famine en Ukraine par Mlle Suzanne Bertillon [56] qui a publié dans le *Matin* deux articles présentant la

[55] *Le Matin*, plaisamment surnommé par Léon Blum « édition parisienne de *L'Angriff* » (*Le Populaire*, 15 juillet 1934, F7 13433, renseignements sur l'Allemagne, 1934, AN, est un parangon de la presse nazifiée (« gleichshaltée », selon Alexander Werth) : sur ce concept et sur ladite presse, *Choix* et *Munich*.

[56]. Journaliste et grande conférencière sur les horreurs de l'URSS, accueillie avec chaleur par la grande presse du Comité des Forges et autres groupes industriels ou bancaires, chaud partisan de « la réconciliation franco-allemande », voir notamment son article dans *Le Jour*, Suzanne Bertillon, 31 décembre 1935, « Hitler écrira-t-il un second Mein Kampf », interview d'un « haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse » extrêmement complaisante sur ce projet « après la réconciliation franco-allemande », F 7, 13434, 1935, Archives nationales; sur sa conférence du 18 mars 1932 « en faveur des dames de Saint Vincent de Paul […] sur la Russie soviétique », voir compte rendu du commissaire central de Nantes : « la nièce de Bertillon, l'inventeur du service anthropométrique qui permet de distinguer les crapules des honnêtes gens à une époque où il est bien difficile de distinguer les uns des autres » (citation de sa présentation par le colonel de Larminat). Le développement très antisoviétique de Suzanne Bertillon ne peut d'ailleurs dissimuler une certaine admiration pour cet enfer bolchevique : misère affreuse, « des visages tristes, mornes, déchus, donnant l'impression de gens qui n'ont pas l'air d'avoir mangé suffisamment. » 2, fausse absence de chômage, « on travaille 4 jours et on est censé se reposer 3 jours, mais le 5e jour est un jour que l'on donne au plan quinquennal » sans être « payé. » « On a supprimé la religion, à (3) Moscou les églises sont transformées en musées. […] Sur six interprètes, cinq sont juifs. » 4, tout le reste du texte est de la même eau, mais la conférencière « reconnaît que s'il y a quelqu'un qui a bénéficié du régime soviétique, c'est la femme laquelle à travail égal a salaire égal. […] les femmes transportent les briques, poussent les wagons. On ne fait pas de différence entre l'enfant légitime et l'enfant illégitime. On recherche très loin la paternité […]; la fille-mère est tellement exploitée […] que c'est là une petite revanche.

Pour le divorce, le consentement d'un seul suffit […]

[…] la femme enceinte touche son salaire intégral deux mois avant l'accouchement […] et deux mois après également. Dans toutes les usines nouvelles, sauf dans les usines Poutiloff, il y a des crèches et des gardes d'enfants. […] l'avortement est légal et que l'on apprend aux femmes à ne pas concevoir. » Suzanne Bertillon « parle du Général Weygand qui arrêta l'armée russe qui marchait sur la Pologne », 5 « Il faut prendre l'armée rouge très au sérieux; elle possède des chars d'assaut, des tanks; le plan quinquennal est un plan d'équipement guerrier. […] La Russie peut mobiliser 21 classes de 800 000 hommes, soit 16 millions d'hommes environ. » 6; Staline est un vrai « tsar ». « Conclut en disant aux industriels français que ceux qui ont parmi leur nombreux personnel ouvrier des communistes, ont à la foi (sic) chez eux des ennemis, des espions et des traîtres qui chercheront par tous les moyens leur ruine et qu'à l'heure actuelle où tant de travailleurs français chôment, qu'ils doivent épurer leur personnel des brebis galeuses. » Europe URSS 1918-40, vol. 1035, août 1931-25 juin 1932, MAE.

la tragédie de l'Ukraine dans toute son ampleur. Mlle Bertillon a pu interviewer de simples paysans ukrainiens notamment Martha Stebalo [ou Stébalo] et son mari », *couple expatrié depuis 1913 et établi aux Etats-Unis, mais dont la famille serait en Ukraine* [57], etc., 1, et glose sur leur voyage en Ukraine « cet été ils sont allés comme de simples touristes américains pour revoir leur famille. L'accès de l'Ukraine est en général interdit aux voyageurs non munis d'une autorisation spéciale, mais Marthe Stébalo et son mari l'ont obtenu tout de même. Ils expliquent cette grâce spéciale du fait qu'ils sont des "paysans sans instruction".

Après deux jours de voyage – raconte Marthe Stébalo -, dans un wagon crasseux, nous arrivâmes à Kiev. Nous trouvâmes la ville peu changée, mais lorsque nous nous promenâmes dans les quartiers de la périphérie, nous fûmes surpris de l'aspect des gens. La plupart étaient affalés sans bouger, leurs jambes étaient enflées, ils paraissaient las et malades. D'autres marchaient courbés en deux, les yeux agrandis et fixes, personne ne parlait. (1)

Nous quittâmes Kiev pour les villages des environs où nous avions laisse de la famille. Quelle ne fut pas notre surprise de voir à la place des villages riants et coquets que nous avions autrefois quittés, des ruines lugubres, pas une fleur, des palissades arrachées, des arbres sans feuilles, un silence désespéré, plus de chiens aboyant, plus de basses-cours, une atmosphère de mort. Comme nous arrivions à notre village natal, le cœur oppressé, nous descendîmes du train et vîmes venir à nous la population. Les gens paraissaient énormes : "Eh bien! Pensais-je, on nous a trompés, ces gens sont très gras, donc très bien nourris", mais comme ils s'approchaient, nous nous aperçûmes alors que cet embonpoint était dû à l'enflure des membres. Ils étaient, en outre, couverts de plaies suppurantes et dégageaient une odeur effrayante de pourriture; à la place de vêtements, ils étaient couverts de guenilles.

Le bruit que des Américains étaient arrivés se répandit. Mon mari demanda à voir sa mère, qu'il n'avait pas vue depuis vingt. Hélas! Elle n'avait pas échappé au malheur général; elle était comme les autres, enflée et couverte de plaies, et quand elle comprit enfin que nous étions ses enfants, elle joignit les mains et se mit à pleurer sans pouvoir prononcer une parole. J'appris que depuis plus d'un an elle ne recevait plus l'argent ni les vivres que je lui envoyais, bien que nous fussions avisés du contraire par les autorités soviétiques.

Je demandai alors s'il y avait une épidémie pour que tout le monde fût couvert d'abcès et tellement enflé. Chacun redoutait de me répondre, car on est terriblement espionné, toute délation vérifiée est récompensée d'un peu de nourriture – et que ne donnerait-on pas pour recevoir un morceau de pain! – bref, j'appris que, poussé par la faim, afin d'avoir quelque chose dans l'estomac, on mangeait les feuilles des arbres, on grattait les troncs pour manger l'écorce, on essayait de faire avec de la sciure et des mauvaises herbes un agglomérat qu'on mangeait : que tout le monde allait mourir et que pourtant les récoltes étaient belles, mais qu'on ne pouvait y toucher car elles étaient gardées par des sentinelles juchées sur des guérites et ayant mission de fusiller tous ceux qui s'approchaient des champs.

Je quittai ce village maudit pour la campagne de Podolie où vivaient ma mère et mes frères, à Pysrarivka. Je trouvai là-bas la même désolation, ma maison vide. Je demandai alors si mes parents avaient déménagé.

- Non, ils sont morts.

- Mais c'est impossible : j'ai encore reçu une lettre, il y a un mois.

- Ils sont morts depuis, ils sont morts de faim. Nous allons tous mourir. Dans ce village de 800 habitants, 150 déjà sont morts depuis le printemps dernier [**donc la famine aurait commencé en mars-avril 1933**], alors que pendant toute la guerre sept des nôtres seulement ont été tués. Il n'y a eu que des *(sic)* naissances cette année, dont un enfant mort-né. Ah! Si seulement on pouvait venir à notre aide.

- Mais n'y a-t-il pas une autorité à qui vous puissiez faire appel?

---

[57] Souligné par moi.

- Personne. Ce sont les autorités elles-mêmes qui les plus acharnées à nous détruire. On veut nous faire périr, c'est une famine organisée. La moisson n'a jamais été aussi belle, mais il nous est interdit d'y toucher. Si nous sommes surpris coupant quelques épis c'est la geôle ou la fusillade, et dans la geôle, au bout de trois semaines, on meurt d'inanition […] des scènes épouvantables, elle parle de l'acharnement avec lequel les affamés se jettent sur la nourriture, des cris des enfants auxquels *(sic)* la faim empêche de dormir. Elle cite également des cas de la *(sic)* folie et d'anthropophagie… » 2

Le BPU cite l'article du *Journal de Genève* "L'Ukraine point névralgique" sur le « calvaire » des paysans ukrainiens, « par son chroniqueur politique M. P. E. Bt *(sic)*, qui présente le problème avec une connaissance de cause *(sic)* étonnante pour un étranger et une objectivité remarquable ».

Il décrit l'acharnement des bolcheviques contre les paysans d'Ukraine, soit 85% de sa population. « Ils recevaient suivant à coups de fusil les collecteurs de blé et la guerre civile régnait à l'état endémique. La collectivisation des campagnes en URSS, décrétée au moment où fut mis en application le Plan quinquennal, fut un coup droit à l'économie et *(sic)* la nationalité ukrainiennes. On peut même se demander si la création des fermes collectives ne fut point inspirée par le désir de mater, de communiser de force l'Ukraine. L'établissement des kolhozes fut pour l'Ukraine une catastrophe. La résistance passive des paysans amena l'amoindrissement désastreux du cheptel et la diminution des emblavures. Cette grève agricole se produisit sur tout le territoire de l'URSS, mais nulle part elle ne prit comme en Ukraine les proportions d'une lutte nationale. Staline ne s'y trompa point. Les Soviets se trouvaient menacés dans leurs œuvres vives, au moment même où ils avaient le plus besoin de claironner au dehors le succès de leur Plan [**où est en l'occurrence le génocide stalinien? Il s'agit bien d'une tactique de sabotage de la production agricole, pas d'une famine provoquée, encore moins d'une famine génocidaire**]. Ils frappèrent donc l'Ukraine sans pitié. Ils s'attachèrent à la dénationaliser en déportant des villages entiers, dans la région de Kouban, en Sibérie et aussi dans le nord de la Russie. Le canal Néva-Mer Blache, qui vient d'être achevé, fut creusé principalement par les mains de déportés ukrainiens. Dans le pays même la proportion de l'élément ukrainien est abaissée artificiellement par l'importation de main-d'œuvre venue d'autres régions [**il y aurait donc eu des migrations de masse depuis le début de la collectivisation, au tournant de la décennie 1920, et non des monceaux de morts en Ukraine**] et par la terreur : emprisonnement en masse, exécution. Enfin la famine ayant naturellement éclaté, les Soviets la laissent faire son œuvre dans le grenier de la Russie [**confirmation qu'ils auraient au plus exploité, mais pas créé la famine**]. (3)

« Le système soviétique des républiques fédérées est donc un trompe-l'œil. Les pays reconquis sont exploités pour le maintien dans la région de Moscou et dans l'armée, d'une abondance relative. Le système aboutit à la dépopulation et à la ruine des autres provinces [**pas de l'Ukraine seule, donc**]. Les communistes ukrainiens, animés d'un certain patriotisme, ont fini par s'en rendre compte et Skrypnyk, chef de la République soviétique d'Ukraine, s'est suicidé. On peut donc dire que le régime soviétique ne s'appuie plus en Ukraine que sur le Guépéou et les baïonnettes. Les communistes eux-mêmes se sont tournés contre lui.

Cette situation est critique pour Moscou, au moment où la disette règne partout, où la famine décime l'empire de la frontière roumaine à l'Oural et au Caucase, et même en Sibérie [**toujours pas de l'Ukraine seule, donc**]. Que la révolte éclate et se propage, l'armée dispersée sur une immense étendue risque d'être exterminée par petits paquets dans une guérilla féroce. La clef de la situation c'est évidemment l'Ukraine qui la tient.

C'est à la lumière de ces craintes qu'il faut voir et juger la politique étrangère des Soviets. La série de pactes de non-agression qu'ils viennent de conclure avec tous leurs voisins de l'Ouest ne tend qu'à leur laisser les mains libres pour mieux écraser leurs victimes

et surtout l'Ukraine, point névralgique. L'entente avec Varsovie, spécialement, veut obliger la Pologne à maintenir une stricte neutralité sur sa frontière orientale, peuplée d'Ukrainiens, alors que la famine et les violences rouges se déploient avec toute leur fureur dans l'Ukraine russe.

L'Ukraine reste en cet été 1933, l'été de la famine, le point névralgique de l'Europe orientale. Autour d'elle se nouent les intrigues politiques et des calculs savants, tandis que par centaines de milliers ses paysans affamés meurent sur la terre grasse. Et plein d'inquiétude, Staline remet à l'un des chefs de la Guépéou, Akouloff, des pouvoirs discrétionnaires. À nouveau la terreur rouge déferle sur l'Ukraine.

Un courant de sympathie pour l'Ukraine dans la presse mondiale

Paris. BPU. cite articles sur Ukraine « de nombreux journaux suisses, allemands, anglais, belges et autres » et même « certains journaux français », *Journal des Débats*, *Dépêche Toulouse*, *Le Matin*, *L'Ordre*, et cite Pierre Veber qui, dans *Candide* du 14 septembre, veut faire intervenir la SDN contre l'URSS, et tonne contre « les journaux qui rapportent ces horreurs nous montrent, en première page, la signature des traités franco- et italo-soviétiques! » : Veber glose sur « notre monde "qui se prétend civilisé" » et son "pharisaïsme", et « invite la SDN à élever sa voix pour sauver l'Ukraine et il termine ainsi : "Les journaux qui rapportent ces horreurs nous montrent, en première page, les signatures des traités franco et italo-soviétiques! C'est ça qui (4) vous donne une riche idée de ce que l'on nomme "la conscience humaine". On objectera que cela ne nous regarde pas, si les Ukrainiens en ont assez de crever de faim, ils n'ont qu'à se révolter; s'ils ne se révoltent pas, c'est qu'ils s'estiment bien gouvernés, selon leurs désirs. On oublie que s'ils émettaient la moindre réclamation, on leur ferait vite passer le goût du pain si j'ose dire par antiphrase. Nous assistons à l'assassinat de tout un peuple. Et pendant ce temps, M. Édouard Herriot se répand en discours admiratifs touchant l'œuvre des *(sic)* URSS. On lui a montré les barrages du Dniepr, on ne lui a pas montré les tirs de barrage qui défendent les champs de l'Ukraine. Et puis, ces atrocités se passent loin de nous; nous avons d'autres soucis en tête que d'adresser à Moscou des représentations dont on ne tiendrait aucun compte. Et nous laissons s'accomplir sans protester la plus grande scélératesse du siècle."

[**La thèse du Herriot complaisant et aveugle, qui a aujourd'hui gagné la sphère scientifique, était en 1933 celle de la droite violemment hostile au pacte franco-soviétique**]

L'appel du docteur Ewald Ammende

[**L'hitlérien** « Dr Ammende, de Vienne » est un des chefs du « Bund des Auslandsdeutschen » (union des Allemands de l'étranger) c'est à dire des « minorités allemandes » utilisées par le Reich contre tous les pays à conquérir [58]. Ses fausses « enquêtes » sur « la famine en Ukraine » - où il n'a jamais mis les pieds - ont alimenté les campagnes hitlériennes et, à leur suite, la production de la « faminologie » contemporaine [59], tel l'ouvrage de Robert Conquest, évoqué ci-dessous]

Vienne (cor. part. *(sic)* [60]). Le docteur Ewald Ammende, secrétaire du congrès des minorités nationales, qui est très bien informé sur la situation en Ukraine, lui consacre deux articles », respectivement dans *Reichspost* de Vienne, et dans journal ukrainien *Dilo* [61] de Lwow, et même glose « s'appuyant sur les témoignages des journalistes étrangers et

[58] Rapport sur le Congrès dudit Bund à Aix-la-Chapelle 23-25 mai 1931 où fut adoptée « une résolution réclamant le respect des droits des minorités allemandes », note du commissariat spécial de Thionville, 27 mai 1931, F 7 13428, Allemagne, 1931; sur les minorités allemandes, Lacroix-Riz, *Vatican* et *Le choix de la défaite*.

[59] Expression ironique de Jeff Coplon, « A 55-year-old famine feeds the Right », *Village Voice* (New York City), 12 janvier 1988, tirage Internet, *cf. infra*.

[60] Correspondant particulier.

[61] Organe de l'UNDO, voir *infra*.

principalement sur ceux de Garreth Jones du *Manchester Guardian*, l'auteur signale l'effroyable détresse des populations de l'Ukraine et du Caucase du Nord [**donc, famine pas seulement ukrainienne**] et dit que le chiffre des morts par inanition atteint déjà plusieurs millions. M. Ammende voit les causes de cette affreuse famine dans la politique des autorités soviétiques qui, ayant échoué dans la collectivisation, continuent de réquisitionner le blé, laissant la population mourir de faim.

D'après Otto Schiller [**« attaché agricole à l'ambassade d'Allemagne à Moscou »**, *cf. infra*], cité par M. Ammende, la culture de la terre dans ces pays traverse une crise profonde, ni les hommes ni les bêtes n'étant les plus aptes d'en *(sic)* assumer les charges. Les hommes misérables et affamés tombent de faiblesse, quant au bétail il diminue dans les proportions effrayantes comptant 29 millions de têtes en 1932, au lieu de 70 millions en 1928. La politique actuelle de Moscou consiste à maintenir son système et son industrie sur le compte des paysans affamés et mourants. Ceci explique les décrets draconiens appliqués en Ukraine par les dirigeants soviétiques Le docteur Ammende termine ses articles en appelant le monde civilisé à venir en aide aux populations éprouvées de l'Ukraine ».

L'appel de SE le cardinal Innitzer, archevêque Vienne [*cf. infra*]

Vienne (cor. part. *(sic)*). Aucune tentative de dénégation ne peut cacher les faits. Des centaines de milliers, des millions même, d'êtres humains sont morts de faim, dans l'espace de ces quelques derniers mois, en Russie soviétique. Par centaines, des lettres saisissantes d'horreur, provenant des régions soviétiques atteintes par la famine, en premier lieu de l'Ukraine et du Caucase du Nord, nous renseignent de même que les rapports de témoins oculaires, dont la véracité ne peut être mise en doute.

Le cardinal Innitzer cite l'appel du Métropolite Szepticky [62], le mémorandum du docteur Ewald Ammende, secrétaire général des congrès européens des nationalités *(sic)*. "Dans plusieurs mois, continue le cardinal Innitzer, la catastrophe atteindra son point culminant et des millions de vies humaines (5) seront sacrifiées. Continuer à se taire dans ces conditions, serait rendre le monde civilisé mille fois plus responsable de la mortalité en masse qui décime l'URSS, partager l'opprobre d'un temps qui voit des parties entières du monde étouffant sous la surabondance des céréales et autres produits alimentaires, au moment même où les populations de l'URSS sont en proie à la famine et de ses conséquences : infanticide et cannibalisme".

Le cardinal lance un appel ardent au monde civilisé pour organiser un secours aux affamés et avant tout au comité international de la Croix-Rouge.

Cette démarche du cardinal Innitzer a produit une grande impression parmi tous les Ukrainiens profondément touchés par ce geste généreux en faveur de leurs frères en détresse.

Un appel de l'Église gréco-catholique ukrainienne

Lwow (cor. part. *(sic)*).

Cite appel Église gréco-catholique ukrainienne, signé de Szepticky « et tous les évêques » de ce clergé qui « invitent les chrétiens du monde entier et tout spécialement les ouvrier et les paysans de *(sic)* protester unanimement en faisant entendre leurs voix dans les plus lointaines parties de l'univers. »

Cite l'appel du Haut conseil des réfugiés ukrainiens et du comité international de secours à l'Ukraine récemment créé, signé de son secrétaire Il. Kossenko, etc., 6

« Les Ukrainiens de Galicie manifestent pour protester contre le pouvoir soviétique et pour secourir les affamés de l'Ukraine.

Lwow (cor. part. *(sic)*). Sur l'initiative des parlementaires ukrainiens à la diète de Varsovie un Comité de secours à l'Ukraine […] a été organisé à Lwow […] présidé par M. Dmytro Levitsky, député, leader du parti ukrainien le plus important en Pologne – UNDO

[62] Evêque de Lwow et agent du Reich présenté *infra*.

[63] ». Il a lancé « un vibrant appel à tout le peuple ukrainien l'invitant à protester unanimement contre les dirigeants soviétiques qui ont détruit l'État ukrainien, lui ont imprimé par leurs baïonnettes une dictature atroce et, après fusillé, déporté, emprisonné ses meilleurs fils, ont amené la famine […].

Cette proclamation est signée par les représentants de 35 organisations ukrainiennes de la Galicie orientale », parmi lesquelles : « le groupe parlementaire ukrainien à la Chambre polonaise, la Société scientifique T. Chevtcheko, la Société Prosvita, l'Union catholique, Société des écrivains et journalistes, la banque hypothécaire de Lwow, les organisations des réfugiés de la Grande Ukraine. Le comité a organisé dans tout le pays de grandes manifestations populaires protestant énergiquement contre le système soviétique responsable de la famine en Ukraine.

Manifestation ukrainienne à Cernauti en Roumanie

Cernauti (Bucovine, cor. part. *(sic)*).

Un Comité de secours à l'Ukraine a été organisé ici aussi, et une manifestation de « milliers de paysans ukrainiens » venant vers Bucarest « de tous les villages avoisinants », prévue le 28 août, mais elle a été empêchée par autorités « craignant une protestation du côté de l'URSS »; les manifestants « furent dispersés par la police » et « l'administration roumaine […] défendit également les services funèbres. » Mais les paysans envahirent « plusieurs églises », sous l'égide des « députés ukrainiens formèrent un imposant cortège et se dirigèrent vers la cathédrale de la ville. La police voulut le disperser, mais après l'intervention du sénateur Zalozetzky, laissa tous les manifestants pénétrer dans la cathédrale. » Le meeting n'a pu cependant avoir lieu car « étant formellement défendu par les autorités. »

Comités de secours fondés à Prague et à Bruxelles :

Un Comité a été fondé à Prague « par les représentants de 32 organisations ukrainiennes en Tchécoslovaquie » et dirigé par « le professeur Bockoski »

« Un comité ukrainien de secours aux affamés de l'Ukraine et du Kouban a été organisé le 15 août à Bruxelles »; il est présidé par ingénieur Yakovliv. »

« Le congrès européen des minorités et la famine en Ukraine », information de Berne, BPU, 7

Note manuscrite sans référence, 20 octobre 1933, 175, 1 p., in extenso

« M. de Fontenay [64], sur avis de M. de Robien, est venu demander des informations sur le Comité d'organisation de secours aux affamés de l'Ukraine dont il avait été sollicité d'accepter la présidence d'honneur. Il a indiqué que cette demande lui avait été faite par le prince Tokary.

En raison des conditions actuelles, des susceptibilités polonaises et soviétiques en matière ukrainienne, et de la personnalité même du prince Tokary (connu pour ses opinions d'extrême droite et qui fut associé à l'action de Petlioura et de Skoropadski [65]) il a été indiqué à M. de Fontenay qu'une grande prudence paraissait opportune.

M. de Fontenay a décidé de refuser la proposition qui lui était faite. »

---

[63] Sur « Union nationale démocratique ukrainienne », « parti nationaliste ukrainien » le plus important de Pologne, Europe URSS, relations Pologne-URSS, vol. 1016, janvier 1930-août 1931; SDN, vol. 2167-2169, Pologne, dossier général, août 1934-juillet 1936; 2174-2175, Pologne, dossier général, septembre 1938-22 février 1939, MAE.

[64]. Ancien ambassadeur auprès du Saint-Siège, avant Charles-Roux, remarquable et intelligent avant 1914 (voir ses courriers dans la Nouvelle Série, 1897-1918, MAE), devenu fort clérical à Rome-Saint-Siège, évolution très courante, Charles-Roux compris (voir index du *Vatican* pour chaque ambassadeur).

[65]. Sur ces chefs ukrainiens, animateurs de la contre-révolution depuis 1918 et éminents pogromistes, voir Arno Mayer, *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, Paris, Fayard, 2002, index (et chapitres correspondants), et archives « ukrainiennes » policières, diplomatiques et militaires.

Lettre du président intérimaire du Comité d'organisation de secours aux affamés de l'Ukraine à l'ambassadeur Peretti de la Rocca, Paris, 20 octobre 1933, 178, 1 p.

« Monsieur l'Ambassadeur de Panafieu, qui est membre du comité central de la Croix-Rouge française et par conséquent ne peut occuper de poste dirigeant dans notre Comité, nous engage vivement à prier Votre Excellence de bien vouloir prendre notre œuvre sous sa protection et d'accepter la présidence de notre Comité ». Celui-ci « s'est assuré déjà le patronage des cardinaux et d'autres personnalités et l'énergique appui de l'archiduc Guillaume d'Autriche, cousin germain du Roi Alphonse XIII, qui se joint à nous pour prier Votre Excellence de bien vouloir accepter la présidence de notre Comité », et il lui annonce notre « réunion plénière » qui se tiendra sans doute « dans une dizaine de jours », etc.

transmis avec lettre manuscrite de Peretti de la Rocca à « mon cher ami » en marge au crayon « urgent. M. Rochat », 25 octobre 1933, 177, 1 p.

Je n'accepterais « que si le Département y voyait un avantage évident. »

notice biographique du prince Tokary, manuscrite, de la même main que *supra*, « cl. *(sic)* [66] 7 novembre 1933 », 179

né le 24 juin 1885 en Ukraine, « arrive en France le 9 novembre 1924.

Ancien propriétaire foncier en Ukraine, connu pour ses opinions d'extrême droite. A pris part au mouvement national ukrainien sous la dictature de l'hetman et qui fut associé à l'action de Petlioura et de Skoropadski, a été envoyé à ce titre comme Conseiller de la légation ukrainienne à Vienne.

Après le retour des bolcheviki *(sic)* en Ukraine, s'est réfugié à Varsovie où il a participé à la conclusion du traité conclu en 1920 entre la Pologne et Petlioura. Attaché à la personne de ce dernier, fut alors Ministre des Affaires étrangères du "front ukrainien", puis ministre adjoint.

Était (? Mot illisible) (1930) président de l'association des Anciens combattants ukrainiens. "Renseignements favorables en privé". Secrétaire général du Cercle d'études ukrainiennes (61, bd Saint-Germain). »

Note dactylographiée, sans référence, de la direction d'Europe, 7 novembre 1933, 180

Reprend les mêmes thèmes que ceux des deux manuscrits sur le prince Tokary.

« Il semblerait donc que les organisateurs ukrainiens de ce Comité paraissent poursuivre en l'espèce un but plus politique qu'humanitaire. […] Il y a lieu de noter, en outre, que si, en dépit des dénégations soviétiques, *une forte disette paraît s'être effectivement manifestée en certaines régions de l'Ukraine, notamment au moment de la "soudure", la gravité semble en avoir été vivement exagérée et exploitée par une campagne (de source allemande, semble-t-il) hostile au régime soviétique* [67]. Enfin la situation sous ce rapport paraît s'être sensiblement améliorée depuis les récoltes. [**La direction Europe du Quai d'Orsay est donc constituée de complaisants ou aveugles du même type qu'Herriot?**]

Enfin, en présence des susceptibilités tant soviétiques que polonaises à l'égard de toute activité ukrainienne, une certaine réserve paraît dans les conditions actuelles particulièrement opportunes en ce domaine. »

7 N 2999, rapports des attachés militaires en Pologne, 1933-35, SHAT

Rapport 368 de l'attaché militaire d'Arbonneau, Varsovie, 15 novembre 1933, 11 p.

[66] Abréviation pour « classement »

[67] Souligné par moi, ALR.

Sur « l'assassinat par un étudiant ukrainien d'une fonctionnaire du Consulat soviétique, des bagarres sanglantes qui ont eu lieu peu de jours après dans une rue de Lwow » et leurs suites, claires « sur l'agitation menée en Galicie orientale par l'organisation ukrainienne nationale (OUN) » dont « l'État-major […] est à Berlin; Konowalec et ses adjoints, en très bonnes relations avec l'État-major allemand, sert les plans de ce dernier dont l'intérêt est d'entretenir sur les arrières de la Pologne une activité anti-polonaise et une effervescence permanente. Dans son ensemble, la population ruthène de Pologne orientale condamne les moyens terroristes de l'OUN. » mais (10) « par les chimères qu'elle entretient d'une Ukraine indépendante ou autonome, elle favorise ces attentats. » 11

SDN, Sous-série IX, dossiers géographiques, Pologne, vol. 2164, novembre-décembre 1933, MAE

Renseignement du service français Société des Nations (sans doute Marcel Hoden), 23 novembre 1933, 2 p.

[**l'informateur couvre un gros mensonge sur le désintérêt du Reich envers l'Ouest et Dantzig [68], mais fournit un rapport intéressant sur les appétits ukrainiens de ce dernier, une des clés de l'accord germano-polonais du 26 janvier 1934**]

Un excellent informateur – dont l'information provient « de deux journalistes allemands », von Hahn, « chef de la propagande nazie dans les milieux de la Société des Nations » et le « correspondant du Völkische Beobachter » - a fourni un rapport « sur les origines de la négociation germano-polonaise. »

Une entrevue Göbbels-Beck a eu lieu « pendant l'Assemblée de la Société des Nations » que Göbbels a résumée « à quelques journalistes de son pays, dans une réunion strictement privée à laquelle assistaient les deux interlocuteurs de notre informateur.

M. Göbbels ayant dit le désir du chancelier Hitler d'engager des pourparlers directs avec la Pologne, M. Beck se montra disposé à y répondre aussitôt. M. Göbbels a précisé qu'il ne s'agissait pas, dans la pensée du Führer, d'un accord vague ou limité, mais d'une entente profonde qui transformerait radicalement le destin des deux pays et leurs relations. […] d'après M. Göbbels, l'avenir de l'Allemagne et de la Pologne n'est pas à l'occident, mais à l'orient. La hantise séculaire du Drang nach Osten [**poussée vers l'Est**] anime encore, avec M. Hitler et M. Rosenberg, tous les chefs du national-socialisme qui envisagent un programme en deux parties : d'abord, en renonçant (1) à toute politique de nature à troubler la paix à l'ouest, obtenir, de ce côté, la sécurité indispensable à une libre action vers l'est; ensuite, selon l'expression de M. Göbbels, supprimer la barrière que constitue la Pologne sur les chemins de l'Europe orientale et des Pays Baltes. L'Allemagne préférerait que cette barrière fût ouverte de bon gré, mais il est de toute nécessité qu'elle le soit d'une façon ou de l'autre.

En comparaison des perspectives infinies qu'ouvrent à l'expansion allemande les immenses plaines russes, a dit M. Göbbels, qu'importent les quelques centaines de km^2 du couloir polonais? Le ministre allemand, découvrant toute sa pensée, aurait ensuite fait comprendre à M. Beck que, commencée par des accords de non-retour à la force, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique, l'entente polono-allemande pourrait se développer en portant sur une action commune en Ukraine et dans les Pays Baltes : non seulement le Reich garantirait l'intégrité territoriale de la Pologne et l'inviolabilité de es frontières, mais il serait prêt à s'entendre avec sa voisine orientale sur le partage des territoires convoités.

[68] Mêmes références.

M. Göbbels a terminé son exposé en déclarant à ses compatriotes que M. Beck avait paru très impressionné, et dans un sens favorable, par son exposé et lui avait promis de saisir aussitôt le Maréchal Pilsudski des intentions allemandes. »

ASPECTS CONCRETS DE LA COLLABORATION GERMANO-POLONAISE CONTRE L'UKRAINE SOVIÉTIQUE, 1933-1935

Cette action allemande anti-polonaise et anti-russe (et pas spécifiquement anti-bolchevique) n'empêche pas la Pologne de Pilsudski (et de son ministre des Affaires étrangères Beck, successeur à sa mort en mai 1935) de se croire l'alliée « ukrainienne » du Reich. Sur l'acharnement russophobe et la servilité pro-allemande des dirigeants polonais, jusqu'à l'assaut du Reich en septembre 1939, une des meilleures sources est fournie par les archives allemandes, (*Documents on German Foreign Policy*), dont on trouve écho dans *Le choix de la défaite*). Mais les archives françaises sont riches [69].

7 N 3024, rapports des attachés militaires en Pologne, 1928-9, et 1933-9, SHAT

Renseignement 17795, 11 juillet 1933, « Ukraine. Relations entre la Pologne et l'Allemagne », 2 p. « Informateur très sérieux, mais recoupements nécessaires ».

Frantinsek Lickoski, « d'origine tchèque, citoyen polonais de l'ancien territoire contesté par la Tchécoslovaquie, est l'agent secret du Colonel Beck auprès du groupe Skoropatski [ici toujours écrit avec d au lieu de t] à Berlin […] information […] très importante. Car le fait qu'un homme aussi connu et aussi compromis que Lickoski, » qui « était l'ami intime de Cernotski, directeur de la maison de France à Prague, en 1919-20-21 », « puisse faire, sans difficultés, la navette entre Berlin et Varsovie permet de supposer qu'il y a entente entre Berlin et le colonel Beck », qui « serait d'ailleurs en excellents termes personnels avec Hitler. Il se rend compte, d'autre part, que la France abandonne la Pologne et il l'a déclaré en termes formels à un journaliste français il y a quelques jours. Aussi cherche-t-il des assurances du côté allemand. C'est ce qui expliquerait une intensité plus grande des pourparlers au sujet de l'Ukraine. » Varsovie dément et jure que « la Pologne ne renoncera jamais au couloir. » 1, « impression » du « journaliste mentionné plus haut. » mais « l'informateur » est convaincu « que la Pologne se déciderait à un arrangement pour le Couloir si l'on peut aboutir à une solution satisfaisante du côté de l'Ukraine. Étant donné sa situation intérieure, la Russie devra céder à la pression germano-polonaise. Quant à la liberté des communications navales polonaises, elle sera tout aussi assurée par Bosphore que par le Skager Rak [Skagerrak, détroit Mer du Nord-Baltique] car les Polonais s'entendront facilement avec les Turcs. Enfin Odessa vaut bien Gdynia [port de Dantzig].

[69]. Sur la fallacieuse idylle germano-polonaise, voir *Le Vatican*, notamment chapitres 6 et 8-9. J'ai consulté depuis sa rédaction une abondante correspondance fort précise sur cette complicité de 1933 à propos de l'Ukraine, très fallacieuse, le Reich voulant naturellement à la fois l'Ukraine *et* le corridor de Dantzig (et la Pologne en plus), notamment Europe URSS 1918-1940, vol. 985-986, relations Allemagne-URSS, juin 1932-mai 1934, fonds cités *infra* sur les ambitions allemandes en Ukraine (et les vol. suivants jusqu'au vol. 988, dernier de la série relations Allemagne-URSS, 1930-1940), et vol. 1016-1019, relations Pologne-URSS, janvier 1930-1939; et fonds SDN, Sous-série IX, dossiers géographiques, Pologne, vol. 2163-2177, février 1933-février 1940, (MAE). Dossiers les plus précis sur le plan politique, Europe URSS 1918-1940, vol. 678-679, Ukraine, janvier 1930-décembre 1935; 1093, nationalités et régionalisme, dossier général, janvier 1930-mai 1940; 1094, politique étrangère Ukraine, dossier général, août 1934-décembre 1939, MAE. Sur la collaboration germano-polonaise contre l'Ukraine soviétique, dans la perspective de l'assaut militaire, les archives du SHAT sont aussi indispensables : rapports des attachés militaires en Pologne, 7 N, vol. 2999, 1933-1935, vol. 3000, 1936-1937, vol. 3024, 1928-9 et 1933-1939. Ces fonds ont été très partiellement exploités dans *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy.*

Le plus gros écueil résiderait dans la maladresse des Polonais à l'égard des Ukrainiens d'ailleurs peu disposés à les subir. À tout le moins faudrait-il laisser à l'Ukraine une autonomie administrative.

Nota. Le groupe Skoropatski tend, de plus en plus, à devenir le groupe dirigeant, depuis l'avènement de Hitler.

Berlin ayant pris nettement la direction du mouvement le groupe Petlioura se rallie au groupe Skoropatski. »

EMA 2ème Bureau, renseignement Depas 882 « d'un informateur compétent et généralement bien renseigné », H/25.7/9, 23 juillet 1934, 2 p.

Dimitri Levitzki, à Vienne, « vient d'offrir à un journaliste ukrainien M. Paneyko, le poste de chef de la propagande ukrainienne à Londres et à Paris », mais Paneyko a refusé car il est l'« adversaire du séparatisme ukrainien. »

Déclarations de Levitzki [chef de l'UNDO (parti nationaliste ukrainien)] « au cours de l'entretien » avec Paneyko : il lui a parlé de la « politique commune » désormais de l'UNDO et UVO (organisation militaire ukrainienne) sous la direction de Konovaletz. « Cette politique est menée en plein accord avec Varsovie et Berlin et a pour but de préparer et de seconder la politique polono-allemande qui vise à séparer dans un délai de trois ou quatre ans l'Ukraine de l'URSS. D'après le plan polono-allemand l'Ukraine séparée de l'Union Soviétique formera un État indépendant sous le protectorat de la Pologne et de l'Allemagne. La Galicie orientale restera partie intégrante de la Pologne mais recevra une autonomie provinciale. (1)

D'après M. Levitzki entre l'Allemagne et la Pologne l'accord est parfait en ce qui concerne l'Ukraine.

L'UNDO a cessé toute propagande et activité anti-polonaises en Galicie et marche maintenant avec le bloc gouvernemental polonais. Toute son activité ainsi que celle de l'UVO est dirigée contre les Soviets, ces deux organisations font une propagande séparatiste en Ukraine. » Sur l'assassinat de Pieracki, Ministre de l'Intérieur, « par des Ukrainiens » Levitzki le dit l'œuvre d'« Ukrainiens exaltés à l'insu de Konovaletz, qui croyait sincèrement à un attentat des fascistes polonais. » et glose sur le fait que « Konovaletz […] le considère comme un coup de poignard à la cause ukrainienne. » et Levitzki espère « que ce crime n'aura pas de répercussions fâcheuses sur la politique ukrainienne de la Pologne ». et il « a […] ajouté qu'il a eu des conversations à Berlin avec les hommes de confiance d'Hitler (Rosenberg, Göbbels et Hess) et à Varsovie avec M. Beck et qu'il a la certitude absolue qu'au sujet de l'Ukraine il y a un accord entre la Pologne et l'Allemagne. »

EMA 2ème Bureau, renseignement Depas 1426, « source autorisée de seconde main, 4 novembre 1935 », G/7.11.35/5

« L'Allemagne et la Pologne ont organisé en territoire ukrainien soviétique, plusieurs bandes qui seraient chargées, au début d'une guerre, de détruire certains points importants du réseau ferroviaire de l'URSS.

Les points à détruire seraient :

la gare de Kazatin

la gare de Jmerinka

les voies ferrées Jmerinka-Kopaï et Jmerinka-Porokourov

la gare de Rakhni

la gare de Birzoula

la gare de Znamenka.

Par ailleurs une intense propagande est faite en Ukraine, en faveur de l'indépendance du pays, par les colons allemands. Cette propagande est dirigée d'Allemagne, par le *Martin*

Luther Bund, d'Erlanger, et par l'association évangélique *Licht im Osten* de Vernigerode am Harz. »

MISE AU POINT BIBLIOGRAPHIQUE SUR LES SOURCES DE « SIX MILLIONS DE MORTS » : ALAIN BLUM, LES HISTORIENS FRANÇAIS ET LEURS INSPIRATEURS (COMPLÉTÉE EN OCTOBRE-NOVEMBRE 2008)

Annie Lacroix-Riz :

Je signale deux exemples récents (1994 et 2002) sur la façon dont se diffuse en France la thèse de la famine, présentée sous les atours de la scientificité et de façon catégorique, mais sur des bases précaires :

L'historienne Sabine Dullin impute à la furie exportatrice, céréales comprises, de Staline (en vue d'« acquérir des positions solides sur le marché international et de supplanter les concurrents » [70]) « la terrible famine de 1933 qui fit environ six millions de morts et prit des proportions dramatiques en Ukraine, dans le Caucase du Nord et au Kazakhstan » [71]. La source unique citée de cette information est un ouvrage, dont il a été fait grand cas [72], du démographe Alain Blum, dont je vous livre le développement. Cet auteur cite plusieurs des textes de contemporains puisés aux « Archives diplomatiques » [73], notamment la dépêche du 13 septembre 1933 de l'ambassadeur de France à Moscou (Charles Alphand) et l'interview de la « Ministre de l'URSS en Suède » (et non pas en Norvège, son poste antérieur [74]), Mme Kollontay, à la presse norvégienne, présentés ci-dessus. Il relève les motivations du scepticisme éprouvé à l'égard de la thèse de la famine ukrainienne « par une partie de l'opinion et des responsables gouvernementaux » français, leur « méfiance » à l'égard d'« informateurs [provenant] surtout de l'Allemagne et des mouvements ukrainiens, suspectés d'être proches de l'extrême droite [75], et donc prêts à utiliser n'importe quel argument contre les Soviets. En outre, existe la crainte, toute diplomatique, de mettre en péril le processus de rapprochement engagé avec l'Union Soviétique, au profit d'une Allemagne de plus en plus menaçante. » Cette interprétation est certes compatible avec les sources originales françaises, mais ces précautions diplomatiques, indubitables, n'excluent en aucun cas l'existence d'une correspondance spécifique sur la « famine » ou la disette, d'ailleurs présente dans les fonds « économiques ». Suit une présentation des textes consacrés au prince Tokary, à Petlioura et à Skoropadski qu'on a également pu lire ci-dessus. Alain Blum conclut de ces mises en garde en provenance du Quai d'Orsay :

« Quoiqu'il en soit, l'aveuglement de certains Occidentaux reste surprenant tant les faits sont tragiques. Car l'ampleur des pertes est considérable. En 1933, six millions de décès

---

[70]. Interprétation antagonique avec le (pertinent) développement qui précède : l'obsession d'obtenir assez de devises pour moderniser l'industrie dans les meilleurs délais et combler l'épouvantable « retard » soviétique, *Des hommes d'influences*, p. 33-38.

[71] *Des hommes d'influences*, p. 38-39. Bigre! À six millions – l'équivalent de « la destruction des juifs d'Europe » (titre de l'ouvrage de Raul Hilberg) -, on imagine que le phénomène ait revêtu « des proportions dramatiques ».

[72]. Nicolas Werth cite et cautionne les chiffres d'Alain Blum, « La grande famine », Stéphane Courtois, Nicolas Werth *et alii*, *Le livre noir du communisme*, Paris, Laffont, 1997, p. 178, n. 1.

[73]. Avec des cotes différentes de celles qui figurent ci-dessus, Z 627 1 ou Z 622 1 ou 2, Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 96-99.

[74]. Correspondance de septembre-octobre 1933, en provenance d'Oslo (de Du Chayla, chargé d'affaires en Norvège), citée ci-dessus.

[75]. Le financement du mouvement ukrainien par Berlin, avant et sous Hitler, ne relève pas du soupçon, mais d'une réalité dont témoignent les archives de tous les pays, celles du Quai d'Orsay comprises (selon lesquelles le mouvement ukrainien est le protégé de Berlin dès avant 1914 : voir notamment la lettre 444 de Guillemin au ministre des Affaires étrangères, Vienne, 23 septembre 1907, Nouvelle série 1897-1918, Autriche-Hongrie, vol. 13, MAE). Voir par exemple Fritz Fischer, *Les buts de guerre* et Lacroix-Riz, *Le Vatican*, *passim*, et les sources utilisées pour *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy.*

sont imputables à la famine, à ajouter aux quatre millions de décès observés en temps normal. Le taux de mortalité dépasse 70 pour mille : en 1932, il était inférieur de 30 pour mille! » La source de ce propos catégorique est indiquée à la n. 61 : « Des travaux récents donnent une estimation qui paraît solide, bien que certaines hypothèses utilisées par leurs auteurs, en particulier celles qui concernent les migrations vers l'étranger, puissent paraître, il est vrai, conduire à sous-estimation de certains phénomènes. De plus, ces auteurs ont aussi choisi de concentrer l'essentiel du déficit démographique de la décennie 1930 sur cette seule année 1933, ce qui peut paraître un peu extrême » (on remarquera le paradoxe de l'expression « un peu extrême »).

Ces « travaux récents » et « ces auteurs » se bornent donc à *un* ouvrage statistique russe, qui, d'une part, « sous-estime » les migrations et, d'autre part, procède au regroupement, scientifiquement irrecevable, des morts d'une décennie sur une année. Cette curieuse méthode de resserrement des chiffres, qui permet ensuite d'ironiser sur « l'extraordinaire continuité de la machine administrative qui ne cesse de fonctionner malgré la mortalité parfois multipliée par plus de 10 » - est-il spécifique à l'URSS et à l'abominable Staline que les catastrophes, massacres avec ou sans guerre, n'anéantissent pas « la machine administrative » ?-, est cependant jugée encore insuffisante pour évaluer le phénomène : « et encore cette terrible mortalité est-elle ici quelque peu minimisée; car ces chiffres concernent l'ensemble du pays. » [76].

La carte de « l'extension régionale de la famine de 1933 » et les graphiques sur le « mouvement mensuel des décès dans quelques région de l'URSS » qui font suite à ces propos procèdent d'un regroupement chronologique de même type, l'année statistique 1933 n'étant pas disponible : « Les archives, incomplètes, ne permettent pas de présenter un panorama géographique précis. Mais le recensement de 1939 autorise une reconstitution indirecte des événements en rattachant la génération de 1934 à celle de 1938. » etc. [77] Comment peut-on fournir des chiffres mensuels pour 1933, alors qu'on admet par ailleurs ne pas disposer du simple chiffre annuel? Si les témoignages français (et soviétique, *a fortiori*) sont récusés comme relevant de « l'aveuglement de certains Occidentaux », en revanche sont retenus ceux des consuls italiens, au titre des « témoignages qui affluent de toutes parts ». Mais alors, pourquoi la formule *is fecit, cui prodest*, appliquée aux « aveuglements » français présumés, est-elle rejetée comme grille de lecture des rapports des consuls italiens, seule source « littéraire » retenue avec le « grand nombre de récits de vies, qui forment un panorama large de cette histoire tragique », recueillis par « la commission [américaine dirigée par Mace] pour l'étude de la famine en Ukraine » [78]?

Pourquoi le lecteur n'est-il pas informé de ce qu'établit la correspondance diplomatique française, pourtant consultée par Alain Blum : *seuls* les rapports des consuls allemands et italiens [79] firent état d'une « famine » ukrainienne tuant les paysans par millions – les textes les plus pessimistes de Dejean s'appuyant explicitement sur les comptes rendus allemands et italiens, comme ceux du *Foreign Office*. Or, l'Italie, engagée dans une alliance avec le Reich qui ne datait pas du 30 janvier 1933 [80], jouait alors les « auxiliaires » de Berlin en général avec sa proposition (essentiellement antisoviétique) de Pacte à Quatre, et en particulier en s'associant à la campagne politique sur l'Ukraine déchaînée par les hitlériens

[76] Alain Blum, *Naître*, p. 96-99 et n. 61, p. 243 (ouvrage d'Evgenij M. Andreev, Leonid E. Darskij et Tatiana L. Khar'kivan *Istorija Naselenija SSSR, 1920-1959*, Moscou, Muzej Goskomstata SSSR, 1990).

[77] *Ibid.*, p. 99-107.

[78] *Ibid.*, n. 63, p. 243, «récits de vies » américains et rapports des consuls italiens (*Lettere de Kharkov La carestia in Ucraina e nel Caucaso del Nord nei rapporti dei diplomatici italiani, 1932-1933*, Turin, Einaudi, 1991), sources curieusement non contestées. À quel titre l'« aveuglement » les épargne-t-elles?

[79]. Voir *supra* plusieurs courriers cités, URSS 1918-40, vol. 1036, situation économique, 3 août 1932-18 janvier 1940, MAE.

[80]. Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican*, notamment chapitres 3 et 8.

dès les premières semaines de leur arrivée au pouvoir. En faisait autant l'autre « auxiliaire » du Reich, la Pologne, à la russophobie obsessionnelle (non réductible à l'antisoviétisme). La campagne de séduction que mena le Reich auprès d'elle aboutit au « traité d'amitié » du 26 janvier 1934, simple morceau de papier qui l'arracha à sa (fausse) alliance avec Paris [81].

Il convient au surplus de mettre en cause le sérieux scientifique des études conduites à Harvard, car cette prestigieuse université joue depuis le début de la « Guerre froide » un rôle crucial dans la gestion, idéologique mais pas seulement, de l'« empire » américain, notamment via ses centres d'activités « russes » gravitant autour du « Russian Research Center » fondé en 1947, et « modèle de coopération avec la CIA et le FBI » [82]. L'étude des centres d'élaboration de la thèse de la famine génocidaire ukrainienne et de leurs dirigeants s'impose en effet autant que celle de ladite famine.

À l'ère de l'hallali contre l'URSS, Harvard créa (en 1973) sous l'égide du Département d'État le « Harvard Ukrainian Research Institute » (HURI). C'est un *médiéviste* ukrainien de Galicie orientale anciennement polonaise, Omeljan Pritsak, monarchiste émigré dans les années 1960 aux États-Unis, qui en fut le premier directeur (1973-1989). Ce pivot idéologique de la conquête américaine de l'Ukraine, retraité de Harvard à la fin de ce mandat, alla créer sous mandat de Washington dès 1991 des institutions culturelles de l'Ukraine devenue « indépendante » : il fonda à Kiev l'Institut Oriental Institute de l'Académie nationale des Sciences et la revue *Skhidnyi svit* (Le monde oriental), avant de rentrer aux États-Unis [83]. Pritsak s'associa en 1981 le jeune chercheur James Mace (1952-2004), auteur d'une thèse sur « le communisme national en Ukraine dans les années 1920 » : il en fit le collaborateur direct de Robert Conquest, ancien des services secrets anglais voué à la croisade « académique » contre l'URSS depuis 1960 (présenté plus loin). Mace, devenu sous la houlette du médiéviste Pritsak et du « contemporanéiste » Conquest le champion de la thèse « génocidaire », fut nommé « directeur exécutif de la Commission américaine sur la famine en Ukraine ». À ce poste officiel occupé de 1986 à 1990 à Washington D.C. à la tête d'un organisme mentionné par Alain Blum comme source sérieuse de connaissance [84], l'intéressé collecta « les récits de témoins visuels [85] survivants en Amérique du Nord » (« plus de 200 heures d'enregistrement ») – une des grandes « sources » du tandem Conquest-Mace. Ce dernier s'établit en 1993 comme spécialiste de sciences politiques à Kiev, en Ukraine, où il mourut en 2004, célébré depuis lors comme un héros par les dirigeants actuels de l'Ukraine « orange » [86].

L'hebdomadaire français *Courrier international* a placé en 2002 Mace au centre d'un dossier intitulé, comme son article : « Comment on étouffe un génocide ». Ce texte sans note

---

[81] Annie Lacroix-Riz, *Choix* et *Munich, passim* (voir index, Pilsudski et Beck).

[82]. Bruce Cumings, « Boundary displacement : area studies and international studies during and after the Cold War », *in* Simpson Christopher éd., *Universities and Empire : money and politics in the social sciences during the Cold War*, New York, New Press, 1998, p. 163-167 (citation, p. 163-164), et surtout Sigmund Diamond, *Compromised Campus : the collaboration or Universities with the Intelligence Community, 1945-55*, Oxford University Press, New York, 1992, chapitres 3-4, consacrés au « Russian Research Center ».

[83] Liste de ses œuvres d'histoire médiévale et références biographiques (anglais et ukrainien), http://en.wikipedia.org/wiki/Omeljan_Pritsak.

[84] « La commission pour l'étude de la famine en Ukraine » - la commission Mace – « récemment créée aux États-Unis », écrivait Alain Blum en 1994, a recueilli un grand nombre de récits de vies, qui forment un panorama large de cette histoire tragique » (???), *Naître*, n. 63, p. 243.

[85] Des témoignages ukrainiens (d'Ukrainiens d'où? de la Galicie orientale polonaise?) de ce type constituèrent le pivot de la campagne « ukrainienne » des années trente de ressortissants de Galicie orientale voire d'émigrés aux États-Unis depuis 1913 (*Bulletin du bureau de presse ukrainien*, 42 rue Denfert-Rochereau, 28 septembre 1933, cité *supra*).

[86] Morgan Williams, *Obituary* (notice nécrologique), *The Action Ukraine Report*, 4 mai 2004, et George B. Zarycky, « Profile: James Mace, junior collaborator of Robert Conquest », *The Ukrainian Weekly*, vol. 51, no. 12, 20 mars 1983, dossier documenté de http://en.wikipedia.org/wiki/James_Mace

de référence est assorti d'un article, identique de ce point de vue, de Raymond Clarinard, intitulé « Une politique délibérément meurtrière » et surtitré « historiographie ». Il en ressort qu'il n'existe pas d'historiographie sur la famine ukrainienne, au motif, argue-t-on, de « l'indifférence occidentale. Peu d'historiens et de chercheurs occidentaux s'intéressent à la famine de 1933 et plus généralement à l'Ukraine, ce qui accroît encore l'isolement des spécialistes locaux. Ces derniers doivent travailler sans moyens, dans un pays rongé par la corruption et où l'Histoire, précisément parce qu'elle est fertile en polémiques, suscite la méfiance de l'opinion publique. D'où le silence qui continue de planer soixante dix ans après les faits sur la famine "artificielle" et ses millions de victimes. » [87]

On se demande bien 1° pourquoi pareil sujet eût échappé à une historiographie « occidentale » si friande des horreurs soviétiques; 2° en quoi « l'isolement » des historiens vernaculaires – qui auraient donc impérativement besoin des « Occidentaux » pour trouver leurs sujets et effectuer leurs recherches – les eût empêchés d'enquêter sur leur pays martyrisé par les Russes : sujet tabou ou au contraire particulièrement porteur dans l'Ukraine, amatrice de « polémiques » antirusses, de la dernière décennie? En quoi la corruption du pays constitue-t-elle un obstacle à cette mise au travail d'historiens « sans moyens »? En vertu de quel privilège le fait de travailler sur l'URSS dispense-t-il les chercheurs de se plier aux règles méthodologiques valables pour toute recherche historique, notamment en matière de maniement des sources?

Le seul ouvrage qui, à ma connaissance (acquise grâce aux indications fournies en juillet 2005 par l'universitaire belge Jean Pestieau), traite des étapes historiques de la campagne de propagande, d'origine nazie, allemande et américaine (Hearst et sa presse) dans les années trente et quarante, relancée dans les années 1980 de l'ère Reagan, et est celui, essentiel et épuisé mais téléchargeable de Douglas Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987. Douglas, ancien photographe de presse y apporta notamment la démonstration, comparaison de photographies à l'appui, que celles des années 1930, publiées par la presse Hearst et par la presse et les publicistes allemands et autrichiens nazis, ont été empruntées à la famine de 1921-1922 (famine de la Russie soviétique épuisée par la « guerre civile extérieure » - pour reprendre une expression de Chautemps le 29 novembre 1937 à propos de l'Espagne [88].

Peu avant la publication de cet ouvrage, la relance politique reaganienne du thème de « la famine en Ukraine » mit aux avant-postes le publiciste anglo-américain Robert Conquest, qui consacrait son activité éditoriale à l'URSS depuis les années 1960. Cette idole de la soviétologie française, S. Courtois en tête [89], est, comme son « protégé » Mace, considéré par les spécialistes anglo-saxons d'histoire sociale qui ont travaillé sur la famine des années 1930 [90] comme un pur idéologue ou agent très richement doté par les institutions officielles et officieuses américaines ou américano-ukrainiennes. Conquest a été promu au vedettariat depuis 1986, avec l'ouvrage *Harvest of Sorrow* (New York, Oxford University Press, 1986), « projet lancé par le Harvard Ukrainian Research Institute et codirigé par James Mace ».

Initiative « d'une importance exceptionnelle », puisque « jusqu'en 1986 » et cette publication, s'enflamme Andrea Graziosi, « les historiens avaient quasiment ignoré cet événement contradictoire », que décrivaient pourtant si bien « les rapports expédiés par les

[87]. *Courrier international*, n° 595, 28 mars-3 avril 2002, p. 47-48.

[88] Sur l'utilisation par Chautemps de ce concept au cours de la réunion franco-anglaise du 29 novembre 1937 (je dis bien 1937) où fut scellé l'abandon de la Tchécoslovaquie, *Le choix de la défaite*, p. 418-422 et 562 et *De Munich à Vichy*, p. 6, 42, 55, 292.

[89] Qui m'a assaillie sur deux-tiers de page du n° 1 de la revue des « néo-conservateurs » bushiens de France, *Le meilleur des mondes*, fondée au printemps 2006, « Vous avez dit "négationnisme" ? », p. 29.

[90] Parmi lesquels Lynne Viola, R.W. Davies et S. Wheatcroft, cités plus loin dans mon courrier à un journaliste du *Monde.*

diplomates italiens à Mussolini ». Cet universitaire italien (Naples), associé à l'EHSS, membre de divers comités de rédaction de revues, dont celui des *Harvard Ukrainian Studies*, s'inscrit dans le courant « génocidaire », comme l'atteste son article échevelé, paru en français en 2005 (après la version « ukrainienne »), « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le *Holodomor* ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? » [91]. Cet hymne à l'équipe Conquest-Mace est fondé sur de la seconde main quand il fournit des références (entre statistiques démographiques générales et ouvrages phares de la « faminologie » [92], sans oublier *J'ai choisi la liberté* de Kravtchenko [93], individu sans scrupule, voire gangster selon les diplomates français de Guerre froide [94]), le plus souvent, Graziosi émet des affirmations sans aucune référence. Il commet en outre d'énormes erreurs avérées quand il aborde, en vue de noircir encore le tableau, d'autres terrains que l'histoire sociale, (du style « Varsovie devint, après 1930, toujours plus favorable au *statu quo* » territorial) [95].

Harvest of Sorrow fut lancé en effet par l'HURI et doté notamment, ce qu'Andrea Graziosi ne précise pas, d'une « subvention de 80 000 dollars de la National Ukrainian Association, un groupement de New Jersey à la vénérable tradition d'extrême droite [dont] le journal, *Swoboda*, avait été interdit au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale pour ses sympathies pro-allemandes » : la subvention était accordée à la condition que le travail fût accompli par Conquest, avec « l'assistance de James Mace ». L'ouvrage a pour « sources » 1° les articles des journalistes hitlériens, allemands ou de la presse Hearst, des années trente dont Douglas Tottle a démontré en 1987 les escroqueries (y compris les photos de 1921-1922 transformées en photos de « la famine en Ukraine » de 1933) et 2° les « témoignages » *a posteriori* d'Ukrainiens (de Galicie orientale) émigrés aux États-Unis, notamment un recueil de 1953, *Black Deeds of the Kremlin* [96]. Il n'a, sous le titre de *Sanglantes moissons : la collectivisation des terres en URSS*, été traduit en français qu'en 1995, dans un volume commun avec son jumeau, aussi effroyable, *La Grande Terreur : les purges staliniennes des années 30* – autrement dit à l'époque où s'était mis en place le dispositif idéologique Furet-Courtois qui aboutit au *Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois *et al.* [97]. Conquest avait lancé la surenchère aux millions de morts en estimant à 7 millions les victimes de ladite famine (dont 6 pour l'Ukraine seule, soit 20% du total de l'Ukraine soviétique). Le chiffrage a oscillé depuis vingt ans entre 6 – on ne pouvait faire moins que celui du génocide juif, après quoi on est allé nettement au-delà (avec 7,9 d'Ukrainiens pour Mace), et jusqu'à – et 17, soit plus de la moitié d'une population ukrainienne estimée à environ 30 millions à la fin de la décennie 1920).

Conquest, ancien des services secrets britanniques pendant la Deuxième Guerre mondiale puis juste après et jusqu'en 1956, voué au sein de l'*Information Research Department* (IRD) britannique à l'action et à la propagande antisoviétiques, fut ensuite

---

[91] *Cahiers du monde russe*, juillet-septembre 2005, p. 455.

[92] Coplon, « A 55-year-old famine feeds the Right », excellente présentation des enjeux politiques de la croisade ukrainienne de Reagan, « Conquest et Cie » peu après la sortie du livre de Douglas Tottle, *Fraud*.

[93] Écrit, à l'américaine, Kravchenko, une des références du propos « nombreuses étaient les voix à parler » avant le grand événement de 1986 « à qui était capable de les écouter », *Cahiers du monde russe*, juillet-septembre 2005, n. 5, p. 454.

[94] « Note pour le consul général » n° 2874 de Mlle Daumarie, 9 janvier, et lettre n° 77 de Ludovic Chancel, consul général de France à New York, à l'ambassadeur, 14 avril 1948, *Europe URSS 1944-1948* vol. 45, relations avec les Anglo-Saxons, janvier-mai 1948, MAE.

[95] *Art. cit.*, p. 463, énormité qu'on rapportera à mon descriptif de la politique extérieure de la Pologne, engagée en totale complicité avec Berlin, dans l'action « ukrainienne » contre Moscou, *Choix* et *Munich, passim.* L'article éclate de haine, jusqu'à négliger le vocabulaire relevé seyant à la production académique.

[96] Jeff Coplon, « A 55-year-old famine » (*Black Deeds* cité 145 fois).

[97] Voir Annie Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine sous influence*, Paris, Le temps des cerises, 2004, p. 11 *sq.*

associé au Harvard's Ukrainian Research Institute et chercheur (« senior research fellow ») de la fondation Hoover de l'université de Stanford, deux des plus éminentes institutions universitaires américaines vouées à la croisade antisoviétique. On trouvera une notice de ce fondateur de la « faminologie » (Jeff Coplon) sur le site de ladite fondation, http://www.hoover.org/bios/conquest.html. Elle est explicitée par nombre de travaux décrivant ses attaches avec la CIA, qui finança ses travaux d'emblée : Conquest fut en effet un auteur des éditions Praeger, directement subventionnées par la CIA, qui voulait assurer la plus large notoriété aux intellectuels « occidentaux » antimarxistes les plus résolus, comme l'a montré Frances Saunders, une des meilleures historiennes du *Congress for Cultural Freedom* créé par le Département d'État et la CIA en 1949-1940 [98].

MISE À JOUR PARTIELLE EFFECTUÉE ENTRE NOVEMBRE 2006 ET NOVEMBRE 2008

(sachant que des éléments de ce qui précède ont été modifiés également en octobre-novembre 2008 : précisions critiques et références rendues indispensables au fil des ans)

Réponse à un ami correspondant qui m'a transmis l'article baptisé « Enquête » « Le tabou de l'"Holodomor" ukrainien », paru dans Le Monde, 24.11.06

(sur le sort de ce texte, envoyé au *Monde*, voir la précision apportée à la fin)

Commentaire du texte de M. Benoît Hopquin (reproduit ci-dessous) qui me met en cause, tant sur le fond de mes recherches, opposées à celles d'autres chercheurs (I), que sur mon comportement envers lui (III), sans préciser les liens entre les aspects politiques et historiques de la vieille campagne sur l'« extermination par la faim » ou « génocide stalinien » contre l'Ukraine ravivée ces deux dernières années en France (II).

Remarques concernant mes recherches et celles d'autres chercheurs

« La gravité de la famine est cependant contestée par quelques historiens *revendiquant leur fidélité communiste*. » *Le Monde* a pris l'habitude de préciser que j'étais « membre du parti communiste » pour déprécier mes travaux depuis les 9 et 11 octobre 1996, où il a présenté mes découvertes (alors censurées) sur la collaboration économique franco-allemande en général et la fabrication en France par Ugine, la vente au Reich et l'utilisation du Zyklon B en particulier. C'est mon appartenance politique qu'invoqua M. Nicolas Weill, le 11 octobre 1996, dans son article « Des entreprises françaises au service de l'Allemagne nazie », pour déprécier un aspect de mon article « Les élites économiques françaises et la collaboration économique: la banque, l'industrie, Vichy et le Reich ». Dans cette étude censurée et bloquée depuis avril 1994 par la revue historique du ministère des Finances *Études et documents*, finalement publiée par la *Revue d'Histoire de la Shoah. Le monde juif*, n° 159, janvier-avril 1997, p. 8-123, je comparais les patronats américain et français et relevais la collaboration économique entre les États-Unis et le IIIème Reich : « les Alliés anglo-saxons […] assurèrent au Reich des livraisons massives, presque jusqu'au terme du conflit, par le biais des neutres - Espagne et Suisse notamment: moyen à la fois de prolonger une guerre lucrative et d'épuiser, avec le partenaire-rival allemand, les Soviets. »

Cet extrait, d'une audace limitée, me valut le grief de « déborder largement [m]on sujet » et d'entretenir des arrière-pensées coupables : « on devine clairement où l'auteur veut en venir... ». Depuis les insinuations de M. Weill, la considérable et fructueuse collaboration économique germano-américaine, notoire depuis des décennies dans l'historiographie anglo-saxonne, est devenue (notamment par la publicité faite à des travaux sur la famille Bush dans

[98] *The cultural Cold War : the CIA and the world of art and letters*, New York, The New Press, 1999, p. 420-421, 244-247 et 305 (traduction française, *Qui mène la danse, la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2004. Voir aussi sur mon site « Des champions de l'Ukraine indépendante et martyre à l'Institut d'histoire sociale » : fichier « La Banque Worms et l'institut d'histoire sociale ».

les années trente et quarante) un sujet médiatique banal en France. La correspondance diplomatique dont je faisais état a donc été avérée et mes conclusions vérifiées. Ma « *fidélité communiste* », que nul n'a besoin d'invoquer, sauf à pouvoir démontrer qu'elle me conduirait à violer les règles de mon métier, demeure dépourvue de rapport avec la matière du dossier « ukrainien » présenté par M. Benoît Hopquin à titre de nouvelle démonstration.

« La Française Annie Lacroix-Riz, qui enseigne à Paris-VII, dénonce ainsi une "opération de propagande", "un bobard" et préfère évoquer "une sérieuse disette conduisant à un strict renforcement du rationnement" (Sur la "famine" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane) ». Je ne suis donc que « la Française Annie Lacroix-Riz, qui enseigne à Paris-VII », ou « l'historienne »; Nicolas Werth, présenté comme « l'un des meilleurs connaisseurs français de la période », est gratifié de son titre de « directeur de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent, dépendant du CNRS »; « l'historien Stéphane Courtois, coauteur du *Livre noir du communisme* » (ouvrage auquel *Le Monde* a consacré depuis sa sortie une publicité éditoriale exceptionnelle) est également supposé savoir de quoi il parle. M. Benoît Hopquin a omis de préciser mon titre de professeur d'histoire contemporaine (et divers autres titres, qui figurent sur la 4e de couverture de nombre de mes livres : ancienne élève de l'École normale, agrégée d'histoire, Docteur ès Lettres) et ma spécialité de relations internationales : ces deux qualités légitiment pourtant mon intervention sur la « campagne allemande, polonaise et vaticane » qui escorta en les dissimulant les plans allemands de conquête de l'Ukraine. Certifiant les compétences de MM. Werth et Courtois, le journaliste suggère la minceur des miennes : mes *a priori* politiques aggraveraient donc ma médiocrité et mon incompétence professionnelles.

Le document dont il fait état n'a pas été publié. Il a été destiné originellement à mes étudiants dans le cadre d'une question de concours d'agrégation et de CAPES de 2003-2004 (« Les sociétés, la guerre et la paix, Europe, Russie-URSS, États-Unis, Japon, 1911-1946 »), sujet qui offrit à M. Nicolas Werth le thème à grand succès, diffusé dans nombre de manuels de préparation, de « la guerre de Staline contre son peuple ». Je l'ai ensuite adressé à mes listes de diffusion via Internet, origine évidente de la frénésie contre ma personne et mes travaux déployée depuis avril 2005 par plusieurs organisations « ukrainiennes », dont la cléricale « Ukraine 33 ».

Le caractère inédit de ce recueil critique de textes originaux en rendra l'accès plus difficile aux lecteurs du *Monde* et par voie de conséquence entravera le contrôle par ce dernier des propos ainsi tenus (la seule référence jusqu'ici publiée sur la polémique relative à « la famine en Ukraine » figure dans mon dernier ouvrage, *Le choix de la défaite*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 205). Envoyé en 2004 à mes étudiants de concours, le texte a été enrichi en 2005, sur la base de nouvelles découvertes d'archives et analyses de travaux. Intitulé d'abord « Sur la "famine" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane », il a vu en 2005 son titre ainsi modifié : « Sur la "famine génocidaire stalinienne" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane ». Il a circulé en version PDF sous ce titre depuis juillet 2005 et sur mon site www.historiographie.info. On le trouvera ci-joint (certains de mes destinataires l'ont déjà reçu, d'autres, non, comme le second texte joint : *cf. infra*).

Le contenu de cette présentation critique de correspondance diplomatique et militaire *contemporaine des faits* me dispense d'argumenter longuement sur le fond scientifique de la question (mais on trouvera ci-dessous des observations sur des travaux alors non mentionnés). Il démontre que M. Benoît Hopquin connaît mon travail sur la seule base des propos tenus contre moi par M. Courtois et les siens dans leurs diverses tribunes idéologiques et politiques, dont certaines portent le label officiel du gouvernement ukrainien, sur Internet (Ukraine Europe, etc.) et ailleurs. Le dossier infirme en effet notamment deux passages de l'article du *Monde* : 1° « Les réfractaires s'appuient notamment sur le voyage d'Édouard Herriot dans la

région en 1933. L'homme politique radical s'était répandu sur la prospérité des campagnes ukrainiennes. Mais des travaux historiques ont, depuis, démontré comment le voyageur, obnubilé par sa volonté d'un rapprochement franco-soviétique, avait été magistralement abusé par ses hôtes »; 2° « Tandis que des hommes mouraient de faim, l'URSS exportait des céréales (1,7 million de tonnes en 1932, puis en 1933). »

J'ai réagi par ailleurs en octobre 2005 contre la campagne conduite sans répit par les groupements « ukrainiens » œuvrant en France et par leurs amis, notamment MM. Courtois et Panné, contre Bruno Drweski, maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'INALCO, et, depuis près de deux ans, contre moi-même, dans un texte qu'on trouvera également joint au présent courrier (« Des champions de l'Ukraine indépendante et martyre à l'Institut d'histoire sociale » : fichier « La Banque Worms et l'institut d'histoire sociale »). Les lecteurs y trouveront par ailleurs des éléments complétant le documentaire historique produit par l'historien et documentariste allemand Hans-Rüdiger Minow qui doit être diffusé sur Arte le mercredi 29 novembre à 20 h 40, « Quand la CIA infiltrait la culture ».

« Nicolas Werth s'est engagé depuis le début de l'année 2000 dans un projet de publication de documents sur le Goulag (6 volumes, sous l'égide de la fondation Hoover et des Archives d'État de la Fédération de Russie) » (précision figurant sur son site). La fondation Hoover (*Hoover Institution on War, Revolution and Peace*, fief républicain depuis sa création en 1919, rattaché à l'université de Stanford) comme nombre d'institutions de recherche et universités américaines, finance depuis sa création des études sur l'URSS et le communisme dont les motivations dépassent les enjeux scientifiques. On se reportera, sur les liens entre « l'empire » américain et les études universitaires commanditées depuis 1919 et surtout depuis 1945, aux travaux de James Allen Smith, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, Free Press, 1991, Sigmund Diamond, *Compromised Campus : the collaboration of Universities with the Intelligence Community, 1945-55*, Oxford University Press, New York, 1992, et Christopher Simpson, éd., *Universities and Empire : money and politics in the social sciences during the Cold War*, New York, New Press, 1998.

Ces ouvrages révèlent la subordination de nombre d'institutions universitaires et autres *think tanks* aux stricts impératifs de la politique extérieure américaine – statut dont témoigne également le documentaire télévisé déjà cité. Je ne travaille pour ma part « sous l'égide » d'aucune institution privée ou d'État, mais grâce au traitement que m'assure, via la puissance publique, l'impôt du contribuable français, lequel n'oriente pas mes recherches. Les études sur le Goulag et sur « la famine en Ukraine » - que ne finance sans doute pas la Fédération de Russie, mais qui mobilisent « les pays […] abritant une forte communauté ukrainienne comme les États-Unis, le Canada ou l'Australie, [qui] ont aujourd'hui reconnu officiellement [son] caractère génocidaire » - sont dotées de moyens financiers considérables, sans cesse croissants depuis les années 1980. J'ai fait connaître en 2004 mon opposition à ce type de patronages et financements extérieurs à la sphère universitaire et ma critique des atteintes contre l'indépendance des chercheurs y afférentes (*L'histoire contemporaine sous influence*, Paris, Le temps des cerises). Je maintiens entièrement cette position.

M. Nicolas Werth, désormais rallié à la thèse de l'extermination stalinienne, renoncerait à se montrer « circonspect sur la qualification de l'Holodomor [car…] les derniers textes exhumés des archives, notamment des lettres de Staline, ont infléchi sa position. » Quels textes récemment découverts? Assurément pas ceux qu'ont consultés R.W. Davies et S. Wheatcroft pour rédiger *The years of Hunger, Soviet agriculture 1931-1933*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, livre fort documenté qui conclut à la « famine rurale » mais exclut son caractère planifié et génocidaire. « Est-ce un génocide? Plutôt oui. » Que signifie le jugement « plutôt oui » concernant un génocide, acte radical s'il en est? Aucun historien ne prétend que le IIIème Reich a « plutôt » visé « la destruction des juifs d'Europe ».

Selon la chercheuse canadienne Lynne Viola, la thèse de la famine (en l'occurrence, « dans les implantations spéciales » de koulaks déportés) demeure fragile. Le processus se serait étiré sur cinq mois, entre une « "*menac*[e] de famine *imminente*" » (souligné par moi) en février-mars 1933 et une amélioration « à la fin de l'été 1933 » - récolte une fois achevée, donc, après que l'appareil d'État eut multiplié les efforts pour améliorer les rations et parer à la catastrophe de « récoltes […] très mauvaises » de l'année précédente. Mme Viola, qui admet, comme beaucoup de chercheurs anglo-saxons, qu'on ne saurait confondre les estimations de « fugitifs » quittant l'Ukraine « affamée » et les nombres de morts, conclut son article « La famine de 1932-1933 en Union Soviétique » (pas seulement en Ukraine) par ce mélange de recul et de brouillage des concepts qui en caractérise l'ensemble : « […] la famine frappa toute la paysannerie, par-delà l'Ukraine et les autres enclaves non russes au sein de l'Empire. Aussi cette famine » (que l'auteur n'a pas démontrée) « peut-elle être considérée comme une conséquence atroce de la guerre menée contre la culture paysanne, guerre qui débuta par la collectivisation et la "dékoulakisation" qui tenta d'éradiquer la culture paysanne tout entière. Le terme de génocide culturel serait alors plus approprié pour décrire cette famine que celui de génocide national adopté par nombre de chercheurs ukrainiens » (*art. cit.*, *Vingtième siècle* n° 88, octobre-décembre 2005, p. 5-22, *passim*) et par leurs homologues non ukrainiens, France comprise.

décrit une situation alimentaire grave par l'intermédiaire de la documentation contemporaine mais n'entasse les morts que via « les souvenirs [récents] de disette » - elle a également édifié le concept romantique de « génocide culturel », dont je laisse au lecteur apprécier le sérieux scientifique[99]

Pourra-t-on un jour recenser des « millions de morts » dans le bref délai écoulé entre une « "menac[e] de famine imminente » et un rétablissement des approvisionnements? Staline et le régime soviétique auraient donc eu la capacité d'enfouir à jamais les 6 millions de morts (et jusqu'au double ou triple) entassés en quelques mois – au maximum entre le début de 1933 (*cf. supra* les propos d'Otto Schiller, « attaché agricole à l'ambassade d'Allemagne à Moscou », sur la perspective, fin 1932, d'une « famine inévitable », son rapport de février 1933, qui ne la décrit toujours pas) et la bonne récolte de juillet 1933? Et ce alors que l'extermination de six millions de juifs étirée sur *près de trois ans* a accumulé des preuves immédiatement visibles, perçues d'emblée très au-delà des frontières de la réalisation du processus, et conservées sur les lieux du génocide malgré les efforts que fit le IIIème Reich pour en dissimuler toute trace à partir de 1944. Lynne Viola est plus prudente que les chercheurs et démographes français, tel Alain Blum, non cité par Benoît Hopquin : grave lacune de l'article, puisque ce démographe a fourni en 1994 (*Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon) à Nicolas Werth le chiffre non de « cinq », mais de « six millions de morts » cité en 1997 (*Le livre noir du communisme*, Paris, Laffont, p. 178, n. 1). Cette estimation, établie sur une base méthodologique hautement fantaisiste, a été reprise sans critique par tous les « soviétologues » français depuis lors (voir la « Mise au point bibliographique sur les sources de « six millions de morts » : Alain Blum et les historiens français », dans mon texte joint sur « la campagne allemande, polonaise et vaticane) : cette historienne se garde de compter les morts et, si je comprends bien le français, qualifie de « génocide culturel » la liquidation de la propriété privée de la terre soviétique.

Quelle vaine emphase! Pourquoi ne pas soumettre à Raul Hilberg les nouveaux concepts de « "plutôt" génocide » et de « génocide culturel », qui mesurent surtout la pression idéologique et politique écrasante exercée depuis plus de deux décennies sur la

[99] « La famine de 1932-1933 en Union Soviétique », *Vingtième siècle* n° 88, octobre-décembre 2005, p. 5-22, citations, p. 13-14, 17-18 (abîme entre la documentation contemporaine de l'OGPU et les « souvenirs ») *passim*.

« soviétologie » mondiale, mêlant attraits (pour les financements et l'avancement des carrières « occidentales ») et intimidation (contre tout avis indépendant, fatalement iconoclaste).

Les liens entre les aspects politiques et historiques de la vieille campagne sur l'« extermination par la faim »

Si M. Benoît Hopquin a distingué deux domaines, politique et scientifique, de traitement du thème de l'« Holodomor » ukrainien, il a omis de signaler leurs liens organiques, qui accentuent les dépendances susmentionnées. Il eût dû

1° reconnaître que les promoteurs du thème du génocide à « millions de morts » sont les groupements « ukrainiens » (ou prétendus tels), héritiers des fascistes ukrainiens actifs entre les années trente et l'occupation allemande de l'URSS, puis réfugiés et choyés en Amérique du Nord, dont Douglas Tottle a décrit l'histoire entre 1934-1935 et les années 1980 (*Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, ouvrage épuisé mais téléchargeable: Adobe reader, tottlefraud.pdf). Ce travail minutieux d'un ancien photographe ridiculise le jugement prêté à Nicolas Werth sur « un silence absolu de soixante ans ». « 5 millions de morts », nous dit-on, soit au-dessous désormais du chiffre fatidique du génocide juif, qui, selon les politiciens ou les spécialistes labellisés par le journaliste du *Monde* (qui en a oublié plusieurs), peut s'élever jusqu'à 15 millions, voire davantage : près de la moitié de la population de l'Ukraine du début des années trente, en quelques mois, au maximum entre l'été 1932 et la soudure avec la récolte de 1933;

2° parler du chef et chef d'orchestre du mouvement, M. Askold S. Lozynskyj, président du Congrès mondial ukrainien siégeant aux États-Unis et dont dépendent officiellement les trois associations ukrainiennes, Ukraine 33 incluse, qui ont promu ledit thème en France et sollicité à différentes reprises, depuis avril 2005, mon exclusion de l'université ou la prise de sanctions administratives contre moi (y compris à l'Élysée le 27 février 2006, pendant près d'une heure, en présence de M. Laurent Bili, conseiller technique à la Présidence de la République).

Ces groupements « ukrainiens », qui dénoncent la « famine génocidaire stalinienne » d'Ukraine (soviétique), sont à ma connaissance issus, quand ce n'est pas d'outre-Atlantique, d'Ukraine occidentale, zone dévolue à la Pologne entre-deux-guerres et grand centre, à « Lwow » (nom polonais de Lvov, ancienne Lemberg), de la « propagande » sur « la famine en Ukraine (soviétique, donc orientale) » diffusée avec une intensité accrue depuis l'été 1933. Ils ont déclaré publiquement que l'abominable forfait avait été perpétré par les judéo-bolcheviques, ce qui n'a pas fait sortir de ses gonds la grande presse américaine, d'ordinaire sensible à l'antisémitisme (voir document ci-joint, intitulé « Lozynsky July 18 » sur la controverse de juillet 2002 parue dans le *New York Times* et le lien http://zustrich.quebec-ukraine.com/news02_shmul.htm).

[Annie Lacroix-Riz : traduction par moi-même, ajoutée en novembre 2008, du courrier d'Askold S. Lozynskyj du 18 juillet 2002 , publié par le *New-York Times* : « quand les Soviets furent contraints à la retraite devant l'invasion des nazis en juin 1941, ils massacrèrent leurs prisonniers […] d'Ukraine occidentale arrêtés et internés par dizaines de milliers en 1939 […]. Ce fut accompli avec l'aide des communistes locaux, surtout ethniquement juifs. Ce massacre ne constituait malheureusement pas une aberration des œuvres soviétiques en Ukraine. En 1932-33 en Ukraine orientale, les Soviets avaient déjà assassiné environ 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens au moyen d'un génocide stratégiquement planifié de famine artificielle. L'homme choisi par Joseph Staline pour perpétrer ce crime était un juif, Lazare Kaganovich.

Le célèbre historien britannique Norman Davies [100] a conclu qu'aucune nation n'avait eu autant de morts que l'ukrainienne. Ce qui fut dans une large mesure le résultat des œuvres à la fois des communistes et des nazis. Les Russes et les Allemands étaient des barbares. Mais les juifs étaient les pires. Ils trahirent leurs voisins et le firent avec tant de zèle! »].

C'est de cette zone, sise 150-200 km à l'Est de la Ligne Curzon, attribuée à la Russie en 1919 puis dévolue, grâce à l'aide militaire et politique de la France en croisade contre les Soviets, à la Pologne de Pilsudski, cœur du « cordon sanitaire », que « le président Viktor Iouchtchenko », auteur du « projet de loi "sur la perpétuation de la mémoire des victimes de la famine" », a tiré la majorité de ses électeurs.

J'ai signalé le 22 mars 2006 par courrier au CRIF et à la LICRA, organisations juives qui avaient montré jusqu'alors une grande indulgence ou patience à l'égard de groupes revendiquant une belle ardeur dénonciatrice contre tous les génocides, génocide juif inclus, les périls d'un compagnonnage avec ces antisémites de choc. Les destinataires respectifs de ce message, MM. Roger Cukierman et Richard Sereno, n'ont pas cru devoir me répondre. La LICRA a cependant, deux mois plus tard, été confrontée à la réalité politique de l'entreprise : les hérauts du « génocide stalinien », dont elle ne pouvait ignorer les publications, en France, aux États-Unis et ailleurs, ont pu rendre le 25 mai suivant un hommage officiel à leur héros Petlioura.

M. Benoît Hopquin n'a pas jugé bon de mentionner l'événement, si éclairant sur la nature des organismes voués à la stigmatisation de la « famine génocidaire stalinienne » et sur les intentions du gouvernement ukrainien, activement soutenu par celui des États-Unis en vue de la reconnaissance parlementaire du « génocide » par tous les États alliés, membres ou futurs membres de l'OTAN. La LICRA a alors, via son président Patrick Gaubert, protesté (en vain) contre le projet de commémoration (23 mai) puis contre sa tenue, sous la protection de la police (tribune du *Monde* du 26 mai 2006, « Une commémoration des plus douteuses » ; voir aussi l'information du 27 mai de l'agence d'informations israélienne Metula « Un pogromiste honoré sur la tombe du soldat inconnu », que m'a transmise aussitôt Dominique Vidal, que j'en remercie à nouveau. Sa protestation a valu à M. Gaubert des attaques confirmant l'antisémitisme des zélateurs de Petlioura, que l'Ambassadeur d`Ukraine en France Yuriy Sergeyev avait déguisé le 24 mai en dénonciation « d'une erreur fâcheuse qui provient d'un manque de l'information réelle, ainsi que par la traînée des falsifications de l'époque du régime totalitaire soviétique » (transcription selon l'original, http://www.amb-ukraine.fr/?id=29101).

Je me réserve de développer le champ de la connaissance sur le rôle des organisations petliouristes (parmi bien d'autres) dans la campagne allemande sur la « famine génocidaire stalinienne », tintamarre qui, depuis l'été 1933 – date à laquelle prit fin la grave disette ou la famine -, couvrit les plans allemands de conquête militaire de l'Ukraine. Le Reich visait la saisie de la totalité de l'Ukraine, au détriment des territoires soviétique, roumain et polonais, et ce en dépit de la longue association de Varsovie aux plans allemands de subversion et à la subvention des groupes antisoviétiques dans les territoires *soviétiques* de l'Ukraine : cette œuvre germano-polonaise dura jusqu'à l'assaut allemand contre la Pologne (*Le choix de la défaite*, p. 188, 196-198, 205, 208, 225, 393-399, 411, 478-481), mais l'historiographie dominante y voit des « soupçons [infondés] de conspiration » de l'OGPU (Lynne Viola, *art. cit.*, p 17).

[100] Cet historien formé à Oxford, qui a obtenu son doctorat à Cracovie, doit sa notoriété à une nette minimisation de la destruction des juifs de Pologne, thèse qui lui a valu de vifs conflits avec plusieurs historiens américains (Lucy S. Davidowicz, Abraham Brumberg et Theodore Rabb) et la rupture d'un contrat avec l'université de Stanford (*Wikipedia, the free encyclopedia*, descriptif étayé par un appareil de notes solide).

Remarques concernant mon comportement

« Contactée par *Le Monde*, l'historienne n'a pas donné suite à notre appel », écrit M. Benoît Hopquin. Il s'agit d'une contrevérité. J'ai trouvé dans mon casier à l'université, le 15 novembre, un message manuscrit dont j'ignore la date de dépôt (entre le 9 et le 15) rédigé par un membre du personnel administratif (secrétariat de l'UFR GHSS de Paris 7). Il me signalait qu'un journaliste du *Monde* me priait de le contacter à propos de « la famine en Ukraine » et avait laissé ses coordonnées dans ce but. Considérant que le souhait d'un journaliste ne vaut pas convocation de justice ou de police (*a fortiori* quand il provient d'un organe malveillant qui me « dénonce » régulièrement comme « communiste »), j'ai écrit à cette collègue le message suivant le 15 novembre à 20 h 36 :

« Chère Madame,
Merci de votre message. Si M. Hopquin, du Monde, souhaite me contacter et vous le fait savoir (je ne le contacterai naturellement pas puisque c'est lui qui me sollicite), je vous remercie de lui communiquer mon adresse électronique ou mon téléphone [...suivaient mes numéros de téléphone fixe et de portable].
Bien cordialement,
Annie Lacroix-Riz »

Ma collègue du secrétariat de l'UFR pourra naturellement confirmer mes dires. Je ne suis en effet pas à la disposition de Benoît Hopquin, et il est d'usage que les demandeurs sollicitent directement les universitaires : mon université a toujours fourni mes coordonnées personnelles aux journalistes, ainsi mis en mesure de me contacter directement.

Bien cordialement à tous,
Annie Lacroix-Riz

[remarque, Annie Lacroix-Riz : Ce texte, envoyé au *Monde*, n'a fait l'objet d'aucune mention, pas même pour préciser que le journaliste Benoît Hopquin avait proféré une contrevérité sur son prétendu contact avec moi); il a été publié, avec l'article du journaliste du *Monde* figurant ci-dessous dans l'ouvrage collectif *Petite contribution au Livre noir de l'anticommunisme et de la contre-révolution* [101]].

----Message d'origine-----
Transmis par mon correspondant vendredi 24 novembre 2006 17:40

Enquête Le tabou de l'"Holodomor" ukrainien LE MONDE | 24.11.06 | 14h15 • Mis à jour le 24.11.06 | 14h15

L'Histoire n'est pas neutre. Dans l'ex-Union soviétique encore moins qu'ailleurs. L'Ukraine s'apprête à commémorer, samedi 25 novembre, la famine qui a frappé le pays en 1932 et 1933. Connue sous le nom d'"Holodomor" ("extermination par la faim", en ukrainien), cette page de l'ère stalinienne a fait plusieurs millions de morts, principalement dans les régions de Kharkiv et de Dniepropetrovsk. L'anniversaire est, cette année, plus politique que jamais. Le président Viktor Iouchtchenko a déposé, début novembre, un projet de loi "sur la perpétuation de la mémoire des victimes de la famine". Le texte prévoit notamment de punir quiconque contesterait son caractère génocidaire. "Nous n'accusons aucun peuple, aucun pays et personne, en Ukraine, de génocide. Ce n'est pas le but de cette loi", a assuré le président, le 15 novembre. Tout de même. L'affaire survient alors que Viktor Iouchtchenko est en train de rompre le pacte de gouvernement scellé en août, après les élections législatives, avec le parti prorusse de Viktor Ianoukovitch, qui représente justement ces russophones dont les parents sont venus s'installer en Ukraine pour combler la saignée démographique de la famine. Les partisans de M. Ianoukovitch sont divisés sur l'opportunité

[101] Liévin, édité par le Comité internationaliste pour la solidarité de classe, 2007, p. 41-53;

de voter ce projet de loi. En visite à Kiev, début novembre 2006, Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a de son côté refusé que la famine soit considérée comme un génocide.

Le texte fouaille une blessure de la mémoire ukrainienne. Occultée de l'histoire officielle soviétique, l'Holodomor a marqué les familles et entretenu le ressentiment vis-à-vis de Moscou. Dans les périodes de tensions avec le grand voisin ou dans les phases d'impopularité interne, le gouvernement ukrainien se saisit de la tragédie. En 2003, avant la "révolution orange", le Parlement ukrainien avait voté une résolution - pas une loi - qui assimilait déjà la famine de 1932-1933 à un "génocide", "un acte terroriste délibéré du système stalinien" et "un des facteurs importants pour la reconnaissance de l'indépendance ukrainienne".

L'offensive du président est également diplomatique. Le 27 octobre, un représentant ukrainien a appelé, lors d'une réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, "tous les Etats à condamner l'Holodomor et à promouvoir sa reconnaissance internationale, particulièrement par les Nations unies, comme génocide contre la nation ukrainienne". Une dizaine de pays, la plupart abritant une forte communauté ukrainienne comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie, ont aujourd'hui reconnu officiellement ce caractère génocidaire. La France, qui aime tant légiférer sur l'Histoire, ne fait pas partie de la liste. "Le gouvernement français n'envisage pas, à ce stade, de se prononcer sur la qualification politique et juridique de la grande famine comme crime de génocide", assurait, en 2005, le ministère des affaires étrangères, en réponse à une question écrite d'un sénateur.

L'exploitation politique de la famine ne facilite pas le travail des historiens, déjà compliqué par le long interdit qui a pesé sur le sujet. "Nous sortons d'un silence absolu de soixante ans", constate Nicolas Werth, l'un des meilleurs connaisseurs français de la période, directeur de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent, dépendant du CNRS. L'ouverture partielle des archives de l'ex-URSS a amélioré la connaissance, tout comme les témoignages des derniers survivants, recueillis notamment par Georges Sokolov (L'Année noire 1933 : la famine en Ukraine, Albin Michel). Les rapports de la Guépéou sur les "difficultés alimentaires" apportent un éclairage glacial mais circonstancié. Les estimations divergent encore sur le bilan, mais le chiffre de 5 millions de morts est le plus fréquemment évoqué.

La gravité de la famine est cependant contestée par quelques historiens revendiquant leur fidélité communiste. La Française Annie Lacroix-Riz, qui enseigne à Paris-VII, dénonce ainsi une "opération de propagande", "un bobard" et préfère évoquer "une sérieuse disette conduisant à un strict renforcement du rationnement" (Sur la "famine" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane). Contactée par Le Monde, l'historienne n'a pas donné suite à notre appel.

Les réfractaires s'appuient notamment sur le voyage d'Edouard Herriot dans la région en 1933. L'homme politique radical s'était répandu sur la prospérité des campagnes ukrainiennes. Mais des travaux historiques ont, depuis, démontré comment le voyageur, obnubilé par sa volonté d'un rapprochement franco-soviétique, avait été magistralement abusé par ses hôtes. Le journaliste américain Walter Duranty, correspondant du New York Times à Moscou, prix Pulitzer 1932, a également nié jusqu'à sa mort, en 1957, l'existence d'une famine. Mais son journal a récemment soumis ses articles à un examen critique et conclu que sa couverture était "discréditée". Une campagne a été lancée outre-Atlantique pour que le prix Pulitzer lui soit retiré.

Si la réalité de la famine n'est plus guère contestée, le principal débat concerne donc la qualification de génocide. La pénurie alimentaire est née de réquisitions massives, virant au pillage, organisées à partir de l'été 1932. Elle a surtout touché les régions les plus hostiles à la collectivisation des terres et les foyers du nationalisme ukrainien. Les victimes avaient

interdiction de sortir du périmètre dans lequel les vivres avaient été confisqués. Elles y étaient renvoyées quand elles tentaient de s'en échapper. Tandis que des hommes mouraient de faim, l'URSS exportait des céréales (1,7 million de tonnes en 1932, puis en 1933).

Selon l'historien Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, "cette famine préméditée, organisée, systématisée était destinée à éliminer la partie la plus dynamique de la paysannerie. Il faut appeler cela un génocide de classe". "C'est un génocide par famine", estime le docteur Yves Ternon, auteur de Guerres et génocides au XXe siècle, ouvrage à paraître en janvier chez Odile Jacob. "Les historiens ont la volonté de contenir la définition de génocide, mais, même selon des critères restrictifs, la mort par famine délibérée de 5 millions de personnes est sans aucun doute un génocide", poursuit le spécialiste."Une volonté punitive est-elle une volonté génocidaire ?", interroge cependant Pavel Chinsky, normalien franco-russe enseignant à Moscou et auteur de Staline. Archives inédites 1926-1936 (éd. Berg). Egalement opposés à la collectivisation, les nomades du Kazakhstan, les paysans des bords de la Volga ou les cosaques du nord du Caucase ont été à la même époque l'objet de mesures répressives qui ont abouti à de terribles famines.

Longtemps, Nicolas Werth s'est montré circonspect sur la qualification de l'Holodomor. Mais les derniers textes exhumés des archives, notamment des lettres de Staline, ont infléchi sa position. "Est-ce un génocide ? Plutôt oui. Par rapport aux autres famines qui ont touché l'Union soviétique, celle-ci se distingue par la volonté d'éradiquer le nationalisme et de punir des paysans. Elle est aggravée volontairement. Il y a une spécificité", estime-t-il. Près de soixante-quinze ans après, les archives ne sont encore qu'entrouvertes et le débat est soumis aux pressions. "Il y a, dans certaines démarches historiques, la recherche d'une part de revanche", regrette Pavel Chinsky. "Être historien reste un métier difficile en Russie", constate-t-il.

Benoît Hopquin. Article paru dans l'édition du 25.11.06

Mise au point de 2007-2008

Sur « la famine en Ukraine », voir enfin les travaux de Mark Tauger (Mark B. Tauger, Ph.D. UCLA, Associate Professor, Specialization: Russian and Soviet History, Mark.Tauger@mail.wvu.edu) que je n'avais pas encore lus quand j'ai fait ma présentation critique et archivistique sur la question en 2003-2005 (référence qui m'a été fournie récemment par une correspondante que je remercie une fois de plus).

Commencer par exemple par sa critique du « Livre Noir du Communisme on the Soviet Famine of 1932-1933 », critique documentée sur les méthodes utilisées par Nicolas Werth pour illustrer, via cette question de « la famine de 1932-1933 », sa thèse centrale, celle de « la guerre de Staline contre son peuple ». Je rappelle que ce chercheur est devenu depuis dix ans, grâce à sa contribution au *Livre noir du communisme*, le champion de la « soviétologie » française à usage universitaire et scolaire (ce qui l'a qualifié comme conseiller des réalisateurs de l'émission de la chaîne allemande Bertelsmann, diffusée le 13 mars 2007 sur M 6, sur « Staline, le tyran rouge » qui a reçu la caution du Ministère de l'éducation nationale et de l'association des professeurs d'histoire et géographie).

Elle comportait naturellement un développement sur « la famine en Ukraine » dont les photographies posent les problèmes mentionnés ci-dessus (voir Douglas Tottle, *op. cit.*)

Annexe sur « Staline, le tyran rouge » :

J'ai le 11 mars 2007 adressé (avant visionnage, donc) à l'association des professeurs d'histoire et géographie le courrier suivant, auquel, à cette date (7 novembre 2008), je n'ai pas reçu réponse.

Annie Lacroix-Riz, message adressé le 11 mars 2007 et qui n'a jamais reçu réponse (précision du 7 novembre 2008).

À l'attention de M. Hubert Tison, directeur de la rédaction et rédacteur en chef de la revue *Historiens et Géographes* et de M. Robert Marconis, président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public (APHG)

Chers collègues,

Je suis informée aujourd'hui par un collègue de l'enseignement secondaire, agrégé d'histoire, M. Weiser (que je remercie vivement de son initiative), du soutien apporté ès qualités par l'APHG (Association des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public), et, selon sa section d'Aix-Marseille, par « la rédaction d'Historiens et Géographes », à une production télévisée non encore diffusée. Après lecture de la pièce concernée, la diffusion par WWW.aphgAixMarseille.com d'une publicité intitulée « Documentaire pédagogique de M6 à destination des collégiens et des lycéens » (que vous trouverez reproduite ci-dessous), je constate avec stupeur que :

1° l'APHG a été dotée du privilège de visionner, avant la masse des spectateurs français, un « documentaire » de M6 intitulé « Staline, le tyran rouge », titre accrocheur qui semble augurer du même sérieux qu'une production antérieure, « Hitler, la folie d'un homme », dont l'intitulé constitue à soi seul un aveu de manque de sérieux scientifique. Je remercie l'association de faire savoir aux professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public à quel titre elle a reçu ledit privilège de cette chaîne de télévision privée.

2° l'APHG accepte que son label et sa réputation auprès des collègues servent de relais publicitaire à une chaîne de télévision qui n'a pas habitué les élèves et étudiants des membres de l'association à des spectacles de nature à informer et éduquer la population française, qu'il s'agisse d'histoire ou de « télé-réalité » - information et éducation qui constituent, au moins en partie, la mission de notre profession.

3° l'APHG donne sa caution, quasi complète, à cette émission, en dépit de la légère réserve finale destinée à sauver son honorabilité : « Bien sûr les réalisateurs ont fait des choix. Le documentaire ne dit pas tout. Le professeur doit remettre en perspective et compléter, expliquer, et initier les élèves à la critique de l'image ». C'est bien le moins que l'APHG reconnaisse au professeur d'histoire « de l'enseignement public » le droit ou le devoir de compléter l'enseignement de base dispensé par une chaîne privée de télévision. Concernant les bases « scientifiques » sur lesquelles le malheureux « professeur » pourra se livrer à cet examen « critique » *a posteriori*, vous lirez au point suivant mes remarques sur les références bibliographiques que vous fournissez aux collègues, pour la tâche à eux assignée après diffusion du « documentaire » colorisé.

4° l'APHG, au rebours de toutes les traditions de l'université relatives à la « *disputatio* » ou au débat scientifique, accentue encore cet appui par la référence à deux des travaux de M. Nicolas Werth, qui a déjà dispensé ses « conseils historiques » au « documentaire » réalisé par Mathieu Schwartz et Serge de Sampigny, et monté par Yves Deleumandre.

Je rappelle que Nicolas Werth, Directeur de Recherches au CNRS, a vu sa notoriété portée aux cimes par sa large participation à un ouvrage qui, sur le plan scientifique, a confirmé la « soviétologie » française en lanterne rouge de l'historiographie internationale : du *Livre noir du communisme* (Paris, Robert Laffont, 1997) réalisé sous l'égide de Stéphane

Courtois, M. Werth a en effet fourni la partie présumée scientifique. Il s'est agi en réalité d'une opération politique et idéologique de grande envergure, à l'échelle tant de la France que de l'Europe unifiée. Cette opération éditoriale a donné l'élan décisif à l'assimilation entre nazisme et communisme qui peuple aujourd'hui les manuels scolaires (est-ce avec la caution scientifique de l'APHG?). Dans l'Europe unifiée comptant désormais nombre de pays d'Europe orientale supposés avoir acquis la liberté grâce à l'effondrement de l'abominable Union Soviétique, l'opération a abouti à ce que, malgré l'identité proclamée entre nazisme et communisme, les groupements communistes sont aujourd'hui pourchassés et interdits, tandis que les héritiers des bourreaux nazis et des collaborationnistes de la période 1939-1945 sont dotés de statues, places, etc., et érigés en héros de manuels scolaires ayant servi la liberté des peuples contre la barbarie soviétique. Un des derniers hauts faits de ces hérauts de la liberté s'est déroulé en Roumanie « démocratique », avec la récente réhabilitation « partielle », par la « cour d'appel de Bucarest », du dictateur nazi Ion Antonescu, chef des Gardes de fer, boucher hitlérien, tortionnaire et massacreur de juifs passé par les armes le 1er juin 1946 sur décision de la justice de son pays, événement rapporté par un historien américain, Radu Ioanid, dans le *Monde* du 2 mars 2007. Je signale en outre que M. Courtois, le maître d'œuvre du *Livre noir du communisme*, se fait aujourd'hui, entre autres tâches médiatiques, une spécialité de diffuser en tous lieux la bonne parole des organisations « ukrainiennes » : lesquelles se sont illustrées le 25 mai 2006 en rendant un hommage solennel sous l'Arc de Triomphe au pogromiste ukrainien Petlioura, outrage qui a valu auxdites organisations l'ire de la LICRA, organisation juive née de la défense de Samuel Schwarzbard, jeune juif ukrainien émigré à Paris qui y avait tué Petlioura en 1926.

L'APHG peut-elle expliquer pourquoi son soutien enthousiaste au documentaire réalisé sur les « conseils historiques » de M. Werth est doublé d'une publicité exclusive en faveur du même chercheur ? On imagine dès lors comment le professeur, convaincu des mérites de M. Werth à la fois par M6 et par l'APHG, pourra « remettre en perspective et compléter, expliquer, et initier les élèves à la critique de l'image » mise en forme sur les « conseils » de M. Werth.

Les collègues ignoreront donc que les travaux de M. Werth, devenu l'idole des manuels scolaires et universitaires, entrent en contradiction absolue avec nombre de ceux qui, dans le monde, font autorité. J'en citerai peu. L'un a été rédigé par son père, le remarquable journaliste anglais Alexander Werth, qui a passé en URSS les années de guerre d'extermination allemande contre ce pays, et en a tiré le gros ouvrage *La Russie en guerre*, Paris, Stock, 1964, 2 vol. Cette étude de journaliste demeure une des meilleures observations de la guerre en URSS et du soutien massif qu'a recueilli de sa population le « tyran rouge » dont Nicolas Werth décrit en tous lieux « la guerre contre son peuple ». Un des derniers livres universitaires en date, paru en octobre 2006 (donc, qui ne figure pas encore dans l'ensemble es bibliographies) confirme le sérieux du témoignage de 1964 : il a été rédigé par un des plus importants spécialistes internationaux de la politique extérieure soviétique des années trente à 1953, Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006.

Sur l'histoire intérieure de l'URSS, « la famine en Ukraine » - pour ne citer que cet aspect sur lequel M6 va nous faire frémir, l'APHG nous l'annonce - est traitée par nombre de spécialistes mondiaux dans des termes absolument antagoniques avec les méthodes et les conclusions de M. Werth. On citera notamment les travaux de Douglas Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book,1987 (photographe de formation qui a démontré, entre autres, que la campagne de presse germanique des années trente sur « la famine en Ukraine » a été alimentée par les

photographies de celle de 1921-1922), et, plus récemment, ceux de spécialistes d'histoire sociale : Mark B. Tauger dont la plupart des articles et ouvrages sont téléchargeables (http://www.as.wvu.edu/history/Faculty/Tauger/soviet.htm) et R.W. Davies and S.G. Wheatcroft, *The Years of Hunger: Soviet Agriculture, 1931-1933*, New York, Palgrave Macmillan, 2004 (travaux catégoriques sur le caractère non volontaire et non génocidaire de la famine ou grave disette, non limitée à l'Ukraine, qu'a connue une partie de l'Union Soviétique en 1932-1933).

Le fait qu'il n'existe que peu de travaux en français illustre l'état pitoyable auquel est réduit la « soviétologie » française : un historien français se met en péril s'il ne partage pas les vues de M.M. Nicolas Werth et Stéphane Courtois, comme je l'ai fait observer *L'histoire contemporaine sous influence*, Pantin, Le Temps des cerises, 2004. Il existe cependant un ouvrage traduit en français qui eût pu équilibrer la thèse du « tyran rouge » et qui porte en partie, malgré son titre, sur la période stalinienne, celui d'Arno Mayer, *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, Fayard, Paris, 2002. L'APHG n'a cependant pas cru bon non plus de mentionner ce travail comparatif éclairant du grand historien américain, pourfendeur de la « soviétologie » de l'ancienne gauche radicale française qui a acquis « droit de cité dans les salons des VI^{e} et VII^{e} arrondissements » en abjurant tapageusement le péché original de son appui à la révolution bolchevique (et à l'extrême gauche ici même) et en pratiquant « l'analogie entre Robespierre, Rousseau et la Grande Terreur d'une part, et Lénine/Staline, Marx et le goulag de l'autre » (*op. cit.*, p. 10-11).

5° l'APHG donne dans la surenchère antisoviétique et antistalinienne même par rapport à l'hebdomadaire culturel et de télévision *Télérama*. Ce magazine critique systématiquement les régimes qui ont aboli ou menacent d'abolir la propriété des grands moyens de production et d'échange (URSS, Chine, Cuba, Vietnam, Corée du Nord, etc., et désormais Venezuela du « tyran » Chavez). Le journaliste rendant compte du documentaire qui a émerveillé l'association considère cependant que « "Staline pour les nuls" pourrait être le sous-titre de cette biographie du "petit père des peuples", nouvelle incursion de M6 dans le champ du documentaire historique ». Vous trouverez ci-après le commentaire intégral de François Ekchajzer de *Télérama* dans son n° 2982 du 7 mars 2007, p. 110 (transcription fournie par M. Weiser) :

« Staline, le tyran rouge

Documentaire de Mathieu Schwartz, Serge de Sampigny et Yvan Demeulandre (France, 2007). 100 mn. Inédit.

« Staline pour les nuls » pourrait être le sous-titre de cette biographie du « petit père des peuples », nouvelle incursion de M6 dans le champ du documentaire historique. Réalisé à base d'archives en couleurs ou colorisées (première partie de soirée oblige), ce programme destiné à un large public pousse l'exigence de simplicité jusqu'à réduire l'histoire du stalinisme à la folie d'un homme, négligeant le contexte dans lequel son régime s'instaura, comme les circonstances de l'exercice de son pouvoir.

Soucieux de nous convaincre de la barbarie du stalinisme, les auteurs usent de procédés pour le moins accrocheurs. C'est le cas dès le prégénérique, qui confronte une image de Maurice Thorez exprimant son « amour ardent » pour Staline à la réalité chiffrée des méfaits du tyran : 1 million d'exécutions, 18 millions de prisonniers… Des chiffres qui s'inscrivent à l'écran pour marquer nos esprits, comme se gravent dans nos oreilles quelques formules assassines du « petit père des peuples ». Le reste est à l'avenant. Bruitage à tout-va des archives, musique omniprésente et commentaire emphatique, concourent à l'hyperdramatisation de ce documentaire, dont la vertu essentielle est de parler d'histoire sur une chaîne et à un horaire habituellement dédiés au divertissement.

François Ekchajzer ».

Pouvez-vous expliquer, chers collègues, aux « professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public » pourquoi vous engagez la revue *Historiens et Géographes* et l'association en leur nom dans la promotion militante d'une production que même *Télérama* qualifie de « Staline pour les nuls ». Je me permets d'espérer que mes collègues membres de votre association solliciteront de votre revue - et de l'association qui les représente - un comportement plus conforme à la déontologie universitaire.

Bien cordialement,

Annie Lacroix-Riz

Ci-dessous panégyrique de l'APHG (WWW.aphgAixMarseille), envoyé à M. Weiser et communiqué par ce dernier (reproduit selon le texte original, Annie Lacroix-Riz) :

Staline, le tyran rouge un documentaire de la chaine M6

Documentaire pédagogique de M6 à destination des collégiens et des lycéens

Nous attirons l'attention des adhérents de l'APHG, des lecteurs de la revue Historiens et Géographes sur la projection d'un nouveau documentaire en couleurs qui va sortir le mardi 13 mars à 20h50 sur M6.

Après les documentaires sur Hitler, la folie d'un homme et Quand l'Algérie était française, M6 sort ce nouveau documentaire sur Staline, le tyran rouge. Réalisé par Mathieu Schwartz et Serge de Sampigny et Yves Deleumandre pour le montage, il a bénéficié des conseils historiques de Nicolas Werth, Directeur de Recherches au CNRS.

Comment Staline a-t-il conquis le pouvoir, comment est-il devenu un dictateur impitoyable comment a t'il dirigé d'une main de fer son pays (planification, collectivisation des terres, industrialisation à outrance) ? Pourquoi a-t-il éliminé ses amis comme ses opposants ? Le documentaire essaie de répondre à ces questions et de cerner la personnalité d'un tyran qui a causé en 30 ans la mort de millions de personnes. La famine d'Ukraine en est un exemple tragique.

Pour contourner la difficulté des films de la propagande stalinienne, les réalisateurs ont consulté plusieurs centaines de sujets d'archives émanant de 15 sources différentes, notamment à Moscou. Ils ont pu photographier quelques documents terribles auprès d'associations pour la mémoire des victimes du stalinisme. Beaucoup de ces images sont inédites.

Le documentaire est un récit historique réalisé à partir d'archives (Les deux tiers des images ont été colorisées pour rendre selon les réalisateurs le sujet plus accessible et plus réaliste). Aucune interview n'a été réalisée pour privilégier les documents d'époque : cahiers intimes photos, lettres. Les citations des protagonistes sont lues par des comédiens qui ont été colorisées pour les rendre plus accessibles à un grand public. Ajoutons que des cartes

permettent de mesurer les évolutions territoriales de l'URSS, de situer par exemple les camps d'emprisonnement.

La revue Historiens et Géographes [Annie Lacroix-Riz, revue de l'APHG] qui a vu le documentaire, le recommande, c'est un excellent support aux cours sur l'histoire de l'URSS en 3 ème, en 1ère et en Terminale. Il est libre de droits et peut donc être enregistré le jour de sa programmation le mardi 13 mars. et utilisé par la suite en classe sans aucun problème .Il dure plus d'une heure, mais il peut être présenté en totalité ou surtout en partie, en séquences par exemple pour analyser la période des procès, l'art de la propagande, la famine d'Ukraine, le travail forcé des opposants ou l'enterrement de Lénine ou Staline pendant la Seconde Guerre. Bien sûr les réalisateurs ont fait des choix Le documentaire ne dit pas tout. Le professeur doit remettre en perspective et compléter, expliquer, et initier les élèves à la critique de l'image.

A lire Nicolas Werth La terreur et le désarroi

Staline et son système, Perrin, collection Tempus, 2007, une réflexion neuve sur le stalinisme

La rédaction d'Historiens et Géographes

Ajout de novembre 2008

L'Holodomor, nouvel avatar de l'anticommunisme « européen »

Novembre 2008

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

Depuis novembre 1917 se sont sans répit succédé des campagnes antibolcheviques aussi violentes que diverses, mais celle de « la famine en Ukraine » lancée en 1933 a depuis vingt ans pris le dessus. Elle se déchaîne quand les grands impérialismes, Allemagne et États-Unis en tête, avides depuis le 19e siècle de piller les immenses ressources de l'Ukraine, se croient en mesure d'y parvenir. La conjoncture sourit au Reich en 1932-1933, quand *le Sud de l'URSS (Ukraine et autres « terres noires », Nord du Caucase et du Kazakhstan)* fut frappé par une considérable baisse des récoltes et l'ensemble de l'Union par des difficultés d'approvisionnement entraînant le retour à un strict rationnement. Grave « disette », surtout pendant la « soudure » (entre deux récoltes), non spécifiquement ukrainienne, selon la correspondance diplomatique française; « famine » *ukrainienne* selon les rapports de 1933-1934 des consuls allemands et italiens, exploités par les États ou groupes affairés à la sécession de l'Ukraine : Allemagne, Pologne, centre majeur d'agitation à Lwow, et Vatican.

Cette disette ou cette famine résultait de phénomènes naturels et sociopolitiques : une sécheresse catastrophique se doubla des effets de la rétention croissante des livraisons (abattage du bétail compris), depuis le tournant des années vingt, par les anciens koulaks (paysans les plus riches) rebelles à la collectivisation. Cette fraction, en lutte ouverte contre le régime soviétique, constituait, en Ukraine, une des bases du soutien à l'« autonomisme », habillage sémantique de la *sécession*, au bénéfice du Reich, de la région agricole reine des « terres noires », en outre premier bassin industriel du pays. L'appui financier allemand, massif avant 1914, s'était intensifié pendant la Première Guerre mondiale, où l'Allemagne transforma l'Ukraine, comme les Pays Baltes, en base économique, politique et militaire du *démantèlement* de l'empire russe. La République de Weimar, fidèle au programme d'expansion du Kaiser, continua à financer « l'autonomisme » ukrainien. Les hitlériens affichèrent à leur arrivée au pouvoir leur plan de saisie de l'Ukraine soviétique, et *tout* l'autonomisme ukrainien (les fonds policiers, diplomatiques et militaires convergent) se rallia entre 1933 et 1935 au Reich, alors plus discret sur ses visées sur le reste de l'Ukraine.

L'URSS ne contrôlait alors en effet que l'Ukraine orientale (Kiev-Kharkov), redevenue soviétique depuis 1920, après la sécession opérée pendant la guerre civile-étrangère : de gros morceaux de l'Ukraine lui avaient été arrachés ou non attribués, en dépit de l'appartenance ethnique de leur population, des promesses françaises, en 1914, de remettre des dépouilles de l'empire austro-hongrois à la Russie tsariste alliée et de la fixation en 1919 de la « ligne Curzon ». L'impérialisme français, un des deux maîtres (avec Londres) de la guerre étrangère faite aux Soviets puis du « cordon sanitaire » qui suivit son fiasco, offrit à la Roumanie dès 1918 la Bessarabie (Moldavie, capitale Kichinev), ancien pan de l'empire russe, et la Bucovine; la Tchécoslovaquie en reçut d'emblée la Ruthénie subcarpathique; la Pologne de Pilsudski, en 1920-1921, l'Ukraine occidentale ou Galicie orientale, naguère autrichienne - capitale Lemberg (en allemand), Lvov (en russe), Lwow (en polonais), Lviv (en ukrainien) -, avec l'aide du corps expéditionnaire français dirigé par Weygand. Et ce alors que la « ligne Curzon » (nom du secrétaire au Foreign Office) avait en 1919 estimé « ethniquement » russe ce territoire, reportant la frontière russo-polonaise de 150 km à l'Ouest de l'Ukraine russe : la « Russie » devait le recevoir de ses alliés quand eux-mêmes et les Blancs auraient chassé les bolcheviques, ce qui ne se produisit point.

Ce distinguo géographique est décisif, car Lwow devint - et Lviv demeure - un centre majeur du tapage sur la « famine en Ukraine » *allemand, polonais et vatican* qui commença *à l'été 1933*, c'est à dire *après* qu'une excellente récolte soviétique eut mis fin à la crise des approvisionnements. S'il y avait eu en 1932-1933 famine, portée à son maximum pendant la « soudure » (entre les deux récoltes), juillet 1933 marqua son terme. La campagne fut relayée par tout le camp antisoviétique, États-Unis inclus, où la presse germanophile du groupe Hearst s'en empara. La famine n'avait pas été « génocidaire », ce qu'admettent tous les historiens anglo-saxons sérieux, tels R.W. Davies et S. Wheatcroft, non traduits en français, à la différence de Robert Conquest, agent des services secrets britanniques devenu prestigieux « chercheur » de Harvard, idole de la « faminologie » française depuis 1995 [102]. La campagne originelle n'avait même pas brandi le « génocide » : Berlin, Varsovie, le Vatican, etc. maudissaient Staline, les Soviets ou les judéo-bolcheviques, stigmatisaient leur férocité ou leur « organisation » de la famine et décrivaient une Ukraine poussée par la faim au cannibalisme. Les Français, quant à eux, imputaient aux plans sécessionnistes du trio ce vacarme lancé alors que le Reich promettait au dictateur polonais Pilsudski, si celui-ci restituait Dantzig et son corridor, de lui remettre sur un plateau l'Ukraine soviétique qu'ils conquerraient bientôt ensemble : François-Poncet, délégué du Comité des Forges et ambassadeur à Berlin, ricanait des sanglots quotidiens versés par la presse du Reich sur le martyre ukrainien, grosse ficelle à visées extérieures (annexer l'Ukraine) et intérieures (« flétrir les résultats du régime marxiste » [103]).

L'abondante correspondance militaire et diplomatique d'époque exclut la thèse de la naïveté des « benêts » prosoviétiques, aveugles, pendant leur voyage de septembre 1933 en Ukraine, aux mensonges et cachotteries de Moscou, tel Édouard Herriot : c'est à dire la thèse soutenue en 1994 par le démographe Alain Blum qui a initié en France le chiffre des « 6 millions de morts ». Ce symbole concurrentiel auxquels les Ukrainiens antisémites tenaient tant – il fallait faire au moins aussi bien que les juifs, avant de faire beaucoup plus, 7, 9, 10, 12, jusqu'à 17 millions à ma connaissance (pour un effectif total d'une trentaine de millions d'Ukrainiens soviétiques) -, fut adopté dans *Le Livre noir du Communisme* en 1997 par Nicolas Werth. Encore celui-ci réfutait-il alors la thèse « génocidaire » qu'il soutient depuis

[102] Respectivement, *The years of Hunger, Soviet agriculture 1931-1933*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, et *Harvest of Sorrow, Soviet Collectivization and the Terror-Famine*. New York, Oxford University Press, 1986, traduit en 1995 (et ma mise au point Internet, bibliographie sommaire)

[103] Dépêche 727 à Paul-Boncour, Berlin, 5 juillet 1933, Europe URSS 1918-1940, vol. 986, relations Allemagne-URSS, juin 1933-mai 1934, archives du Quai d'Orsay (MAE).

son engagement en « 2000 dans un projet de publication de documents sur le Goulag (6 volumes, sous l'égide de la fondation Hoover et des archives d'État de la Fédération de Russie) » [104]. Chiffre doublement irrecevable : 1° Alain Blum le déduit d'*estimations démographiques*, puisque l'URSS ne fit aucun recensement entre 1926 et 1939 : or, entre ces dates, dans le cadre d'un boom industriel voué, depuis le début de la grande crise capitaliste, à la défense contre la menace allemande, eurent lieu de gigantesques mouvements de population interrégionaux, affectant particulièrement l'Ukraine agricole collectivisée. La faible croissance de la population ukrainienne entre les deux recensements n'autorise donc pas l'équivalence : déficit démographique égale morts de famine; 2° le mode de calcul de l'estimation est absurde : Alain Blum s'est aligné sur des statisticiens russes qui en 1990 ont regroupé la *décennie* 1930 de pertes présumées - 6 millions - sur *la seule année 1933* [105].

Le chiffre fatidique fut repris par des « soviétologues » français liés, tel Stéphane Courtois, ou non aux champions de « l'Ukraine indépendante » orange. Absurdité suprême, dans l'Ukraine *orientale* seraient donc mortes en quelques mois autant de victimes - voire deux ou trois fois plus - que de juifs furent exterminés, de 1939 et surtout de 1942 à 1944, sur un territoire étendu de la France à l'Oural; et ce sans laisser aucune des traces visibles, photos ou écrits laissés par le génocide nazi.

C'est dans ce contexte que s'agitèrent en France des groupes « ukrainiens », telle l'association « Ukraine 33 » qu'hébergea l'archevêché de Lyon, avec pour président d'honneur Mgr Decourtray. Elle relève de l'autorité du Congrès ukrainien mondial, sis à Washington et présidé par Askold S. Lozynskyj, dont le *New-York Times* publia le courrier suivant du 18 juillet 2002 : « quand les Soviets furent contraints à la retraite devant l'invasion des nazis en juin 1941, ils massacrèrent leurs prisonniers […] d'Ukraine occidentale arrêtés et internés par dizaines de milliers en 1939 […]. Ce fut accompli avec l'aide des communistes locaux, surtout ethniquement juifs. Ce massacre ne constituait malheureusement pas une aberration des œuvres soviétiques en Ukraine. En 1932-33 en Ukraine orientale, les Soviets avaient déjà assassiné environ 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens au moyen d'un génocide stratégiquement planifié de famine artificielle. L'homme choisi par Joseph Staline pour perpétrer ce crime était un juif, Lazare Kaganovitch.

Le célèbre historien britannique Norman Davies a conclu qu'aucune nation n'avait eu autant de morts que l'ukrainienne. Ce qui fut dans une large mesure le résultat des œuvres à la fois des communistes et des nazis. Les Russes et les Allemands étaient des barbares. Mais les juifs étaient les pires. Ils trahirent leurs voisins et le firent avec tant de zèle! » [106].

Ces antisémites frénétiques se montrèrent plus discrets en France, où ils flagornèrent des associations juives et la Ligue des Droits de l'Homme dans des « colloques internationaux » et débats sur « *les* génocides » (juif, arménien, ukrainien) [107]. Ils exigèrent en 2005-2006 mon exclusion de l'université du président de Paris 7 puis du président de la République Jacques Chirac, me taxant de « négationnisme » pour avoir adressé par Internet à mes étudiants un recueil critique (cité plus loin) d'archives sur les bobards de la campagne germano-vaticano-polonaise de 1933-1935. Ils ne me pardonnaient surtout pas d'avoir rappelé en 1996 le rôle, dans l'Ukraine occupée par la Wehrmacht, de l'Église uniate de Galicie orientale soumise au Vatican et confiée à l'évêque (de Lwow), Mgr Szepticky, qui bénit les tueries de la division ukrainienne SS *Galicia* issue des groupements du nazi uniate Stefan

---

[104] http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article98 (site IHTP); sur le rôle antisoviétique officiel de cette fondation étroitement liée au Département d'État, référence de la n. 1.

[105] Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 96-99 et n. 61, p. 243.

[106] http://zustrich.quebec-ukraine.com/news02_shmul.htm, traduction ALR. Le polonophile Davies, qui a obtenu son doctorat à Cracovie, doit sa notoriété à sa minimisation de la destruction des juifs de Pologne, qui l'a opposé à plusieurs historiens américains (Lucy S. Davidowicz, Abraham Brumberg et Theodore Rabb).

[107] « Mémoires partagées des génocides et crimes contre l'humanité », « colloque international » du « Collectif Reconnaissance », 28-29 avril 2006, ENS Lyon, etc. (documentation Internet intarissable).

Bandera [108]. Ajoutons à ces dossiers compromettants pour les hérauts de « l'Holodomor » que j'ose affirmer que la diabolisation du communisme et de l'URSS ne relève pas de l'analyse historique mais de campagnes idéologiques, que, non contente d'être marxiste, je suis juive et qu'un de mes grands-pères a été tué à Auschwitz - fait que j'ai rendu public en 1999, face à une autre campagne [109], et que ces excités connaissaient [110] : tous éléments de nature à les mobiliser.

Faillit se réaliser le rêve d'arracher jusqu'à l'appui des juifs de France à une campagne contre une « judéo-bolchevique » travestie en « négationniste »! Le harcèlement, contre lequel se dressèrent le Snesup et le PRCF, qui lança en juillet 2005 une efficace pétition soutenue par la (seule) Libre Pensée [111], se relâcha après que les « Ukrainiens » eurent le 25 mai 2006, sous la protection de la police du ministre de l'intérieur N. Sarkozy, rendu hommage à l'Arc de Triomphe au grand pogromiste Petlioura. Émigré en France après ses forfaits de 1919-1920, il avait été abattu en 1926 par le juif russe émigré Schwartzbard, et la défense de celui-ci avait généré la Ligue contre l'antisémitisme (LICA) devenue en 1979 LICRA. Celle-ci dénonça enfin, le 26 mai 2006, via son président Patrick Gaubert - après plusieurs vaines mises en garde de la prétendue « négationniste » Lacroix-Riz -, ces antisémites de choc. Le tapage des groupuscules « ukrainiens » va-t-il reprendre ici, stimulé par le Parlement européen?

L'Ukraine occidentale orange, tutrice (officielle) de l'Ukraine entière, occupe à nouveau le centre d'une campagne qui, depuis l'ère Reagan – phase cruciale du démantèlement de la Russie mis en œuvre *depuis 1945* par les États-Unis -, doit tout ou presque à Washington, de même que la précédente devait tout à l'argent allemand. Ses champions empilent les millions de morts d'une Ukraine orientale dont les ressortissants, pourtant concernés au premier chef, n'ont jamais rejoint la meute. La CIA a joué en revanche les chefs d'orchestre, appuyée sur 1° des « Ukrainiens » antisémites et antibolcheviques, collaborationnistes éminents sous l'Occupation allemande, émigrés quand la Wehrmacht fut chassée d'Ukraine ou après mai 1945 aux États-Unis, au Canada ou en Allemagne occidentale; 2° sur certaines universités américaines prestigieuses, dont Harvard et Stanford, relayées ensuite par les universités « occidentales » (Europe orientale incluse) que les financements américains ont gratifiées (en pleine misère des crédits publics de recherche) d'une foule de colloques et commandes éditoriales sur « la famine génocidaire en Ukraine ».

Le soutien financier et politique américain a généré la campagne « Holodomor » des gouvernants ukrainiens - qui ont en 2008 érigé en héros national Stefan Bandera, « chef de l'organisation terroriste ukrainienne en Pologne » [112] prétendument « indépendantiste » (pas du Reich), criminel de guerre émigré en 1945 en zone d'occupation américaine, organisateur, depuis sa base de Munich, d'assassinats de masse jusqu'aux années cinquante dans l'Ukraine redevenue soviétique [113]. Privé d'un tel soutien, le vacarme s'arrêterait ou perdrait tout écho international. Le « Parlement européen », en reconnaissant le 23 octobre 2008 « l'Holodomor (famine provoquée artificiellement de 1932-1933 en Ukraine) comme "un crime effroyable

---

[108] *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, rééd. 2007, p. 414-417, et *infra*.

[109] Quand fut contesté mon travail sur la fabrication et la livraison au Reich de Zyklon B « français » (de l'usine de Villers-Saint-Sépulcre) par la société mixte Ugine-Degesch, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999, index.

[110] Et dont leur prose a régulièrement fait état au cours de leur campagne de 2005-2006.

[111] Parmi les organisations sollicitées non signataires, le PCF, la Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, diverses associations juives, le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie **(*APHG*),** etc.

[112] Dépêche 30 de Léon Noël, ambassadeur à Varsovie, 15 janvier 1936, SDN, vol. 2169, Pologne, dossier général, février-juillet 1936, MAE.

[113] Lacroix-Riz, *Vatican*, *loc. cit.*, Tottle, chap. 9-10 ; Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992, index Bandera ; Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988, index Bandera, etc.

perpétré contre le peuple ukrainien et contre l'humanité" », révèle sa stricte dépendance envers les États-Unis, maîtres de l'Ukraine « indépendante », en concurrence avec l'Allemagne, dont la grande presse affiche un zèle pro-ukrainien égal à celui de l'actuelle Pologne, héritière des « colonels » Josef Beck et consorts.

Bibliographie sommaire : conjoncture ukrainienne germano-vaticano-polono-américaine, Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican* (réf. n. 7); *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, rééd. 2010; *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940*, même éditeur, 2008;

et surtout mise au point imminente de la synthèse présentée à mes étudiants en 2004, « Ukraine 1933 mise à jour de 2008 », (« Sur la "famine génocidaire stalinienne" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane », www.historiographie.info), qui a déclenché la fureur des tenants de « l'Holodomor ».

Retenir de la bibliographie Douglas Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, épuisé mais téléchargeable: cet ancien photographe y a montré que les photos des campagnes ukrainiennes de 1933-1935 puis de l'ère reaganienne (articles, ouvrages, films) provenaient des collections de la famine de 1921-1922, bilan de 7 ans de guerre mondiale puis de guerre étrangère et civile, et a éreinté de façon très argumentée les sources écrites et photographiques de l'ouvrage maître de Conquest (chapitre 7, « Harvest of deception » (« moisson de tromperie ») et surtout p. 86-90; Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006, qui estime à « 35 000 cadres militaires et du parti en Galicie orientale [soviétique] entre 1945 et 1951 » le bilan des massacres perpétrés par les banderistes, p. 325.